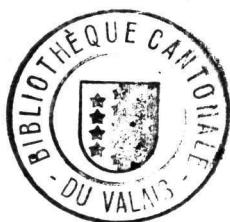


AD. BACHER

LES AUBERGES EN VALAIS





2686

alt.
A. D. BACHER

LES AUBERGES EN VALAIS



LÉGISLATION ET
JURISPRUDENCE

AVEC UNE

NOTICE HISTORIQUE



R27C1C0760

SION - IMPRIMERIE COMMERCIALE, FIORINA & PELLET - 1928

TA 755

AVANT-PROPOS

Le présent travail est destiné, en première ligne, aux autorités cantonales et communales chargées de l'application de la loi sur les auberges. Mais le juriste et surtout l'aubergiste lui-même (cafetier, hôtelier, etc.) y trouveront également de nombreux renseignements de nature à les intéresser.

Une petite notice historique forme l'introduction. Vient ensuite un aperçu de la législation fédérale en matière d'auberge et de commerce de boissons alcooliques.

Le texte de notre loi sur les auberges, complétée, article par article, par le texte du règlement d'exécution et suivi, dans le même ordre, d'un grand nombre de décisions du Conseil d'Etat du Valais, du Conseil fédéral et du Tribunal fédéral, constitue la partie principale. On y trouvera également quelques observations personnelles et, ça et là, l'avis de spécialistes.

J'ai ajouté un index alphabétique pour faciliter les recherches et, en appendice, quelques compléments utiles, en particulier la loi fédérale sur l'alcool de 1900-1907 et la loi fédérale de 1924 sur les hôtels.

Le travail n'est certainement pas complet. J'ai simplement fait un essai. — Je le livre au public sans aucune prétention.

Sion, août 1928.

A. Bacher.

SOURCES ET ABRÉVIATIONS

- | | |
|-----------|---|
| Annales | = Annales valaisannes, organe de la Société d'histoire du Valais romand, 1916-1925. |
| Blätter | = Blätter aus der Wallisergeschichte, herausgegeben vom geschichtsforschenden Verein v. Oberwallis. |
| Blavignac | = de Blavignac : Histoire des enseignes d'hôtellerie, d'auberges et de cabarets. |
| DHBS. | = Dictionnaire historique et biographique de la Suisse, édition actuellement en cours. |
| Gremaud | = Abbé J. Gremaud, prof. : Documents relatifs à l'histoire du Valais. |
| Grenat | = Histoire moderne du Valais. |
| Heusler | = Andreas Heusler : Rechtsquellen des Kantons Wallis, Basel 1890. |
| Liebenau | = Th. v. Liebenau : Das Gasthof- u. Wirtshauswesen der Schweiz in älterer Zeit, Zürich 1891. |
| Meyer L. | = Dr. L. Meyer, archiviste du canton du Valais : Zermatt in alten Zeiten. Archives du Canton du Valais et de la Bourgeoisie de Sion. |
| CE. | = Conseil d'Etat du Canton du Valais. |
| TF. | = Tribunal fédéral. |
| CF. | = Conseil fédéral. |
| AF. | = Assemblée fédérale. |
| Const. F. | = Constitution fédérale du 19 mai 1874, révisée. |
| LF. | = Loi fédérale. |
| RO. | = Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral. |
| RV. | = Recueil officiel des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais. |
| J. d. T. | = Journal des Tribunaux et Revue judiciaire, droit fédéral, paraissant à Lausanne. |
| cf. | = comparer. |
| v. | = voir. |
| Burkardt | = Prof. Dr. Burkardt : Commentaire de la Constitution fédérale. |
| Fleiner | = Prof. Dr. F. Fleiner : Schweiz. Bundesstaatsrecht. |
| Meyer F. | = Fritz Meyer, Die rechtliche Stellung des Wirtschaftsgewerbes, dissertation, Aarau 1919. |
| Salis | = L. R. de Salis : Le droit fédéral suisse, traduction française par Eug. Borel, Berne 1905. |

LES AUBERGES EN VALAIS



Quelques indications historiques.

Je dis «*quelques indications*», car je n'ai pas la prétention de traiter à fond ce sujet. D'un autre côté, le plan et le but du présent travail exigent la concision et m'obligent à passer sous silence plus d'un fait intéressant que mes recherches m'ont révélé.

Je dois en prévenir le lecteur pour lui éviter des déceptions.

On sait que l'auberge, la *taverne*, et le métier d'aubergiste ou de *tavernier* étaient déjà connus dans l'antiquité. En Grèce, les auberges avaient généralement une assez mauvaise réputation. Sous la plume de certains écrivains, ce sont de mauvais lieux. Malgré cela, le public les fréquentait avec assiduité. C'est que les Grecs savaient s'y prendre pour attirer le monde. La patronne n'hésitait pas à répandre, en guise de réclame, depuis le seuil de la porte de l'établissement, les charmes de son chant et de son sourire. On conviendra que cela valait bien nos enseignes modernes avec les airs invariables et tapageurs d'une musique automatique.

A Rome, les aubergistes étaient exclus, parce que indignes, du service militaire, et les femmes tenant auberge, se trouvaient légalement taxées de femmes publiques.¹⁾

1) Liebenau 13.

Il y eut pourtant des exceptions. Sainte Hélène, la mère de l'Empereur Constantin, un grand exemple de femme chrétienne, douée de sublimes qualités de cœur et d'esprit, fut — on l'affirme du moins — aubergiste à Trepanum.

Les tavernes romaines, quelque mal famées qu'elles fussent, jouissaient, comme celles de la Grèce, des faveurs populaires. Leur entrain gagnait même la Rome officielle, si bien que vers la fin de l'Empire romain, on vit des sénateurs et même des Empereurs entretenir d'excellentes relations avec de gracieuses aubergistes. Je ne sais, si en ce moment-là, les auberges avaient déjà réussi à se réhabiliter dans l'opinion publique ou si les magistrats romains ont par trop négligé les défauts de leur cuirasse.

Chez les Alémanes et les Burgondes, l'auberge était par contre inconnue. L'hospitalité, largement pratiquée par ces peuples, l'eût, du reste, rendue inutile. L'hospitalité était non seulement une vertu, c'était un devoir et, à un moment donné, une obligation légalement imposée sous peine d'amende et de coups de bâton.¹⁾

* * *

En Valais, l'hospitalité était de tous temps une vertu hautement estimée et généralement pratiquée. Mais elle ne put à elle seule suffire longtemps à la tâche. La population clairsemée et en grande partie pauvre n'était pas en mesure d'accorder asile et pension aux nombreux voyageurs de toutes les conditions qui utilisaient nos passages célèbres depuis toujours.

Cette circonstance, ainsi que la longueur de nos vallées et les difficultés et les dangers qu'ils réservaient aux voyageurs, expliquent la fondation de nos **hospices**, dont deux surtout, celui du Grand St-Bernard et celui du Simplon, ont acquis une réputation.

1) Liebenau 19.

tion universelle. Chacun connaît leur mission charitable et bienfaisante qui s'est prolongée à travers les siècles jusqu'à nos jours. Je n'insiste pas.

A côté des hospices, certains hôpitaux et couvents hébergeaient et restauraient également les voyageurs.

Bien que l'origine des hospices soit plongée dans un passé lointain, celle des auberges est plus ancienne encore. Sans doute, il sera difficile d'établir, même approximativement, quand la première auberge a été ouverte en Valais. Mais on doit admettre que les Romains ont transporté dans notre pays, avec leurs mœurs et leur civilisation, également leurs tavernes. Depuis que le vin généreux coule de nos côteaues, depuis que les excellentes qualités du « jus de la treille » sont connues et appréciées, des occasions de boire existent. Or, nos premiers vignobles datent au moins de l'époque romaine.¹⁾

On signale l'existence d'une auberge à Vouvry, du temps de Charlemagne. Le Grand Empereur y aurait établi son quartier général dans la guerre contre les Lombards. On a quelque peine à le croire, car Charlemagne n'était rien moins qu'un « pilier de café ». Le fait est cependant possible puisqu'au début du 9^{me} siècle des auberges existaient dans différents endroits de la Suisse.

Quoiqu'il en soit, au 13^{me} siècle l'auberge était solidement implantée chez nous. Comme preuve, je citerai un décret du Synode tenu à Sion vers l'an 1219, interdisant aux ecclésiastiques de fréquenter les auberges « pour y manger et boire », sauf lorsqu'ils se trouveraient en voyage.²⁾ En outre, à teneur du traité du 15 mars 1291 entre l'Evêque de Sion et les commerçants du Milanais, ceux-ci devaient, lors de leurs voyages en Valais, confier à l'aubergiste les valeurs dont ils étaient porteurs. En cas de perte, l'Evêque

1) Cf. Furrer « Geschichte v. Wallis », 19.

2) Gremaud No 282.

en prenait la responsabilité en sa qualité de Seigneur du pays.¹⁾ Ces dispositions ne prouvent-elles pas, à l'évidence, l'existence d'auberges à cette époque ? Bien plus, le traité avec le Milanais nous les montre dans une certaine dépendance du Prince Evêque de Sion.

Il est connu au surplus qu'au 13^{me} siècle, les auberges des villes épiscopales de Genève, Lausanne et Sion étaient déjà soumises à une taxe spéciale, à côté de la contribution ordinaire, perçue sur la vente de chaque tonneau de vin.²⁾

A Zermatt, des aubergistes (Wirt. Wird) sont signalés dès le commencement du 14^{me} siècle (1301, 1306 et 1307).³⁾

* * *

Certes, les auberges primitives n'étaient pas aménagées avec le soin et le confort que nous aimons à y trouver aujourd'hui. La cave, un coin du corridor avec un guichet sur la rue, une table en pierre dans la cour : voilà l'auberge, le Café de l'ancien temps. Les exigences des clients, la concurrence, des goûts et besoins nouveaux, et, plus tard aussi, des mesures législatives ont, petit à petit, transformé la taverne, la buvette, en auberge proprement dite, installée pour loger des voyageurs, en restaurants confortables et en hôtels de premier ordre.

Le développement de l'auberge est dû également, et pour une large part, à l'excellente qualité de nos vins. Les officiers valaisans servant à l'étranger, les hommes d'Etat recevant les délégués d'autres Etats et aussi les auberges échelonnées le long des principaux passages, firent connaître ces vins et leur assurèrent de bonne heure une renommée européenne.

1) Gremaud No 1017.

2) Liebenau 180.

3) Meyer L. 257.

Voici, à titre d'exemple, une appréciation sur les vins du Valais, datant du 15 novembre 1658 :

M. le Baron, Secrétaire du Ministre français, à Soleure, écrit sous cette date à M. Gaspard de Stockalper :

« Peut estre que M. le Colonel Kalbermatter, auquel
« jay escrit pareillement sur ce sujet aura desca donné
« l'ordre pour l'Envoy du Vin en vostre absence que
« jattends avec Impatience pour convaincre ceux qui
« disent Icy que les Vins du Valais ne sont pas trop
« excellents espart eus du Rouge et moy jay soustenu
« que votre vin blanc de Martigny n'est pas moins
« bon que le vin de Bourgogne, et que vostre vin
« Clairret de Syon ou de Sierre n'est pas beaucoup
« moindre que le vin de Dijon ou de Beaune me sou-
« venant déuavoir beu chez M. le Cap. Montez à Sion
« et chez M. Courten à Sierre detre excellent ». ¹⁾

Ces appréciations ont d'autant plus de valeur qu'elles émanent d'un homme qui, en connaisseur, compare les vins du Valais aux grands vins français.

Le fait que l'empereur Charles IV fit transplanter en Bohême des cépages de vins du Valais atteste également la grande renommée de ceux-ci. ²⁾

Au 17^{me} siècle, a surgi un genre de débit nouveau : **Le Café.** Le premier de ces établissements s'occupant surtout de la vente du café a été ouvert en Suisse, à Berne. vers 1693. ³⁾ Après des débuts fort modestes et pénibles, le Café a connu une belle période de prospérité. Cela explique les grandes faveurs dont jouit l'enseigne «Café».

Les Cafés devinrent, paraît-il, assez fréquemment le siège de cercles politiques influents. Les réunions et discussions politiques qui animent de nos jours

1) Blätter III, 184.

2) Liebenau 122.

3) Cf. DHBS. 167.

les cafés ne constituent donc pas un fait bien nouveau, mais elles n'ont plus à redouter, comme autrefois, les rigueurs des autorités. Même nos premiers magistrats n'en craignent pas le contact ; ils le recherchent au contraire. Nos cafés sont devenus d'importants centres d'information. Il faut les fréquenter pour être à la page.

J'ai rappelé plus haut la mauvaise réputation de l'auberge romaine et grecque. On aurait tort d'en déduire qu'en Suisse aussi l'auberge était un lieu de désordre, un repaire d'escrocs et de brigands. Chez nous, le métier d'aubergiste paraît n'avoir jamais eu quelque chose de déshonorant.¹⁾ En Valais, il fut exercé le plus souvent — on le verra plus loin — par des personnes jouissant d'une situation sociale privilégiée : les bourgeois, les ecclésiastiques. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait eu que des aubergistes irréprochables dans leur conduite et dans leur commerce. Les brebis galeuses n'ont certainement pas manqué à cette honorable corporation. Voici une appréciation de M. de Blavignac : « ... Malgré le dehors dévotieux qu'ils affectaient ... les cabaretiers d'autrefois n'ont guère fourni au calendrier plus de saints que les avocats. A en croire les vieilles chroniques, bien des auberges étaient de vrais coupe-gorges ; il n'était pas prudent d'entrer dans tous les cabarets dont les maîtres sont dépeints sous les plus sombres couleurs ». ²⁾

J'aurais de la peine à souscrire à cette appréciation qui semble bien un peu sévère.

Bien des lecteurs s'intéressent sans doute au

Régime des auberges du passé.

Aujourd'hui quiconque veut ouvrir une auberge (Café, hôtel, etc.) doit en demander la concession à

1) DHBS. 165 ; Liebenau 40.

2) Blavignac 24.

l'autorité communale ou cantonale suivant le genre de l'établissement. Elle lui est délivrée sous certaines conditions et réserves prévues par la loi. En principe, chacun a le droit d'obtenir une concession d'auberge, pourvu qu'il remplisse les conditions légales. Il n'y a pas de privilèges de personne ou de lieu. Seules les qualités personnelles du requérant et la situation et l'aménagement des locaux dont il dispose peuvent motiver un droit de préférence.

Il n'en fut pas ainsi autrefois.

Le droit d'auberge et d'enseigne fut au contraire presque toujours et partout un privilège accordé par le Seigneur foncier ou justicier à des particuliers et aussi à des corporations.¹⁾

En Valais, les droits seigneuriaux appartenaient pendant des siècles, depuis 999 ou même avant, à l'Evêque de Sion. C'est lui qui administrait le pays, c'est lui qui y rendait la justice personnellement ou par ses officiers. Les droits régaliens lui appartenaient. Certaines professions ou métiers ne pouvaient être exercés que par suite d'une faveur de sa main. Il a dû en être ainsi, en particulier, du droit de tenir auberge. Certains faits et circonstances que nous rapporte l'histoire ne permettent presque pas d'en douter.

Je citerai d'abord le traité susmentionné de 1291 avec les commerçants milanais. En effet, on se représente difficilement comment l'Evêque eût pu prendre l'engagement de répondre de la perte des valeurs confiées aux aubergistes sans connaître parfaitement les tenanciers des auberges existantes et sans avoir la possibilité d'en éliminer les mauvais pour les remplacer par des personnes de confiance. Mais ce n'est pas tout. Les nombreuses chartes ou lettres de franchises accordées par l'Evêque dans le courant du 13^{me} et du 14^{me} siècles à une série de bourgeoisies

1) DHBS. 167 ; Liebenau 40.

renferment presque toutes une réserve en ce qui concerne le droit de vendre du vin à la taverne. Dans la règle, ce droit ne se trouve concédé qu'aux ecclésiastiques et aux bourgeois. Que cette réserve ait été admise dans les lettres de franchises à la demande de l'Evêque pour ne pas laisser le métier d'aubergiste complètement libre ou sur les instances des bourgeois dans le but d'exclure les étrangers du métier d'aubergiste, peu importe ; elle indique nettement, dans l'un ou l'autre cas, qu'il s'agit ici d'une faveur de la main de l'Evêque.

J'ajoute un troisième fait. La police des auberges appartenait au moyen-âge au **vidomne**. Or, le vidomne était un officier de l'Evêque. Nous trouvons, il est vrai, des vidomnes indépendants de l'autorité épiscopale, mais surtout, l'office du vidomnat est d'origine ecclésiastique.¹⁾

* * *

Je rappelle que les frontières du Comté du Valais, tel qu'il nous apparaît au moyen-âge, n'étaient point celles du Valais actuel. Tant s'en faut. Ce comté ne comprenait que les terres de la Furka à la Morge, avec Ardon, Chamoson et Martigny. Le reste du Valais actuel faisait partie des domaines des Seigneurs de Savoie. Ceux-ci y avaient des droits analogues à ceux de l'Evêque dans le Haut. Les méthodes gouvernementales présentent des ressemblances frappantes, les lettres de franchises accordées aux bourgeoisies également. A Monthey, St-Maurice, Sembrancher, aussi bien qu'à Martigny, Sion et dans le Haut-Valais, nous retrouvons le droit de vendre du vin à la taverne sous forme de privilège réservé aux ecclésiastiques et aux bourgeois. Pour St-Maurice²⁾ la lettre de fran-

1) Gremaud V, pages LXIV et XVIII ; cf. Blätter II, 36 ; Heusler 99, No 347 ; Annales I, 56, VI 49.

2) Cf. Annales VI 50.

chise du 5 août 1317 réserve cependant les droits de l'Abbaye et à Martigny, la profession de tavernier est également accessible aux non-bourgeois habitant la paroisse depuis un an. (Franchises du 3 juillet 1338).

La conquête du Bas-Valais par les patriotes du Haut-Valais en 1475, ne paraît pas avoir apporté de changement notable à cet état de choses. A noter cependant que les patriotes se sont généralement assurés, en matière d'auberges comme dans d'autres domaines, la participation aux droits et privilèges réservés jusqu'alors aux bourgeois.¹⁾

On sait que les citoyens du Valais épiscopal ne se tinrent pas longtemps aux termes de leurs premières franchises. Sous leur pression constante, devant les intrigues et attaques de certaines familles, grandes et enrichies au service de l'étranger ou des Evêques eux-mêmes, le pouvoir temporel du siège épiscopal de Sion ternit toujours davantage. Au début du 17^{me} siècle, il n'en reste plus que le souvenir et un titre vide de sens. Dès ce moment et déjà antérieurement, nous voyons les communes et les dizains régler la question des auberges à leur gré, mais sans toucher aux anciens privilèges jalousement gardés. Ces privilèges ont même survécu à la Révolution de 1798. Après l'écrasement général, ils vont réapparaître sous la République helvétique, pour être consacrés par la loi du 23 novembre 1803, dont je parlerai plus loin.

* * *

Le système de privilège, c'est-à-dire le système consistant à réserver le droit de vendre du vin en détail exclusivement à certaines catégories de personnes, avait — j'hésite à m'exprimer, de peur de froisser les sentiments démocratiques du lecteur — avait dis-

1) Heusler : 141, No 583.

je, du bon. Il rendait la profession d'aubergiste inaccessible aux nouveaux venus, à l'élément étranger instable et souvent d'antécédents douteux. C'était un avantage appréciable. Mais à côté de cela, ce système avait l'immense défaut de favoriser l'accroissement constant du nombre des débits. Puisqu'il suffisait d'être bourgeois ou ecclésiastique pour pouvoir vendre du vin au détail, il est facile de se rendre compte que ces débits devaient se multiplier rapidement.

Aussi, dès le commencement du 15^{me} siècle, les plaintes s'élèvent nombreuses à ce sujet. Les abus d'alcool tiennent en émoi les Communes et les Dizains aussi bien que l'Evêque et la Diète. On cherche des remèdes. Mais n'osant ou ne pouvant s'attaquer aux privilèges et tendre à une diminution du nombre des occasions de boire, on s'épuise en des mesures le plus souvent stériles.

Je cite en passant la défense de l'Evêque et des Bourgeois de Sion d'importer dans la Ville du vin étranger ou provenant d'autres régions du canton, sauf dans des cas tout-à-fait spéciaux et moyennant «consignation». Cette défense, que déjà Mgr Andréas Gualdo fit rappeler du haut de la chaire, en février 1427, comme étant une **vieille coutume**, se retrouve encore dans les règlements bourgeoisiaux de 1663 et 1773.¹⁾

Les personnes tenant auberges notamment étaient obligées de consigner le produit de leurs propres vignes et de faire leurs provisions dans la localité, de préférence auprès de Messieurs les Bourgeois.

Ces prescriptions répondaient sans aucun doute à des mesures analogues édictées par d'autres Communes viticoles et par nos cantons voisins. Leur but était donc exclusivement d'ordre économique. Il se trouve très nettement exprimé par les considérants

1) Archives de la Bourgeoisie de Sion.

de la loi du 24 mai 1803¹⁾ et de celle du 6 novembre 1802²⁾ interdisant, la première, l'entrée des vins étrangers, et la seconde, l'importation de la bière, sous peine de confiscation et d'une amende de fr. 100.—. Mais, voulu ou non, cette réglementation du commerce de vin eut également un effet d'ordre moral. Indirectement, elle fut une entrave à l'exercice du métier d'aubergiste. Ne pouvant s'approvisionner en vin à leur gré et se trouvant, en définitive, réduites à ne vendre que le produit de leurs vignes, les personnes privilégiées renonçaient très souvent à l'exploitation d'auberges proprement dites, où le voyageur pouvait loger et se restaurer. Il y avait dans tout le pays une foule de ces pintes ou buvettes n'offrant aux visiteurs que la boisson, sans la moindre occasion de délassement ou de distraction, mais il y avait peu de bonnes auberges. C'est probablement cette circonstance qui déterminait certaines bourgeoisies à créer elles-mêmes des auberges pour les affermer à des particuliers qui n'étaient pas toujours des Bourgeois. A Sion, une auberge de ce genre, «Le Lion d'Or», existait encore vers le milieu du 19^{me} siècle.

Un projet de règlement élaboré par les Bourgeois de Sion en 1840, prévoit à son art. 8, l'établissement de six pintes en Ville de Sion, celle du Vén. Clergé non comprise. Elles devaient servir exclusivement au débit du vin de MM. les Bourgeois et habitants perpétuels.

J'ignore si ces dispositions ont été adoptées intégralement. Elles indiquent cependant qu'à un moment donné, les propriétaires de vignes avaient de la peine à vendre leur récolte. L'exportation n'étant pas possible, ils cherchaient à augmenter la consommation en créant de nouvelles occasions de boire.

1) RV. I, 103.

2) RV. I, 66.

A signaler encore, à titre de curiosité, l'interdiction prévue par le règlement de 1773 de la bourgeoisie de Sion de vendre du vin en bouteille, «même de la Malvoisie», sauf aux hôtes (Gäste).¹⁾ Je n'ai pas retrouvé les motifs de cette mesure.

Voici maintenant, brièvement énumérées,

Quelques mesures contre l'alcoolisme

édictees par nos ancêtres.

Le 3 janvier 1418, le dizain de Brigue défend, sous peine d'une amende de 3 livres, de s'enivrer ou de contribuer à enivrer quelqu'un. La personne qui, par suite d'abus de vin, rote ou vomit, perdant ainsi, au témoignage de St-Jérôme, la grâce du St-Esprit, est également frappée d'une amende de 3 livres.²⁾

La conversion des ivrognes de Brigue et environs n'a pas dû être très facile. Un siècle plus tard, le législateur doit s'en occuper encore. Les statuts du dizain du 23 octobre 1540 prévoient l'ivrognerie et la frappent de peines publiques.³⁾

Comme bien on le pense, les citoyens de Brigue n'étaient pas seuls à sacrifier à Bacchus plus qu'il n'en fallait. Dans tout le Valais, il y eut de solides buveurs, des intimes de la dive bouteille et du «guillon». Preuve en est une ordonnance de la Diète du 16 décembre 1545 contre les excès de boissons alcooliques. Comme celle de Brigue de 1418, elle cite St-Jérôme et prévoit une amende de 3 livres.⁴⁾

Les 9-29 décembre 1573, la Diète confirme cette ordonnance tout en faisant peser une partie de la responsabilité sur l'aubergiste. Celui-ci n'aura pas le

1) Archives de la Bourgeoisie de Sion.

2) Blätter I, 311.

3) Heusler : 113, No 413.

4) Heusler : 75, No 117.

droit de servir aux clients, au repas principal, plus d'un demi pot de vin. En cas de contravention, il sera puni, également, d'une amende de 3 livres.¹⁾

L'Evêque Hildebrand Jost fait à son tour entendre sa voix dans cette question. Le 18 mars 1637, il édicte pour Hérens une ordonnance sévère concernant la fréquentation des débits de boissons et les dettes en résultant, vu le nombre excessif de débits dans cette vallée.²⁾

Cette ordonnance est rappelée à deux reprises et servira de modèle à un règlement de la Commune d'Evolène.

Je cite encore, vu son intérêt spécial, une ordonnance du 18^{me} siècle de la Commune de Martigny. Elle interdit notamment, vu les abus dans la fréquentation des nombreuses auberges (pintes), de donner des boissons à crédit. Les dettes de ce genre ne doivent pas être exigibles sauf dans les cas suivants : « Lors de la reddition des comptes de tutelle ; faisant des fiançailles ; pour les assemblées funèbres et anniversaires ; si par la persuasion de MM. les officiers, il y avait quelque accord à faire. Notez qu'au présent arrest ne sont pas soumis les étrangers ».³⁾

* * *

De tout temps, nos autorités semblent avoir attaché une grande importance à ce que les pintiers, les aubergistes, débitent un vin naturel, sans coupage ni mélange, qu'ils ne trichent pas sur la mesure et s'en tiennent à un prix convenable.

Déjà le résumé de quelques cas de coutumes, avant 1340,⁴⁾ renferme une disposition sur les contesta-

1) Heusler : 76, No 118.

2) Heusler : 100, No 361.

3) Heusler : 125, No 486.

4) Gremaud No 1973.

tions relatives à la mesure du vin vendu. Plus tard, des prescriptions de ce genre apparaissent à plusieurs reprises dans les statuts et lois valaisans.

Une ordonnance de Police assez intéressante est celle adoptée par les dizains de Rarogne, Brigue, Viège et Conches en septembre 1540. Elle dit notamment :¹⁾

« Les aubergistes et pintiers feront serment devant
« Dieu et les saints de ne mélanger ni changer le vin,
« mais de livrer le vieux et le nouveau comme tels.
« Lors même qu'ils n'auraient pas encore prêté ce
« serment, ils ne devront pas, en attendant, hausser
« les prix.

« Tous ceux qui exercent un commerce ou un né-
« goce doivent prendre leurs repas dans les auberges
« et ne pas se mettre à la charge des Communes.

« Nul ne peut acheter ou vendre du vin... à plus
« haut prix que les suivants :... Le seitier de Sion
« se payera 18 gros ; celui de Sierre 16 gros... »

Les contraventions étaient punies de 3 livres dont $\frac{1}{3}$ était dévolu au juge du lieu, $\frac{1}{3}$ à l'église ou chapelle et $\frac{1}{3}$ aux procureurs de la localité.

On constate que, déjà en 1540, le vin de Sion était plus apprécié que celui de Sierre. Il est possible cependant que la différence de prix doive en partie être attribuée à la différence des frais de transport.

A St-Martin, il y avait une auberge communale, tout comme dans certaines localités de la plaine (v. ci-dessus).

Les statuts communaux du 5 juin 1558 interdisent à quiconque d'ouvrir d'autres débits, sauf pour la vente du produit de ses propres vignes. L'aubergiste communal doit exploiter honnêtement son commerce pendant toute l'année, offrir un vin de bonne qualité

1) Grenat 31 - 32.

au prix en usage dans la vallée, ainsi que du pain, fromage et autres vivres «comme il convient».¹)

* * *

La législation moderne sur les auberges réserve généralement la possibilité d'imposer certaines restrictions à ces établissements en cas de calamité publique. Nous trouvons cette même idée déjà dans une ordonnance de la Diète du 20 mars 1616, édictée dans le but d'atténuer les dangers de transmission de la peste noire et disant entr'autres :

« Art. 3. — Il est défendu de vendre du vin sur ces « marchés (de Sion) car c'est après avoir bu que les « hommes sont le plus imprudents.

« Art. 4. — ... Le trafic du vin, du pain et d'autre « est pareillement défendu aux autres dizains comme « aussi de faire transporter du vin hors de la ville, vu « que cela est très dangereux... »²)

De nos jours, la loi interdit l'accès des débits de boisson aux assistés et à certaines catégories d'interdits (interdiction pour prodigalité, inconduite, ivrognerie, maladie mentale, etc.) Nos ancêtres allaient plus loin et donnaient parfois à l'interdiction des auberges un caractère pénal.

C'est ainsi qu'un nommé Antelm Aufderegggen, de Biel, convaincu d'homicide involontaire, se vit imposer, le 4 novembre 1450, la défense, pour la durée de 5 ans, d'entrer dans une auberge où se trouvât un parent jusqu'au 3^{me} degré de la personne tuée.³)

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

1) Heusler, 345, art. 9.

2) Cité par Grenat, 201.

3) Blätter III, 387.

Généralement assez peu connues sont les relations qui existaient autrefois entre

L'auberge et l'administration de la Justice.

On ne trouvera pas étrange que les magistrats judiciaires siégeaient assez souvent dans une auberge, que les parties et les témoins s'y donnaient rendez-vous. Ce qui est plus curieux, c'est que les prévenus étaient fréquemment logés à l'auberge et qu'ainsi l'auberge servait, en quelque sorte, de prison préventive pour les personnes de bonne condition. Ce fait se rencontre non seulement en Valais, mais un peu partout. Le démagogue valaisan, Georges Supersaxo, arrêté à Lucerne pour recrutement prohibé, fut enfermé à l'auberge «Zum Kopf». ¹⁾

Le 1er août 1620, le bourreau de Sion, Jakob Olter, se trouvant en prison, fut transféré à l'auberge pour y être tenu aux arrêts à ses frais. Il fut libéré au bout de quelques jours pour l'exécution de Anna Hutter, condamnée à mort par le tribunal de Ganther, pour sorcellerie. Les honoraires de cette opération lui permirent de solder la note de l'aubergiste. ²⁾

Lors de l'invasion française, des coutumes de ce genre existaient encore en plusieurs endroits. ¹⁾

Auberges et hospitalité.

Ai-je besoin de dire que l'ouverture d'auberges en Valais a suscité de nombreuses objections ? Tantôt on craignait — et souvent non sans raison — pour les bonnes mœurs, tantôt pour la situation matérielle des familles. Un trop grand nombre d'auberges a,

1) Liebenau 73.

2) Blätter III, 80.

de tout temps, été considéré comme un mal affectant gravement le corps social.

D'autres raisons, sans doute moins valables, ont également été agitées. Dans une région du canton par exemple, les citoyens s'opposaient à la création d'auberges, parce que, d'après eux, ces établissements voueraient à l'oubli la belle vertu de l'hospitalité particulière. Ces braves gens n'ont pas soupçonné que l'auberge, loin de détruire le principe de l'hospitalité, en deviendra un instrument merveilleux, tout en lui donnant une forme nouvelle. On s'imagine difficilement comment on pourrait, de nos jours, s'acquitter convenablement des devoirs de l'hospitalité, sans le concours des établissements publics. Dans toutes nos belles manifestations nationales et internationales, dans ces entretiens et conférences désormais indispensables à la vie publique, dans toutes ces réceptions avec invitations et vin d'honneur, l'auberge, le café, l'hôtel jouent un rôle de premier ordre. Si l'hospitalité valaisanne a acquis l'excellente réputation que l'on sait, si les visiteurs de notre pays en emportent le meilleur souvenir et aiment à y revenir, c'est bien un peu grâce à nos établissements publics, nos hôtels et restaurants surtout, qui offrent aux clients, avec le confort moderne, les excellents produits de nos campagnes et de notre vignoble. Rien n'entre autant en ligne de compte dans l'appréciation d'un pays, d'un peuple, que la tenue de ses auberges et l'accueil que l'on y réserve à l'étranger.

C'est une vérité qu'au reste nos ancêtres n'ont pas tardé de comprendre. Preuve en est le protocole de la Diète tenue à Loèche en juillet 1600.¹⁾

Le Valais préparait alors la réception des délégués des Grisons en vue du renouvellement de la vieille alliance entre les deux pays et la Diète arrêta les hon-

1) Cité par Grenat, pages 108 - 109.

neurs à rendre à ces Messieurs. La décision dit entr'autre que les «juges de dizains» doivent choisir, «chacun dans le sien, **des hôtels** où la dite députation soit en repos, et de pourvoir à ce qu'elle soit reçue convenablement, avec décharges, vin d'honneur et d'autres honnêtetés et délasséments, **car mieux on la recevra, plus il en rejaillira de considération sur notre patrie.** Les hôteliers dans le pays sujet (Bas-Valais) seront aussi prévenus par les commissaires de se pourvoir convenablement pour la bonne réception de la délégation».

Mais, déjà avant 1600, nos ancêtres ont préparé avec soin et grand succès la réception de leurs hôtes.

Pour s'en convaincre il suffit de relire la description du traité de 1579 entre le Valais et l'Etat de Lucerne, description due à la plume de M. Rennwart Cysat, secrétaire de la ville de Lucerne.

Parlant de la réception des délégués de Lucerne en Valais, il ne faut pas moins d'une page entière à M. Cysat pour énumérer et vanter toutes les merveilles des cuisines et caves valaisannes.

Il n'est malheureusement pas possible de transcrire ici, dans sa saveur originale, le récit de M. Cysat. Il faut cependant constater que ces repas d'alors ont dû être quelque chose de phénoménal. Les tables ployaient littéralement sous la charge des mets les plus variés. A en croire M. Cysat, il y eut non seulement toutes sortes de viandes et de vins fins du pays, mais encore des fruits de «pays étrangers» tels que des oranges, des olives, etc. et des vins italiens, le tout «fort bien présenté».

M. Cysat a également quelques mots élogieux pour nos routes qu'il a trouvées d'un bout à l'autre propres et bien nivelées, rendant le voyage sûr et agréable.¹⁾

1) Texte cité par Liebenau, 248.

Les délégués de Lucerne ont donc emporté une très bonne impression de notre canton. Sans aucun doute, la bonne réception y était pour quelque chose.

A l'époque où nous vivons, les pouvoirs publics n'ont plus à se faire de soucis lorsqu'il s'agit de recevoir des hôtes distingués. Ils peuvent tranquillement s'en remettre aux aubergistes. Nous avons, en effet, l'avantage de posséder dans toutes les régions du canton d'excellents établissements publics, irréprochables dans l'aménagement, exemplaires dans la tenue. Plusieurs jouissent d'une réputation universelle. Que nos hôteliers, nos aubergistes restent conscients de l'importance de leur rôle et de l'étendue de leurs responsabilités, que, soutenus par une sage législation, ils persévèrent dans la volonté de faire toujours mieux, de ne pas sacrifier à un mince avantage momentané le bon renom et peut-être l'avenir de l'hôtellerie valaisanne et ils auront bien servi le pays !

Le patron des aubergistes.

Comme toute corporation qui se respecte, celle des aubergistes a son saint de préférence, son *Patron*. Il serait plus juste de dire *ses Patrons*, car les aubergistes n'ont pas pu réaliser l'unanimité sur un seul nom.

Suivant les pays et, peut-être aussi, suivant les époques, les aubergistes accordent leur confiance à St-Urbain, St-Julien ou encore à St-Eustache.

St-Eustache est le patron des négociants. Sa vénération spéciale par les aubergistes est probablement due à la connexité qui existait souvent entre le négoce, l'épicerie surtout, et l'auberge.

St-Julien avait tué ses père et mère. Pour expier sa faute, il réalisa toute sa grande fortune et fonda un hospice ou, plus exactement, une auberge où les voyageurs étaient hébergés et restaurés gratuitement.

C'est donc à l'auberge que St-Julien conquiert, non seulement l'estime et la vénération de ses contemporains, mais encore la couronne du juste. Il a fourni la preuve éclatante que le métier d'aubergiste n'est point un obstacle au salut de l'âme, qu'il permet au contraire, même à un grand pécheur, de gagner le ciel.

Le plus en faveur chez les aubergistes paraît être St-Urbain (25 mai). Pape de 222 à 230, St-Urbain avait à lutter contre les hérésies des *Montanistes*, secte religieuse qui prêchait des mœurs d'une austérité extrême. Elle en voulait entr'autre au vin. St-Urbain, ayant dû sévir contre elle, fut attaqué par une troupe de fanatiques et dut s'enfuir à travers la campagne. Un immense cep de vigne le déroba enfin aux regards de ses persécuteurs et lui permit d'échapper, momentanément du moins, à leurs fureurs.

Comme on le voit, les aubergistes ont eu d'excellentes raisons de choisir St-Urbain pour Patron. Sa mort est commémorée le 25 mai, donc en pleine période des Saints de Glace souvent néfastes à la culture de la vigne. C'est une raison de plus pour les aubergistes de se confier à St-Urbain avec l'objet principal de leur commerce : le vin.

St-Urbain est également le patron du vigneron. La Confrérie des vignerons, à Vevey, dont les manifestations périodiques sont admirées à juste titre, s'appelait pendant longtemps « Louable Confrérie de St-Urbain ».

La Révolution de 1798

proclamant la *liberté* et l'*égalité*, modifia, comme on le sait, de fond en comble notre organisation politique et économique.

En ce qui concerne spécialement les auberges, le système de privilèges dut céder la place à la *liberté de commerce et d'industrie*. Le métier d'aubergiste

devint tout naturellement accessible à tout le monde. La conséquence en fut un nouvel accroissement du nombre des débits de boissons et des progrès inquiétants de l'alcoolisme.¹⁾ De pair avec les excès d'alcool alla l'immoralité favorisée encore par la situation politique et un relâchement général. La réputation des auberges tomba à un niveau inconnu jusqu'alors. Aux yeux de l'opinion publique, les auberges étaient devenues des foyers de désordre et d'immoralité. C'est une constatation qui se dégage très nettement non seulement des nombreuses réclamations et pétitions parvenues au Directoire de la **République Helvétique** de toutes les parties du pays, mais encore et surtout des rapports des Préfets et des interventions dans les parlements. Il faut parcourir les documents de l'époque pour se faire une idée combien la situation était alarmante.

En février 1800, le Doyen Bridel de Moudon fait un tableau de la situation lamentable du pays et il indique comme cause principale, à côté de l'immoralité et de la rapacité («Raubsucht») des avocats, le trop grand nombre de Débits de boissons.

Les Conseils de la République Helvétique étaient littéralement bombardés, d'un côté, de demandes en autorisation de nouvelles auberges, et de l'autre des réclamations contre les abus de celles-ci. En présence des réponses généralement négatives, des aubergistes n'hésitaient pas à s'adresser à Schauenbourg et à d'autres représentants de la nation française en Suisse afin d'obtenir par ceux-ci des concessions de débits.

D'une lettre du 11 juin 1798 du Tribunal de l'Oberland (Berne) au Ministre de la Justice, il résulte assez clairement que des représentants civils et militaires

1) Les quelques renseignements qui suivent sont tirés de «Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik 1798-1803». 12 volumes publiés par J. Strikler, Berne 1886-1903.

de la France ont accordé, contre paiement bien entendu, des droits, des « privilèges » d'auberges en Suisse !

* * *

Dès juin 1798, les Conseils de la République Helvétique marquent la volonté d'une réaction.

Une proclamation invite les Préfets à veiller à la conservation des règlements qui restreignent le nombre des établissements publics.

Le 14 septembre de la même année, le Grand Conseil entame la discussion d'un projet de loi sur le droit de tavernes. La Commission chargée de rapporter ne s'en promet cependant pas de grands résultats. Après une allusion à l'égoïsme et à la rapacité des hommes, elle expose : D'avance nous devons constater avec regret qu'il ne sera pas possible d'atteindre au **mieux** ni même au **bien**, mais tout au plus au **passable**. Toute la discussion du projet, à laquelle participaient les députés valaisans Perrig et de Nucé, était dominée par le mot d'ordre : « Pour la moralité publique ». L'adoption de certaines dispositions fut soulignée par des applaudissements et les « Vivent la République et la Moralité ».

Ce projet de loi fut suivi d'un nombre respectable d'autres actes législatifs de fort peu d'effet pratique. Les aubergistes avaient acquis dans le pays une influence qui prévalut presque sur l'autorité des Chambres. Le pouvoir central se révéla impuissant dans la lutte contre les abus d'auberges.

Le Valais indépendant et les auberges.

Après la déclaration de l'indépendance du Valais, le 23 août 1802, ses représentants reprirent avec énergie le travail législatif qu'en 1798 la Révolution avait si brusquement interrompu. Parmi les premières lois

votées, figurent deux lois sur les auberges adoptées par la Diète, le 24 mai 1803.

Il convient de s'arrêter un instant à ces deux actes législatifs. Ils marquent le début d'un régime nouveau et d'une politique nouvelle en matière d'auberges.

La voie indiquée par le législateur de 1803, n'a pas toujours été observée dans la suite. Mais après quelques écarts imprudents, on y est revenu, profitant ainsi des leçons de l'expérience.

L'une de ces deux lois, et sans doute la plus importante, substitue à la liberté de l'industrie en matière d'auberges, le *régime des concessions*. La vente en détail «du vin ou autres boissons spiritueuses» est subordonnée à une «permission du Conseil de la Commune» et l'exploitation «d'auberges avec ou sans enseigne, ainsi que celle de café» à une concession à accorder par le Conseil d'Etat.¹⁾

Il n'est pas sans intérêt de relire l'exposé des motifs en tête de cette loi :

« Considérant que la trop grande liberté de vendre
 « du vin a une influence néfaste sur les mœurs et les
 « fortunes ; que le nombre des auberges et des pintes
 « ne doit pas excéder celui qui est nécessaire pour les
 « voyageurs, pour les foires et marchés et pour l'usage
 « modéré des habitants du pays ; que leur multiplicité
 « au delà de ces besoins ne sert qu'à enfanter tous les
 « genres de désordre ;

« Considérant que le gain que quelques particuliers
 « peuvent faire sur le débit de vin, ne peut pas entrer
 « en balance avec les considérations du bien public,
 « de la moralité générale et du repos des familles
 « qui exigent qu'il soit restreint ... »

Certes, on se croirait en plein vingtième siècle !

Cette loi, à peine entrée en vigueur, nécessitait une interprétation. Quelle sera la situation des débits

1) RV. I, 94.

exploités en vertu des anciens privilèges et tolérances? Une nouvelle loi votée par la Diète, le 23 novembre 1803,¹⁾ spécifie à ce sujet qu'il n'était pas question « de déroger aux droits acquis par titre ou possession immémoriale ». Seuls les cafés et auberges ouverts depuis le 1er janvier 1798 devaient justifier de leur titre de concession et en obtenir la confirmation. « Les privilèges et concessions de vendre du vin en détail antérieurs au 1er janvier 1798 » étaient maintenus « tels qu'ils existaient à cette époque ».

2) L'autre loi, datée également du 24 mai 1803,²⁾ traite de la « police des auberges, cabarets, pintes et cafés. » Elle interdit sévèrement de frauder la mesure, d'altérer la boisson, de tolérer dans les auberges, cabarets et cafés des actes de débauche, d'y admettre des pupilles, mineurs « et autres, auxquels la fréquentation du cabaret aurait été interdite par leur curateur ou par sentence . . . ».

L'heure de police est fixée à 21 h., du 21 mars au 21 septembre et à 20 h. pour le reste de l'année. Les voyageurs dans la maison où ils logent et les forains les jours de foire et la veille, ne sont pas touchés par l'heure de police. En outre, les conseils communaux ont la faculté de modifier l'heure de police « suivant les circonstances locales et l'utilité publique ».

Les dimanches et jours de fête, pendant le service divin, les débits doivent être fermés sous peine d'amende applicable au tenancier et aux clients.

Un article spécial interdit aux aubergistes et aux particuliers de laisser danser sans autorisation. Celle-ci est accordée « par le révérend curé et par le conseil de la Commune ». Le président de dizain tranche en cas de divergence entre l'autorité religieuse et civile.

1) RV. I, 201.

2) RV. I, 98.

C'est une loi de police assez complète et surtout sévère dans ses dispositions pénales. L'admission dans l'établissement des mineurs ou interdits, par exemple, est frappée d'une amende de fr. 40.—. Le fait d'avoir toléré des « actes de débauche » est réprimé par une amende de fr. 50.—. En cas de récidive, cette amende est doublée et, à la troisième contravention du même genre, l'aubergiste est condamné à l'emprisonnement et « à la privation perpétuelle » du droit de vente.

Les peines, tant pécuniaires que corporelles, sont prononcées par les tribunaux ordinaires.

Les dispositions sur la danse furent complétées par une loi additionnelle du 18 décembre 1815.¹⁾

Les dimanches et jours de fête patronales, les danses sont interdites purement et simplement. « Il n'est dans les attributions d'aucune autorité de les permettre ».

* * *

Les quatre lois citées furent abrogées et remplacées par la loi du 16 décembre 1833.²⁾ Celle-ci abandonne l'obligation de la concession. Le nombre des débits de boissons spiritueuses n'inquiète plus le législateur. Une « police active et sévère » avec la simplification de la procédure en cas de contravention forment son seul objectif.

Pour la première fois, la loi de la République stipule l'irrecevabilité des demandes en recouvrement de créances résultant de la vente en détail de boissons spiritueuses.

Les amendes jusqu'à fr. 16.— sont prononcées, après instruction sommaire, par le président de la commune, assisté de deux conseillers nommés par le conseil, au profit de la Caisse des pauvres. Les

1) RV. III, 63.

2) RV. V, 438.

amendes plus élevées restent dans la compétence des tribunaux ordinaires. Un tiers de toutes les amendes est dévolu au dénonciateur.

Chaque commune devra déléguer un conseiller communal pour assurer, à côté des « autorités administratives et judiciaires de dizain et de commune » et de la gendarmerie, l'observation de la loi.

Cet acte législatif n'est resté en vigueur que pendant 13 ans. Le 20 novembre 1849,¹⁾ le Grand Conseil vota une nouvelle loi sur les auberges et la danse. Elle est conçue dans un esprit libéral et montre nettement un revirement complet de l'opinion publique à l'endroit des débits de boissons alcooliques. On n'y retrouve ni les considérants presque choquants des lois précédentes, ni les peines excessives stipulées par elles.

La police des auberges est placée dans les attributions des communes. Elle devra s'exercer par un ou plusieurs membres du Conseil communal ou par des agents assermentés.

Les débits de boissons doivent rester fermés de 22 h. à 4 h. ainsi que les dimanches et jours de fête pendant « les offices de paroisse », sauf pour le service des personnes en voyage et les cas de nécessité bien constatés. L'autorité communale conserve le droit de déroger aux heures de police selon les circonstances et les besoins de la localité.

La défense de servir des boissons alcooliques aux interdits est étendue à toutes les personnes âgées de moins de 16 ans révolus.

Sur la place de foire, le débit de boissons n'est permis que de jour ; il ne sera pas toléré dans les maisons situées à proximité des églises et des écoles lorsqu'il peut en résulter des inconvénients, ni dans les lieux difficiles à surveiller.

1) RV. VIII, 147.

La loi reproduit une disposition de la loi sur la police des étrangers du 24 mai 1803, prescription en vigueur déjà au 18^{me} siècle,¹⁾ qui oblige les aubergistes à tenir un registre nominatif des étrangers qu'ils logent et à en délivrer, sur réquisition, un relevé à la police. Elle prévoit en outre l'obligation pour l'aubergiste de loger et servir les voyageurs, sauf pour des motifs plausibles, et stipule en faveur du client un droit de recours au juge contre toute exagération de notes.

La danse subit une réglementation nouvelle. Désormais, ce divertissement ne sera défendu qu'avant et pendant les offices de la paroisse. Pour les bals dans une auberge, restaurant, etc., ou « dans un bâtiment écarté », l'autorisation préalable du président est maintenue. L'autorité ecclésiastique, par contre, n'aura plus voix au chapitre. Dans les maisons particulières, un bal pourra être organisé moyennant avis au président de la Commune au moins six heures à l'avance.

Le recours au préfet est maintenu.

Le jugement des contraventions est placé dans la compétence du Tribunal de police, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale. Les amendes varient de fr. 1.— à 12.— suivant la nature de la contravention. Elles peuvent être doublées en cas de récidive. Un tiers en est dévolu à la Caisse d'Etat, un tiers à la Caisse des pauvres et un tiers au dénonciateur.

* * *

Cette loi, pas plus que la précédente, ne renferme une restriction du nombre des débits de boissons, ni ne désigne l'autorité compétente pour accorder la permission de tenir un établissement de ce genre.

1) RV. I, 105.

De fait, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 décembre 1833, jusqu'à la promulgation de celle du 24 novembre 1886, l'exploitation des auberges et le commerce en détail de boissons alcooliques jouissaient de la liberté de commerce et d'industrie, au même titre que tout autre commerce.

La loi du 27 mai 1857,¹⁾ sur la liberté du commerce et de l'industrie, loi élaborée en exécution des art. 7 et 75 de la Constitution de 1852, prévoit, il est vrai, à son art. 14, la possibilité d'édicter des restrictions, par voie d'ordonnance, à l'égard des hôtels, fabriques et débits de boissons spiritueuses. Mais aucune ordonnance de cette nature n'a été publiée.

Aussi le nombre des auberges se trouvait-il en progression constante. Le Conseil d'Etat le constate avec amertume dans ses rapports de gestion.

L'entrée en vigueur de

La Constitution fédérale de 1874

n'a rien changé à l'état de choses existant. En proclamant la liberté absolue du commerce et de l'industrie, sans en excepter le commerce de boissons alcooliques, elle a simplement sanctionné, pour le Valais comme pour toute une série d'autres cantons, un état de faits existant légalement depuis des décades.

Cette circonstance ne justifie pas la disposition malheureuse de la Constitution fédérale. Son article 31 fut tout de même une grave erreur.

On s'en aperçut rapidement, et, sous la pression d'un mouvement populaire important, on se hâta de porter remède à la situation.

Déjà en 1885, le peuple suisse adopta, dans leur teneur actuelle, les articles constitutionnels 31 et 32 bis, restituant aux cantons le droit « de soumettre,

1) RV. X, 10.

par voie législative, aux restrictions exigées par le bien-être public, l'exercice du métier d'aubergiste et le commerce en détail des boissons spiritueuses ».

Les nouveaux articles constitutionnels entrèrent en vigueur le 22 décembre 1885. Le Conseil d'Etat valaisan ne perdit pas son temps. Déjà à la session suivante, le Grand Conseil fut saisi du projet d'une nouvelle loi sur les auberges.

Dans son message, le Conseil d'Etat, après avoir constaté avec satisfaction les concessions faites par le législateur fédéral à l'autonomie cantonale en matière d'auberges et du commerce en détail de boissons alcooliques, dit ce qui suit :

« Nous voyons le moment venu de modérer dans une certaine mesure le libéralisme trop absolu de notre législation et de mettre à profit la latitude qui nous est laissée par l'article nouveau introduit dans la Constitution fédérale... ».

De fait, les dispositions nouvelles essentielles de la loi votée en seconds débats, le 24 novembre 1886, sont celles qui subordonnent l'ouverture d'hôtels, restaurants et débits de boissons à l'obtention d'une **concession** et qui renferment la faculté de soumettre les débits de boissons aux restrictions commandées par l'**intérêt général** quant à leur nombre et à leur exploitation.

Ces deux grands principes sont reproduits sous une forme encore plus expressive et plus précise dans une nouvelle loi sur les auberges qui, en 1916, est venue remplacer celle de 1886. En y ajoutant une réglementation complète de la vente à l'emporter des boissons alcooliques et du commerce en détail des boissons distillées, le législateur valaisan est allé à peu près à la limite de ses compétences. Car, il ne faut pas l'oublier, les cantons ne sont point libres dans le choix des armes pour la lutte contre l'alcoolisme. Leur autonomie en cette matière reste fortement limitée par la Constitution fédérale.

Le commerce des boissons fermentées et des boissons distillées, en droit fédéral.

Le commerce des *boissons alcooliques non distillées* (vin, bière, cidre) par quantités de **2 litres et plus**, est déclaré **libre**. Les cantons ne peuvent le soumettre « à aucun impôt spécial ni à d'autres restrictions que celles qui sont nécessaires pour protéger le consommateur contre les boissons falsifiées ou nuisibles à la santé ». (art. 32bis Const. F.)

En outre, le commerce de *boissons distillées* est réglementé, sauf quelques questions de détail, par une loi fédérale du 29 juin 1900, modifiée par celle du 22 juin 1907. Bien plus, le « droit d'importer toute espèce de spiritueux distillés » et le droit d'en « fabriquer au moyen de la distillation, appartiennent exclusivement à la Confédération, » sauf les quelques exceptions stipulées. **C'est le monopole fédéral de l'alcool**, monopole partiel, qui ne touche pas la distillation des raisins, du vin et de leurs déchets, des baies, fruits à noyaux ou à pépins, des racines de gentiane et d'autres matières analogues de provenance indigène.

Le monopole, dans sa forme actuelle, n'a pas rempli tous les espoirs.

Depuis des années, on travaille à son extension. On cherche à atteindre également l'eau-de-vie de fruits, cette eau-de-vie à bon marché, qui, consommée en quantités énormes, ravage la fortune, la santé et le bonheur d'innombrables familles suisses. Des mesures s'imposent. Mais malgré le danger de plus en plus inquiétant, malgré les progrès de ce mal terrible, on hésite à accepter le remède. L'intérêt particulier, réel ou supposé, a de la peine à céder le pas à l'intérêt général. Une première consultation populaire, en 1923, a donné une majorité négative de près de 100.000 voix. Les études continuent.

Le Conseil National vient de voter (13 mars 1928) un nouveau texte constitutionnel destiné à remplacer l'art. 32bis. alinéa 1, 3 et 4 et subordonnant la production **industrielle** des boissons distillées quelles qu'elles soient, à une concession. C'est déjà quelque chose. Mais la production **non industrielle** de l'eau-de-vie par l'utilisation des fruits, vins, cidres, leurs déchets, etc. reste presque entièrement libre et exempte d'impôt. Les milieux intéressés n'ont pas pu se résoudre à de plus larges concessions.

Il reste à voir ce que diront de ce nouveau texte le Conseil des Etats et le peuple.

Espérons que l'avenir réparera, dans la mesure du possible, les hésitations et les erreurs du passé.

La loi fédérale sur l'alcool renferme par ailleurs, surtout en ce qui concerne le **commerce privé**, des dispositions excellentes. Notre loi cantonale en reproduit les principales. La vente de boissons distillées, en quantités inférieures à 40 litres, est réputée commerce de détail. Elle peut, par conséquent, être réglementée spécialement (autorisation de vente, taxe de patente, etc.) et être soumise aux restrictions exigées « par le bien-être public. » Le colportage de tous spiritueux distillés est interdit. Il en est de même du débit et du commerce en détail de ces spiritueux dans les distilleries ainsi que dans les magasins et autres lieux de vente où ce commerce n'est pas en connexité naturelle avec celui des autres marchandises ».

Les agriculteurs peuvent vendre librement leur produit par quantités de 5 litres au moins, pour autant que leur production annuelle ne dépasse pas 40 litres de spiritueux non soumis au monopole.

* * *

Si la revision du monopole fédéral de l'alcool est devenue une nécessité, il est un autre point qui s'im-

pose non moins à l'attention du législateur fédéral : **La limite entre le commerce en gros et le commerce en détail de boissons alcooliques non distillées.** En ce moment, en vertu de la Constitution fédérale, art. 32bis, la vente de vin, cidre, bière, etc. par quantités de 2 litres et plus est réputé commerce en gros et échappe, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, à la réglementation et même au contrôle des cantons.

C'est une anomalie, une inconséquence manifeste.

Les autorités cantonales ont beau limiter le nombre des débits de boissons, d'en exiger une tenue irréprochable et de soumettre le commerce en détail à une réglementation sévère, leur effort contre l'alcoolisme se heurtera toujours à ces débits de 2 litres qui, jouissant de la liberté de commerce, pourront se multiplier à l'infini. S'il est vrai que l'occasion fait le larron, il faut aussi admettre, et c'est la réalité quoi qu'en disent certaines statistiques, que plus les occasions sont nombreuses, plus la consommation d'alcool est importante. Et l'on peut affirmer sans crainte d'exagérer, que, dans bien des cas, le Café est une occasion moins dangereuse que ce commerce de 2 litres.

Mais ce n'est pas tout.

La faculté de vendre librement du vin, par quantités si minimes, profite surtout aux vins étrangers. Déjà le fait qu'ils se vendent à bas prix assure à ces vins une large place sur nos marchés et leur garantit de grands avantages sur les vins du pays dans l'usage domestique. Le système des 2 litres les sert admirablement dans la conquête du consommateur. Deux litres représentent à la fois une quantité trop grande et trop petite : trop grande pour le petit consommateur qu'elle incite à des achats au-delà de ses besoins ; trop petite pour faire hésiter l'acheteur.

Si les marchands de vin qui ne sont pas au bénéfice d'une patente pour la vente au détail — cette patente

peut être accordée ou refusée suivant les besoins — ne pouvaient débiter leur marchandise que par quantité de 10 ou 20 litres au minimum, les petits consommateurs, qui forment la majorité, s'approvisionneraient au Café. Et comme nos cafetiers débitent principalement des vins du pays, les vins étrangers perdraient de nombreux clients.

Notre viticulture passe actuellement une crise redoutable. Nos vins renommés, concurrencés par les vins étrangers, se vendent difficilement et à des prix qui n'assurent point la rentabilité du vignoble.

Bien plus, les difficultés du moment, la lutte pour l'existence, quelques fois aussi l'appât du gain, engagent facilement le commerçant à mélanger les vins étrangers aux nôtres, à faire des **coupages** extrêmement difficiles à identifier et à les jeter sur le marché sous l'étiquette de «**vins du pays**». C'est un danger très grave pour l'avenir de notre viticulture et — l'honnêteté commerciale.

En l'état actuel de notre législation, les autorités sont condamnées à l'impuissance. Devant la loi, le commerce de vins étrangers et le commerce de vins du pays sont égaux. On a cherché dans certains endroits à frapper de droits spéciaux les commerces de vins étrangers. Mais ces mesures sont insoutenables en cas de recours; elles vont à l'encontre des traités de commerce et du texte de l'art. 32bis al. 2 de la Constitution fédérale.

La loi des Finances du canton du Valais, du 10 novembre 1903, prévoit, pour le commerce des vins étrangers, une taxe dix fois plus élevée que pour le commerce du vin du pays.

Or, à l'occasion d'une réclamation de M. Louis Morand, à Martigny, qui représentait alors une maison de vins français, le Conseil fédéral fit savoir à l'Etat du Valais en 1906, que cette disposition et ce mode d'imposition se trouvaient en opposition avec les ter-

mes du traité de commerce avec la France et ne pouvaient pas être appliqués.

C'est en vain que le gouvernement valaisan objecta que le commerce de vins étrangers était plus lucratif que le commerce de vins du pays. Le Conseil fédéral répondit que, dans ce cas, il était permis de fixer l'impôt en tenant compte du revenu, mais en appliquant la même échelle que pour les commerces de vins du pays.

Les droits d'entrée fort peu élevés perçus sur les vins étrangers ne peuvent pas non plus influencer la situation du marché.

Les fâcheuses conséquences, tant morales qu'économiques, du système des 2 litres se sont manifestées de bonne heure. Déjà le 4 juin 1895, le Conseil National a pris en considération une motion Steiger tendant à porter de 2 à 10 litres la limite inférieure du commerce en gros de boissons fermentées. La révision proposée, acceptée par les Chambres fédérales, fut rejetée par le peuple, le 25 octobre 1903.

La question a été reprise. Le nouvel art. constitutionnel, adopté le 13 mars 1928 par le Conseil National en remplacement de l'art. 32bis al. 2, dit entr'autres ce qui suit :

« Le commerce des boissons spiritueuses non distillées par quantités de deux à dix litres, peut, dans les limites de l'art. 31, lt. e), et par voie législative, être subordonné par les cantons à une autorisation, au paiement d'un modeste émolument et à la surveillance des autorités ».

Et plus loin :

« La Confédération a le droit de légiférer sur le commerce des boissons spiritueuses non distillées, par quantités de 2 litres ou plus. Ces prescriptions ne peuvent rien renfermer de contraire au principe de la liberté de commerce et d'industrie ».

Espérons que le Conseil des Etats, qui doit à son tour examiner le texte adopté par le Conseil National, n'en élargisse pas les mailles au profit de la liberté de commerce et d'industrie et qu'ensuite la révision projetée trouve grâce devant les cantons et le peuple. Nous devons cependant constater que le terrain si imprudemment abandonné en son temps à la liberté de commerce est âprement défendu. Pour n'en reprendre que quelques pouces, il aura fallu plus de 40 ans d'un travail persévérant.

Après ces quelques indications et considérations, je vais présenter au lecteur notre législation sur les auberges, à savoir :

- a) la loi du 24 novembre 1916 et
- b) le règlement d'exécution de cette loi, du 15 octobre 1924.

Je fais suivre, article par article, un très bref résumé d'un certain nombre de décisions portées par les instances de recours, décisions qui forment aujourd'hui notre jurisprudence.

Notre loi sur les auberges a eu et a encore à essuyer des critiques nombreuses et, je dirai même, passionnées. On la dit draconienne et embrouillée.

Je me permets de la trouver très bonne.

C'est une des lois les mieux étudiées de notre arsenal législatif.

C'est une loi de progrès.

Grâce à ses sages dispositions, une amélioration sérieuse a été réalisée dans notre canton en matière d'auberge. Les pintes de 3^{me} et 4^{me} ordre diminuent ; en plaine surtout, elles deviennent de plus en plus rares. Nous avons aujourd'hui un grand nombre d'établissements qui font plaisir au public et honneur au pays.

Sans doute, lorsqu'il s'agit d'aller à l'encontre de vieilles habitudes, de droits plus ou moins acquis, on évitera difficilement tout froissement et toute rigueur.

Mais puisque l'on voulait et devait assainir la profession d'aubergiste, extirper les débits contraires à la santé et au bien-être publics, il fallait bien en accepter les moyens.

J'ai été intimement mêlé, de par mes fonctions, à l'application de cette loi, communément appelée « *Loi Couchepin* ». Les nombreux cas concrets que j'ai eus sous les yeux, ne m'ont pas démontré les défauts que certains reprochent à la loi.

Quant au Règlement d'exécution, j'ai noté l'une ou l'autre observation. J'aurai l'occasion d'en parler en cours de route.

Pour apprécier un acte législatif, il convient de se placer au point de vue de l'intérêt général qui peut quelques fois se trouver en opposition avec l'intérêt particulier. Il est bon de méditer ce principe avant de passer à la critique toujours aisée alors que l'art de mieux faire est si difficile.

Dans le cas donné, la révision de notre loi sur les auberges pourrait bien tromper l'espoir de ceux qui la désirent. Elle mettrait d'ailleurs en danger plus d'une disposition qui fait précisément le mérite et la valeur de la loi actuelle.

Le *mieux* n'est-il pas l'ennemi du *bien* ?

Loi du 24 Novembre 1916*

et

Règlement d'exécution du 15 octobre 1924*

sur les hôtels, auberges, débits de boissons et autres établissements similaires, ainsi que sur le commerce en détail des boissons alcooliques.

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Attendu qu'il est dans l'intérêt moral et matériel du peuple, de limiter le nombre des auberges et des débits de boissons, de régler l'exercice de cette industrie et du commerce en détail des boissons alcooliques ;

Voulant réunir les principales dispositions relatives à la lutte contre l'alcoolisme ;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

O r d o n n e :

I. Dispositions générales.

Article 1.

L'exploitation d'hôtels, de pensions, d'auberges, de débits de boissons et d'autres établissements similaires et le commerce en détail des boissons alcooliques ne peuvent être entrepris sans une autorisation.

* Le texte en caractères gras est le texte de la loi, celui en italique est le texte du Règlement d'exécution.

2 **Cette autorisation est accordée, selon les cas, sous la forme d'une concession ou d'une patente, moyennant le paiement d'une finance déterminée par la loi.**

3 **Cette finance ne constitue pas un impôt, mais une taxe d'autorisation.**

4 *Article premier. — L'autorisation prévue à l'article premier de la loi est accordée sous la forme d'une concession ou d'une patente.*

5 *Sont soumis à une patente, sous réserve des exceptions prévues à l'article 64 de la loi :*

a) *la vente à l'emporter des boissons alcooliques, c'est-à-dire des boissons fermentées et des boissons distillées ;*

b) *la vente sur place des boissons distillées.*

6 *Sont soumis à une concession :*

Tous les autres exploitations et commerces, à caractère durable ou temporaire, exercés en vertu de la loi sur les auberges.

7 *Art. 2. — La patente est annuelle. La concession vaut pour la durée fixée dans l'acte de concession. Les deux peuvent être renouvelées.*

8 *Art. 4. — Peuvent bénéficier d'une concession ou d'une patente :*

Les personnes physiques et les personnes morales qui ne sont point exclues de ce droit par des dispositions légales.

9 *La femme mariée, non séparée, sera autorisée par son mari. Le consentement tacite de ce dernier suffira lorsque le consentement exprès ne pourra être obtenu.*

10 *En cas de refus du mari, la femme devra produire l'autorisation du juge (art. 167 C. c. s.).*

11 *Art. 61. — Un exemplaire de la loi du 24 novembre 1916 et du présent règlement seront délivrés gratuite-*

ment aux titulaires de concession ou d'une patente, pour être par eux affichés dans le local de vente.

Art. 2, 4, 7, 10, 11, 15, 16, 36 d, 66, 74 et s., 83, 86.

1) La Const. F. permet à un gouvernement cantonal qui accorde pour la première fois une patente d'auberge de le faire sans condition spéciale, ou, dans des circonstances particulières, de ne le faire que provisoirement et à titre d'essai.

Salis No 947.

2) Ce n'est pas d'une manière générale, mais bien seulement en raison de circonstances particulières que l'on peut déclarer l'exploitation d'une auberge incompatible avec celle d'une autre profession.

Salis No 952.

3) On ne peut admettre que le fait de posséder ou de diriger une fabrique entraîne l'incapacité d'exercer la profession d'aubergiste.

Lorsque, par des raisons d'ordre personnel ou local, il n'est pas à craindre que l'auberge devienne, pour les ouvriers, un lieu de retraite aux heures de travail ou aux moments où ils devraient être à la maison, il n'y a pas de motifs suffisants pour exclure le fabricant du bénéfice de l'art. 31 de la Const. F.

F. f. 1892/I, 942 ; 1893/I, 471.

4) Le fait qu'une personne exploite une épicerie n'est pas un motif pour lui refuser la concession d'un café dans un autre immeuble. L'art. 16 i. f. n'est pas applicable en pareil cas.

CE. W. c/ Sion, 20 février 1925.

5) L'administration de la masse d'une faillite qui veut vendre des boissons alcooliques au détail, est soumise à la patente comme un particulier, nonobstant l'art. 256 LF. sur les poursuites pour dettes et la faillite.

F. f. 1907/I, 657 et 661.

6) Si, dans un canton dont la législation permet aux Communes d'exploiter des auberges, une concession est refusée à une Commune, celle-ci ne peut recourir pour violation de l'art. 31 Const. F., car son industrie n'est pas au bénéfice de la garantie stipulée par cet article ; elle ne peut pas non plus recourir pour violation du principe de l'égalité devant la loi.

F. f. 1909/I, 30 et s.

Cf. Annotation No 2, art. 31.

7) Un *Buffet de Gare* ne forme pas, dans toutes les stations un élément indispensable à l'exploitation du chemin de fer ; l'autorité appelée à approuver les plans de construction n'exigera donc cette installation que dans les gares à circulation active. (Fermeture du Buffet de gare de Berne F. f. 1903/II, 547 et V 113) Si elle le fait, il n'appartient plus à l'autorité cantonale de refuser la patente par le motif que la loi cantonale sur les auberges le prescrit. Mais si elle ne le fait pas, l'autorité cantonale décide, selon les dispositions de sa loi sur les auberges, si elle veut accorder ou non une patente.

F. f. 1907/III, 625 et s.

8) Cf. annotations aux articles rappelés ci-dessus, spécialement art. 4, 10 et 49.

Art. 2.

1 **Les concessions pour l'exploitation d'hôtels et de tous établissements comportant le logement de voyageurs ou de pensionnaires ainsi que les patentes pour le commerce en détail des boissons alcooliques sont accordées par le Conseil d'Etat.**

2 **Les concessions pour l'exploitation de restaurants, de pensions alimentaires et de débits de boissons sont accordées par le Conseil communal.**

Art. 1er, 6, 9, 15, 63, 66.

Cf. Annotation No 2 à l'art. 15.

Art. 3.

Sans préjudice des conditions spéciales prescrites 1
par la loi, les concessions pour les auberges et les
débîts de boissons et les patentes peuvent être refus-
ées dans l'intérêt du bien-être public, et si elles ne
répondent pas à un besoin.

Toutefois, les motifs doivent être portés à la con- 2
naissance des intéressés.

Art. 8, 10, 11, 16, 23, 73.

1) «... Il est hors de doute que par la nouvelle disposition de l'art. 31c) Const. F. le législateur a voulu assurer aux autorités cantonales entr'autres le droit de s'opposer à l'augmentation constante du nombre des auberges considérées par eux comme une plaie sociale, et d'examiner à l'avenir la question de savoir si la concession demandée est justifiée par un besoin public.

Ceux des cantons dont la législation ne dit pas que les patentes d'auberges sont accordées ou refusées selon les besoins publics, c. à d. en proportion de la population et de l'importance de la circulation dans la localité, doivent combler cette lacune s'ils veulent à l'avenir trancher d'après ce critère les demandes de patentes...»

C. F. aux Gouvernements cantonaux, 1er juin 1886 ; cf. F. f. 1892/II, 336 et s., 1906/III, 1173 et s., 1908/IV, 449 et s.

2) «... Ainsi que nous l'avons déjà dit, une loi qui subordonne à l'existence d'un besoin réel l'octroi de la concession d'auberge est absolument compatible avec le nouvel art. 31 Const. F., mais son exécution devient inconstitutionnelle au premier chef, si l'autorité compétente prend prétexte de la condition indiquée pour évincer tel compétiteur venu du dehors, alors qu'elle agréé toutes les demandes de ses propres concitoyens. Envisagée comme norme fixe que l'on applique indistinctement, la disposition qui subor-

donne le nombre des débits aux besoins du public est parfaitement admissible, mais toute velléité d'en user comme d'une soupape de sûreté, que l'on ferait jouer à volonté, doit être réprimée comme une violation flagrante du principe et de l'esprit de la Const. . . ».

Du rapport du Département féd. de Justice et Police, publié par décision du CF. du 23 janvier 1891. F. f. 1891/I, 141 et s. cf. F. f. 1891/II, 443 ; 1904/IV, 1061 ; 1905/I, 131.

Salis No 922.

3) A l'occasion d'une quarantaine de recours d'aubergistes fribourgeois contre le refus du renouvellement de leur concession, le CF. s'est livré aux constatations suivantes :

a) La révision de l'art. 31 Const. F. a incontestablement pour but et pour effet d'autoriser les cantons à limiter et à réduire, en vertu d'une disposition légale et conformément aux exigences du bien-être public, le nombre des auberges.

b) Cette révision a notablement restreint le principe de la liberté d'industrie en ce qui concerne le métier d'aubergiste, sans toutefois le supprimer entièrement.

Et il continue : « . . . Le citoyen . . . a le droit d'exiger que les entraves qui lui sont imposées le soient au même titre et au même degré aux autres citoyens qui se trouvent dans une situation identique à la sienne. Si, pour réaliser la limitation du nombre des débits, le pouvoir cantonal est bien contraint d'accorder un privilège en faveur d'un nombre restreints de citoyens, cette faveur doit être subordonnée à des conditions de fait précises et égales pour tous, et le citoyen qui, à conditions et à circonstances identiques, a été sacrifié au profit d'un concurrent est en droit d'invoquer, comme par le passé, le principe de l'art. 31 . . . »

F. f. 1890/I, 197 ; recours Muff c. Lucerne, tranché dans le même sens par l'AF., v. F. f. 1891/II, 443 ; 1892/II, 338 ; 1902/I, 299.

4) La disposition d'une loi cantonale permettant de refuser une concession d'auberge lorsque la création ou le maintien de l'établissement est contraire à l'intérêt public, n'est pas incompatible avec l'art. 31 Const. F.» .. En posant l'intérêt public comme principe fondamental, le législateur exclut l'arbitraire des autorités administratives et consacre ainsi une règle obligatoire pour tous, bien qu'elle ne soit pas autrement définie. La question des besoins gît toute entière dans celle de l'intérêt public ...».

F. f. 1892/II, 338 ; 1902/I, 842.

5) Les lois cantonales antérieures au 22 décembre 1885 (révision de la Const. F.) qui limitent le nombre des auberges et subordonnent l'octroi des concessions à la clause du besoin, sont-elles applicables depuis lors ? Le CF. a répondu «oui» par une circulaire aux cantons, du 1er juin 1886 ; le TF. répond «non» en estimant que, vu l'art. 2 des dispositions transitoires de la Const. F., les prescriptions des lois cantonales incompatibles avec la jurisprudence fédérale ont été abrogées sans autre par le fait de l'adoption de la Const. F.

Ne sont donc valables aujourd'hui, en ce qui concerne ce point spécial, que les actes législatifs postérieurs à la révision constitutionnelle de 1885.

F. f. 1891/II, 444 ; 1892/II, 336 - 337.

6) Les cantons sont libres d'introduire dans leur législation la «*clause du besoin*», à savoir une règle autorisant l'Etat à refuser l'octroi ou le renouvellement d'une patente d'auberge par le motif que le nombre des auberges est suffisant pour les besoins de la localité.

Outre le critère tiré du nombre, le critère tiré des besoins spéciaux peut jouer un rôle pour la solution de la question du besoin en ce sens que, le cas échéant, l'ouverture d'un établissement qui répond à des be-

soins particuliers pourra se justifier malgré le nombre des débits de boissons déjà ouverts au public.

Lorsque la loi cantonale formule en termes généraux la clause du besoin, il n'est pas permis à l'autorité cantonale de favoriser un débitant au détriment d'un autre se trouvant, en fait et en droit, dans des conditions semblables.

TF. 13/21 février 1925. J. d. T. 1925, p. 256.

7) Le CF. a reconnu en jurisprudence constante que si le besoin d'une nouvelle auberge ne se fait pas sentir, l'ouverture d'un nouvel établissement de ce genre est contraire au bien-être public.

F. f. 1900/II, 25 ; 1904/IV, 1070 ; 1907/III, 883 ; 1908/II, 211 ; 1912/III, 466.

8) La question du besoin peut être résolue négativement même au cas où, dans une localité, la limite légale (1 auberge pour 200 habitants) n'est pas atteinte.

CF. Wehrli c. Soleure F. f. 1912/III, 465.

9) La question du besoin peut être résolue différemment suivant les auberges.

F. f. 1903/I, 596, 1905/I, 510, 1908/II, 212.

10) Il n'appartient pas au CF. de dire si l'article de la loi subordonnant à l'existence d'un besoin l'octroi de nouvelles patentes d'auberges est appliqué avec conséquence par un gouvernement cantonal ; le CF. est seulement appelé à examiner si un arrêté faisant l'objet d'un recours doit être considéré comme un acte arbitraire ou comme une violation du principe de l'égalité devant la loi.

F. f. 1905/IV, 42 et 427 ; 1906/I, 153 et 328 ; 1909/IV, 682, confirmé par AF. ; 1911/IV, 30.

Avis quelque peu différent F. f. 1906/V, 752.

11) A défaut de motifs impérieux, le CF. ne s'écarte pas de l'opinion des gouvernements cantonaux au

sujet du besoin qui peut exister d'avoir une auberge en un lieu donné et il prête son appui aux cantons dans la lutte contre le nombre exagéré d'auberges, toutes les fois que le droit constitutionnel le lui permet.

F. f. 1897/II, 290 ; 1900/III, 471 ; 1902/I, 842 ; 1905/I, 505 ; 1905/IV, 435 ; 1906/I, 436 ; 1907/III, 633 ; 1908/I, 339 ; 1909 I, 660.

cf. Salis, No 928 et les arrêtés cités par lui.

12) Ne constitue pas un acte d'arbitraire le fait que si l'autorité communale, devant choisir entre deux ou plusieurs demandes de concessions, donne la préférence à un établissement qui, à côté du commerce de boissons, poursuit certains buts sociaux dans l'intérêt de la population.

CE. C., C. et consorts c. Chamoson, 28 avril 1922.

13) Les signatures recueillies par le recourant n'ont aucune valeur probante et ne sauraient établir le caractère arbitraire de la décision visée par le recours.

F. f. 1902/I, 843 ; 1908/I, 339.

14) Un certain nombre de signatures recueillies ne sauraient constituer la preuve du besoin d'un débit de boissons déterminé.

CE. R. c. Brigue, 26 mai 1925.

15) L'autorité cantonale qui autorise de nouvelles auberges n'est pas en droit d'invoquer le défaut de besoin pour supprimer des auberges existantes.

F. f. 1899/I, 414.

16) Une disposition cantonale qui étend la clause du besoin aux *cafés sans alcool* est nulle.

TF. Spinnler-Weber c. Argovie. R. O. 1915/I, 46 et s. ; Gschwind c. Schwytz, J. d. T. 1923/408 ; Frauenverein Romanshorn c. Thurgovie, J. d. T. 1927/23 et s.

CE. D. c. Loèche-les-Bains, 4 oct. 1918 et 26 sept. 1922.

17) *Hôtels*. La Const. F. ne permet pas de faire dépendre l'octroi de patentes pour hôtels de l'existence du besoin de nouveaux hôtels. Cela ne se justifierait pas même si l'hôtel «fournit aussi aux personnes de la localité — une différence ne pouvant être faite entre les étrangers et les personnes de la localité — une nouvelle occasion de consommer des boissons alcooliques».

Lorsque l'autorisation est demandée pour un établissement qui doit être à la fois une auberge et un hôtel, il y a lieu d'examiner lequel de ces deux genres d'exploitation sera vraisemblablement prédominant.

CF. 8 août 1911, F. f. 1911/IV, 20 et s.

Lors de la discussion en première lecture de notre loi actuelle sur les auberges, le Grand Conseil valaisan s'est également occupé de la question de savoir si, oui ou non, l'octroi de concessions *d'hôtels* peut être subordonné à l'existence d'un besoin. Malgré la décision très claire et très formelle du CF. du 8 août 1911, il a voté, en séance du 11 novembre 1915, l'insertion suivante au protocole :

« Interpelé par le député Dallèves, le CE. estime
« que, conformément aux explications du message,
« page 16, la clause du besoin peut être appliquée,
« selon les circonstances, à la construction des hôtels. »

Mais le CE. s'est ravisé. Une année plus tard, lorsque l'art. 3 de la loi passa en seconds débats, le Président du Gouvernement en demanda et obtint le renvoi à la Commission « à l'effet d'y prévoir que, suivant l'art. 31 Const F., la limitation d'après la clause du besoin ne peut s'appliquer aux hôtels. »

C'est ensuite de nouvelles propositions de la Commission que l'on a admis le texte actuel qui, au lieu de prévoir, comme le texte primitif, la clause du besoin pour *les concessions* en général, ne la stipule que pour «*les concessions pour les auberges et débits de boissons* ».

Aujourd'hui, la cause paraît entendue. L'ouverture d'hôtels n'est, en principe, pas soumise à la clause du besoin. Mais les conséquences économiques de la guerre ont donné naissance à une législation fédérale spéciale restreignant la construction et l'agrandissement d'hôtels. La loi fédérale du 16 octobre 1924, qui remplace deux ordonnances antérieures (de 1915 et 1920) ne permet l'agrandissement d'hôtels ou l'ouverture de nouveaux hôtels que s'il en existe *le besoin*. (V. appendice II)

18) Buffet de gare : v. annot. No 7 à l'art. 1er.

Art. 4.

**Les concessions et les patentes ne sont délivrées 1
qu'à une personne déterminée, pour un bâtiment ou
un local déterminé. Elles ne constituent point un
droit réel.**

*Art. 3. Les concessions ou patentes sont person- 2
nelles et affectent des locaux ou des bâtiments déter-
minés.*

Art. 1er, 12, 16, 25, 30, 32 et s., 35.

1) Il n'est pas contraire à la liberté de commerce et d'industrie, de réserver aux *personnes physiques* le droit d'obtenir une patente d'auberge. Mais il y a lieu d'observer le principe de l'égalité de traitement.

TF. 4 déc. 1925. F. C., Wohlen c. Argovie, J. de T. 1926/316 et s.

Cf. Art. 1er de la présente loi.

2) La teneur de l'art. 4 n'exclut pas l'octroi d'une concession à une *personne morale*, pourvu qu'il existe des garanties pour une exploitation correcte de l'établissement.

CE. C., C. et consorts c. Chamoson, 28 avril 1922.

Art. 4.

3) *Expropriation* d'un bâtiment au bénéfice d'une concession d'auberge ; indemnité à payer.

TF. C. F. F. c. Weissmann, 1917, RO I, 235 et s.

4) L'acquéreur d'un immeuble dans lequel est exploité un débit de vin, doit être concessionnaire de ce débit.

La concession d'un débit de boissons et les patentes sont à la fois personnelles et attachées aux locaux ou aux bâtiments désignés. Elles doivent donc être délivrées au tenancier ou au locataire du débit et non au propriétaire d'un immeuble qui n'exploite pas personnellement le débit.

CE. C., G. c. Vernayaz, 11 février 1920 ; G. c. Brigue, 30 mai 1923.

5) V. annotation à l'art. 30.

Le point de vue exprimé par le CE. dans la décision citée sous le No 4 ci-dessus, n'a pas été maintenu intégralement par la suite, cf. CE. D. c. Savièse, 19 juin 1923. L'art. 4 de la loi, auquel le message de 1915 ne consacre que trois lignes et qui a passé les deux débats du Grand Conseil sans soulever la moindre observation, s'est révélé d'une application très difficile. Les différentes opinions et appréciations qui avaient et ont encore cours dans le pays firent les frais d'une discussion extrêmement touffue lors de l'examen par le Grand Conseil du Règlement d'exécution de 1924. Voici les questions principales soulevées par les députés Morand et Pont :

- a) La concession est-elle consentie en faveur du bâtiment ou de la personne ?
- b) Si elle est attachée au bâtiment, la vente de celui-ci casse-t-elle la concession, ou le nouveau propriétaire a-t-il un droit à la continuer ?

Après un long débat, l'art. 3 du Règlement (art. 4 de la loi) fut renvoyé à la commission pour proposi-

Art. 4.

tion d'une interprétation devant servir de guide aux autorités communales.

Trois jours plus tard, la commission proposa d'insérer au protocole du Grand Conseil « *que les concessions ne sauraient être attachées à l'immeuble, mais au tenancier* ».

Cette formule, loin de satisfaire tout le monde, suscita de nouvelles controverses. La concession exclusivement personnelle rencontra des adversaires résolus, d'autant plus que certaines communes, entr'autres celle de Sion, avaient déjà introduit, par voie de règlement homologué par le CE., le système consistant à attacher la concession à l'immeuble et à son propriétaire, à l'exclusion du locataire, ce dernier ne pouvant, dans la règle, n'être qu'un simple *tenancier*, mais tenancier pour son propre compte, de l'établissement.

Leurs arguments firent impression. Le Président de la commission qui était M. le député Dr Seiler, ancien Conseiller d'Etat, déclara lui-même que s'il s'agissait d'élaborer la loi, il partagerait entièrement ce point de vue.

L'insertion au protocole fut alors votée dans la teneur suivante : (séance du 22 janvier 1925)

« La concession est attachée à la personne du tenancier. Toutefois, la liberté d'appréciation du Conseil d'Etat à l'endroit des règlements municipaux qui lui sont soumis, reste formellement réservée. »

On conviendra que, comme directives aux Communes, il ne reste pas grand'chose. Les communes peuvent choisir le système à leur convenance, pourvu que le CE. l'approuve. Or, en séance du 19 janvier 1925, le représentant du gouvernement disait : « ... Je dois doré et déjà déclarer : le CE. exigera que la concession soit toujours affectée *et à la personne et au local* ».

Art. 4.

L'adoption du texte rigide de la commission eut certainement créé de nombreuses difficultés dans l'application de la loi. En effet, cette dernière vise entr' autre à la suppression des petits cabarets, des «*Speunken*», mal situés, malpropres, et leur remplacement par des établissements spacieux, bien situés, bien aménagés. Mais comment atteindre ce but qui est important, si la concession était exclusivement personnelle ? L'expérience nous enseigne que, dans les localités de la plaine surtout, le tenancier d'un café, café-restaurant, etc., n'est souvent pas propriétaire de l'immeuble. Pour obtenir la transformation des locaux, de meilleures installations, l'autorité devrait donc s'adresser à une personne qui souvent n'a rien à faire avec la concession. Or, cette personne, c'est-à-dire le propriétaire, montrera, dans bien des cas, fort peu d'empressement pour faire des réparations coûteuses. Il n'a aucun intérêt à le faire, puisqu'il n'a aucune garantie que la dépense sera rentable.

Même en admettant que le propriétaire obtienne une majoration correspondante du prix de location, le locataire, c'est-à-dire le concessionnaire, n'aura qu'à tomber dans un cas d'extinction ou de retrait prévu par la loi (art. 36 et 37) et la concession tombe et les locaux resteront inoccupés. Ceux-ci pourraient, il est vrai, trouver un nouveau locataire qui, à son tour, obtiendrait le droit de concession. Mais cela suppose que dans la localité en question, le nombre maximum des débits de boissons ne soit pas atteint. (art. 16). Dans le cas contraire, la fermeture de l'établissement sera définitive, fût-il des plus beaux et des mieux achalandés, alors qu'à côté, une misérable pinte continue son existence. L'article 87 de la loi n'y changera le plus souvent absolument rien.

Aucune disposition de la loi que l'on dit pourtant sévère, ne me paraît avoir un effet aussi violent, aussi draconien que celui que certains veulent attacher

Art. 4.

à l'art. 4 par une interprétation restrictive et, à mes yeux, injuste.

Mais la concession exclusivement personnelle présente encore d'autres inconvénients.

Prenons, par exemple, le droit d'enseigne. «Ce droit est intimement lié à la concession elle-même ; il est compris dans celle-ci». (Message du CE., voir aussi annotation à l'art. 5.) Si donc la concession n'était attachée qu'à la personne, le droit d'enseigne voyagerait avec cette dernière en cas de changement de local, de sorte que le «*Café de la Poste*» ou l'«*Hôtel de la Poste*» se trouverait tantôt dans un coin, tantôt dans un autre, d'où un manque de stabilité, une confusion qui ne serait dans l'intérêt de personne. Surtout pour les hôtels, ces enseignes ambulantes auraient vraiment quelque chose de choquant et heurteraient nos traditions.

A noter que le CF. dans son message relatif à la loi sur les hôtels part également du principe que la concession est attachée à l'immeuble.

Le principe d'après lequel la concession n'est attachée qu'au tenancier, semble enfin pécher d'illégalité.

L'art. 35 de la loi dispose que, dans la règle, le transfert de la concession, pour être exploitée dans d'autres locaux, exige une nouvelle demande de concession. Cette disposition n'indique-t-elle pas clairement que la concession est également attachée à l'immeuble ? Si le législateur n'avait eu en vue par cet article qu'un *contrôle* des transferts, il aurait sans doute prévu une simple autorisation comme à l'art. 33 pour le transfert des concessions d'une personne à une autre et non une nouvelle concession.

Le message du CE., page 17, qui, rédigé par l'auteur même de la loi, reflète bien le sens de celle-ci, dit lui aussi que «*les concessions et les patentes sont tout à la fois personnelles et attachées aux locaux ou aux bâtiments désignés par le demandeur . . . Dans la règle,*

Art. 4.

elles ne peuvent être transférées d'un bâtiment ou d'un local à l'autre.» C'est très clair.

Enfin, le règlement d'exécution qui doit interpréter la loi, renferme plus d'une disposition qui n'aurait aucun sens si la concession était seulement personnelle. (V. à titre d'exemple les articles 66 et 67 du règlement, à l'article 86 de la loi).

Il paraît donc hors de doute : la concession est tout à la fois personnelle et attachée à l'immeuble. Mais elle ne constitue pas un droit réel et ne peut être, par conséquent, transmise par achat ou par vente ; il faut en cela observer les dispositions spéciales de la loi (art. 33 et s.) La vente de l'immeuble n'est pas une cause légale d'extinction de la concession. L'art. 67 du Règlement d'exécution qui stipule le contraire pour certains cas, semble dépasser la portée de la loi.

Une autre question très importante est la suivante : La concession ne doit-elle être accordée qu'à la personne qui l'exploite personnellement, c'est-à-dire au *tenancier*, ou le propriétaire de l'immeuble peut-il être porteur de la concession tout en confiant l'exploitation à une autre personne ?

Certains textes de la loi et du Règlement comme aussi des motifs d'ordre pratique militent en faveur de la seconde alternative.

Prenons par exemple les personnes morales. A teneur de l'art. 4 du règlement (v. art. 1er de la loi), elles peuvent bénéficier de concessions. Mais s'il était vrai que pour pouvoir bénéficier d'une concession il faut l'exploiter personnellement, les personnes morales ne pourraient le plus souvent pas obtenir une concession de café ou d'hôtel. L'octroi d'une concession au propriétaire, quand même il ne l'exploiterait pas lui-même ne paraît en opposition avec aucune disposition de la loi. Au contraire, celle-ci parle en plusieurs endroits du *tenancier*, art. 42, 45, etc. ; le règlement d'exécution également, art. 35, 36,

Art. 4.

37, 38, etc. Si le concessionnaire et le tenancier étaient toujours la même personne, le législateur n'aurait certainement pas eu recours à des termes différents pour la désigner.

L'intervention directe du propriétaire de l'immeuble dans la tenue de l'établissement est en outre désirable à différents points de vue. Lorsqu'il s'agit de la transformation des locaux, d'installations nouvelles, il sera beaucoup plus aisé de pouvoir traiter directement avec le propriétaire, ce dernier étant en même temps concessionnaire. Bien des tiraillements, bien des difficultés pourront être évitées. Le propriétaire présente généralement aussi de meilleures garanties vis-à-vis de l'autorité comme aussi vis-à-vis du public, qu'un simple locataire qui peut être un étranger, une personne sans fortune, sans stabilité. Il paraît donc beaucoup plus simple de donner la concession directement au propriétaire qui pourra alors, par contrat, en confier l'exploitation à un locataire, agréé par l'autorité compétente.

En résumé, il convient de noter :

1) La concession est tout à la fois personnelle et *attachée à l'immeuble*.

2) La vente de l'immeuble ne casse pas la concession, mais le transfert de celle-ci ne peut avoir lieu qu'aux conditions prévues par la loi.

3) L'octroi de la concession au propriétaire de l'immeuble, quand même il ne l'exploiterait pas personnellement, ne paraît pas contraire à l'esprit de la loi. Au point de vue pratique, il présente même des avantages très appréciables.

4) Il est bien évident que le concessionnaire d'un café, restaurant, hôtel, etc. et la personne qui exploite la concession doivent *tous deux* présenter les garanties personnelles, morales et matérielles, prévues par la loi.

Cf. Salis No 950.

Art. 5.

- 1 **Les établissements qui sont au bénéfice d'une concession doivent avoir une enseigne. Celle-ci est désignée dans l'acte de concession ; elle ne peut être modifiée sans une décision de l'autorité qui octroie la concession.**
- 2 **Il ne peut y avoir dans la même localité deux établissements portant la même enseigne.**
- 8 **La taxe pour le droit d'enseigne est comprise dans celle du droit de concession.**

Art. 9, 19.

1) Le droit d'enseigne est inhérent au droit de concession, il tombe par conséquent avec le droit de concession.

CE. W. contre Sion, 20 février 1925. Cette décision admet, en outre, que la commune avait le droit de faire enlever l'enseigne, la concession étant éteinte et les recourantes s'étant refusées à retirer l'enseigne. Décision confirmée par le TF., le 30 mai 1925.

2) V. relativement au droit d'enseigne l'arrêt du TF. du 15 sept. 1911, Louis Gay c. Revaz-Délez.

II. Concessions accordées par le Conseil d'Etat.

Art. 6.

- 1 **Ces concessions ont pour objet l'exploitation d'hôtels et de tous établissements donnant le logement avec ou sans pension (pensions d'étrangers, hôtels garnis, restaurants ou pensions alimentaires avec chambres pour voyageurs ou pensionnaires, etc.).**
- 2 **Elles sont accordées pour un temps limité dont la durée ne peut excéder vingt ans. A l'expiration de ce terme, elles peuvent être renouvelées.**

Art. 5. — *Sont soumis à une concession accordée* 3
par le Conseil d'Etat :

- a) *les hôtels qui fournissent logis et pension ;*
- b) *les hôtels garnis fournissant le logis seulement ;*
- c) *les pensions d'étrangers, les restaurants ou les pensions alimentaires logeant les voyageurs ou les pensionnaires ;*
- d) *les établissements curatifs désignés «hôtels sanatoria» ou «Sanatoria», maisons de santé ;*
- e) *les établissements des particuliers qui louent des chambres à des étrangers de passage ou en séjour (logeurs).*

Ne rentrent pas dans cette catégorie ceux qui louent des chambres à des étudiants ;

- f) *en général, tous les établissements soumis à la loi, donnant le logement avec ou sans pension.*

Toutefois, ne sont pas soumises à la loi, les pen- 4
sions de famille qui n'ont pas plus de trois pensionnaires.

Art. 18, 29 et s. 83, 86.

Art. 7.

Les demandes de concessions sont adressées au 1
Département des Finances.

Elles doivent indiquer les nom et prénoms du de- 2
mandeur, son origine, son domicile, le lieu et la date
de sa naissance, le genre d'établissement qu'il compte
exploiter ; être accompagnées d'un certificat de bonne
conduite délivré par la commune de domicile et dési-
gner le bâtiment ou les locaux, objets de la conces-
sion, ainsi que l'enseigne de l'établissement.

Les plans du bâtiment ou des locaux et, sur re- 3
quête, le casier judiciaire de l'intéressé, sont joints à
la demande.

- 4 *Art. 6. — Les demandes de concession seront faites sur un formulaire spécial délivré par le Département chargé de l'application de la loi et accompagné d'un dépôt de garantie de fr. 20.— pour les frais.*
- 5 *Le plan joint à la demande indiquera les dimensions du bâtiment et des locaux, objets de la concession avec leur nombre. Il reproduira en croquis les abords sur un rayon de 20 mètres.*
- 6 *En cas d'octroi de la concession, ce plan restera déposé dans les archives de l'Etat.*
- 7 *Les personnes morales de droit privé devront, avec leur demande, produire leurs statuts et désigner la ou les personnes responsables.*
- 8 *Un certificat de bonne conduite de l'autorité du précédent domicile pourra être exigé, si le demandeur en concession n'est pas domicilié depuis un an au moins dans la localité où il entend exercer la concession.*

Art. 1, al. 8, 21, 25, 49, al. 3, 72, 85.

Art. 8.

- 1 **Le Département des Finances ouvre une enquête. Par une insertion au «Bulletin officiel» le public est informé de la demande de concession et invité à présenter ses observations éventuelles au Département dans la quinzaine.**
- 2 **Le préavis de l'autorité communale doit être requis.**
- 3 *Art. 7. — Dans l'enquête ouverte aux termes de l'article 8 de la loi, tout intéressé, même une personne morale, a le droit de présenter des observations au Département.*
- 4 *Le Département peut inviter l'auteur de ces observations à les préciser ou à les justifier et s'entourer d'office de tous les renseignements qu'il jugera opportuns.*

Art. 8. — Si les observations présentées paraissent 5
sérieuses et fondées, le Département les communique
au demandeur en concession en lui fixant un délai de
réponse.

Art. 9. — Le préavis de l'autorité communale ren- 6
seignera :

- a) sur la question de savoir si la concession deman-
dée répond à un besoin ;
- b) sur la personne du requérant, les membres de sa
famille, et autres personnes vivant avec lui ;
- c) sur la convenance des locaux et l'exactitude des
plans déposés, si ces derniers lui ont été soumis.

Art. 10. — Dans les deux mois au plus tard après 7
l'insertion au « Bulletin officiel », le Département trans-
met son rapport et son préavis au Conseil d'Etat qui
statuera sur l'octroi de la concession.

Art. 3, al. 1, 10, 11, 16, 30, 51.

Art. 9.

Les concessions sont accordées par le Conseil d'E- 1
tat, sur le préavis du Département des Finances, con-
tre paiement d'un droit de concession pouvant s'éle-
ver jusqu'à 2000 francs, selon l'importance de l'éta-
blissement (nombre et valeur des chambres) et la
durée de la concession.

Art. 11. — La décision du Conseil d'Etat sera noti- 2
fiée sans retard et par pli recommandé au demandeur.

En cas d'octroi de la concession, la notification fixe- 3
ra le délai dans lequel les droits de concession devront
être acquittés. Si les droits ne sont pas payés dans le
délai, la concession pourra être annulée par le Conseil
d'Etat.

Avant l'acquittement du droit, aucune concession ne 4
peut entrer en force.

Art. 9.

- 5 *Art. 12. — Le Département tient un registre des concessions accordées avec toutes les modifications survenues dans la suite.*
- 6 *Art. 13. — Le droit de concession est fixé d'après l'importance de l'établissement et la durée de la concession, comme il suit :*

Classe A : Hôtels ouverts toute l'année. Durée de la concession 5 ans. Taxe fr. 50.— :

Ire catégorie. Hôtels de 1er et de 2me rang, hôtels de voyageurs avec café-restaurant. Patente par lit et par an : fr. 0.40.

IIme catégorie. Pensions et auberges. Patente par lit et par an : fr. 0.30.

Classe B. Hôtels ayant saisons d'été et d'hiver. Durée de la concession 5 ans. Taxe fixe : fr. 40.— :

Ire catégorie : Hôtels de 1er et 2me rang. Patente par lit et par an : fr. 0.30.

IIme catégorie. Pensions et auberges. Patente par lit et par an : fr. 0.20.

Classe C. Hôtels ayant seulement la saison d'été. Durée de la concession 5 ans. Taxe fixe fr. 30.— :

Ire catégorie. Hôtels de 1er et 2me rang. Taxe fr. 0.20 par lit et par an.

Pensions-auberges. Taxe fr. 0.10 par lit et par an.

Classe D. Sanatoria, cliniques, maisons de santé. Durée de la concession 5 ans. Taxe fr. 50.— :

Ire catégorie. Maison de 1er rang : fr. 0.50 par lit et par an.

IIme catégorie. Maison de 2me rang : fr. 0.40 par lit et par an.

Seuls les lits des clients sont comptés dans toutes les classes et catégories.

Art. 5, 8, 13, 15, al. 7, 85.

Art. 9.

Il s'est posé la question de savoir si l'octroi d'une concession pour hôtel peut ou non être subordonné au paiement d'une taxe ou finance de concession.

Le CE. a défendu le texte de la loi en invoquant que:

- a) les hôtels pratiquent également, dans une certaine mesure, le commerce en détail de boissons alcooliques et tombent par conséquent sous la disposition de l'art. 31, litt. c) de la Constitution fédérale (cf. Burkardt, p. 299, édit. 1905) ;
- b) la nature spéciale de l'industrie hôtelière justifie l'obligation d'une concession (TF. R. O. 46/I, 219 ; 48/I, 274).
- c) tous les cantons suisses, ou à peu près, ont placé les hôtels dans l'obligation de requérir une concession (CF. rapport sur la motion Steiger. F. f. 1901/II, 142) ;
- d) l'hôtel étant évidemment soumis à l'obligation de la concession et à un contrôle de police permanent, la perception d'une taxe spéciale se justifie d'emblée ;
- e) même considérée comme impôt, cette taxe n'est pas de nature à entraver outre mesure la liberté de commerce et d'industrie. (Constitution fédérale art. 31, litt. e) (TF. R. O. 41/I, 266 Guichard et Apollo-Cinéma contre Neuchâtel).

Le mandataire de la société recourante a soutenu un point de vue contraire en s'appuyant également sur la jurisprudence et la littérature.

Le TF. n'est pas entré en matière sur le recours pour cause de tardiveté. Mais dans une petite phrase il a tout de même exprimé sa manière de voir quant au fond :

«Sie (die Beschwerde) erweist sich übrigens offensichtlich als unbegründet.» Le recours se révèle, au reste, évidemment mal fondé.

TF. Sté des Hôtels S. c. Etat du Valais, 22 janv. 1926.

Art. 10.

La concession est refusée :

- a) **lorsqu'elle présente un danger pour l'ordre public ;**
- b) **lorsque le demandeur ou les personnes qui vivent en ménage avec lui ne jouissent pas d'une bonne réputation ou n'offrent pas les garanties nécessaires pour l'exploitation d'un établissement de ce genre ;**
- c) **lorsque la situation du bâtiment ou des locaux de celui-ci ne répond pas aux exigences d'ordre hygiénique ou de police ;**
- d) **lorsque le demandeur ne possède pas l'exercice de ses droits civils.**

Art. 1er, 7, 8, 11, 21, 24, 25, 36, 37, 73, 87.

1) Le CF. a constamment admis le principe qu'une demande de patente ou concession d'auberge ne saurait être admise que si le requérant remplit en sa personne les conditions auxquelles l'octroi de la patente ou de la concession est subordonnée. Ces conditions doivent être remplies en tout temps, même à l'époque de la décision de l'instance fédérale de recours. Par conséquent on peut encore faire valoir devant cette instance toute exception de nature à exclure le recourant de l'acquisition d'une patente.

F. f. 1905/I, 456.

2) Les cantons ont parfaitement le droit de subordonner l'octroi d'une concession ou d'une patente à la condition que le postulant jouisse d'une bonne réputation ainsi que de ses droits civiques, qu'il présente les garanties morales nécessaires pour le maintien de l'ordre et l'observation de la loi dans son établissement et que les locaux dont il dispose répondent aux exigences de l'hygiène et de l'ordre public.

V. Salis, Nos 954, 957 et les décisions du CF. citées.

3) Le CF. a constamment appliqué le principe que lorsqu'il y a lieu d'admettre que les personnes dont la participation à l'exploitation d'une auberge constituerait un motif de refus de la patente auront en réalité une part importante dans la tenue de l'auberge ou même dirigeront l'entreprise, la patente peut être refusée au requérant encore que celui-ci soit apte à l'obtenir. Cette règle s'applique même au cas où les personnes en question ne font pas ménage commun avec le recourant.

F. f. 1908/VI, 211.

4) On n'est pas en droit de prétendre qu'un postulant ne jouit pas d'une bonne réputation parce qu'il ne serait «ni appliqué, ni travailleur, ni très consciencieux dans les relations d'affaires». L'application, l'activité et la conscience en affaires sont des vertus ; celui qui ne les possède pas n'est pas, de ce fait seul, moralement flétri. «La réputation d'un individu n'est atteinte que si les dettes contractées à la légère, le défaut d'application et de travail sont tels que les proches de cet individu ont eu à en souffrir et que l'opinion publique s'émeut, à bon droit, de cet état de choses...»

On ne peut pas non plus toujours justifier le rejet d'une demande de concession ou de patente par le simple fait de l'insolvabilité du requérant. «La possession d'une fortune ne peut être érigée en condition... et l'on ne peut admettre la présomption émise d'une manière générale que l'individu sans ressources n'offre pas de garanties pour la conduite sérieuse d'une auberge.»

F. f. 1899/I, 413.

5) Les qualités morales nécessaires pour tenir une auberge ne peuvent être déniées à une personne que si sa conduite actuelle n'est pas irréprochable ou si ses écarts antérieurs subsistent encore dans leur effet,

Art. 10

de sorte que la bonne tenue de l'auberge s'en trouverait compromise.

TF. Mme G. c. Thurgovie, RO. 1917/I, 15 et s.

6) Le 18 janvier 1927, le CE. a refusé une concession d'auberge parce que l'époux de la demanderesse se trouvait «en état de carence depuis 1916», qu'il avait subi une condamnation pénale pour diffamation et que les deux époux avaient contrevenu, à réitérées fois, aux dispositions de la loi sur les auberges.

R. c. Sierre, 18 janvier 1927.

Les motifs à la base du refus d'une concession d'auberge «subsistent à plus forte raison» en cas de demande d'une concession pour débit de boissons.

(Département des Finances à la Commune de Sierre dans cette même affaire, 3 mars 1927).

7) On a toujours admis en jurisprudence fédérale que la privation des droits civiques pour cause de faillite constituait dans l'esprit de l'article 31 de la Constitution fédérale, un motif admissible et suffisant pour refuser une patente d'auberge.

Salis No 969.

8) En 1909, le CF. a admis un recours d'Elisa Rupp contre Grisons, parce qu'il n'existe dans ce canton aucune disposition légale pour refuser une patente d'auberge à la femme d'un failli ou d'un individu condamné à une peine criminelle.

F. f. 1910/II, 104 ; décision dans un autre sens, v. Salis No 969.

9) Il n'y a pas de motifs pour abandonner aujourd'hui la jurisprudence constante du CF., d'après laquelle les patentes d'auberges peuvent être refusées non seulement au failli mais encore à la femme qui vit en ménage commun avec lui. Le requérant en état d'insolvabilité ne possède en effet pas l'autorité né-

Art. 10

cessaire vis-à-vis de ses clients et fournit, pour la bonne tenue de l'établissement, moins de garantie qu'un autre citoyen.

TF. W.-Rutti c. St-Gall, 1915, RO. I. 378.

10) Il est contraire au principe de la liberté du commerce et de l'industrie de refuser une patente d'auberge pour le seul motif que l'aubergiste a fait autrefois faillite et n'a pas désintéressé depuis ses créanciers ; mais, par contre, l'état de faillite constitue un motif de refus de la patente si les circonstances et les faits qui se sont produits ensuite permettent de conclure que le failli ne présente pas de garanties suffisantes pour l'exploitation convenable de l'auberge (ainsi, p. ex., si depuis la faillite il a continué à faire des dettes, qu'il a mené une vie errante, etc.).

TF. Reuggli c. Nidwald, J. d. T. 1922/476.

11) Le CF. a admis en tout temps que les autorités cantonales étaient exclusivement compétentes pour interpréter les lois cantonales et que lui-même ne pouvait écarter leur interprétation que lorsqu'elle était entachée d'arbitraire.

Si une loi dispose que le tenancier d'une auberge doit tenir des livres de contrôle et des registres des personnes logées et recevoir la feuille officielle du canton, on peut admettre, sans tomber dans l'arbitraire, qu'un postulant doit savoir lire et écrire.

F. f. 1906/I, 328 et 507.

12) Une infirmité corporelle du postulant n'est pas, à elle seule, un motif suffisant pour refuser une concession d'auberge.

F. f. 1893/I, 247. Par contre F. f. 1989/III, 248, Schlumpf c. Schwyz.

13) Dans le canton de Bâle-Campagne, la patente d'auberge était généralement refusée à des femmes

Art. 10

célibataires, celles-ci ne fournissant pas les garanties nécessaires pour la tenue irréprochable d'un café, notamment en ce qui concerne la police des mœurs.

A l'occasion d'un recours, le CF. a déclaré cette pratique compatible avec le texte de la Constitution fédérale.

Dix ans plus tard, le CF. a également admis que les cantons ont le droit de se montrer sévères dans l'application des conditions personnelles des requérants de patentes d'auberge, surtout si la patente est sollicitée par une femme. Mais, estimant qu'une disposition excluant d'emblée du droit de tenir auberge «toute femme non mariée, veuve ou divorcée», ne se justifie pas, il a déclaré inconstitutionnelle une décision dans ce sens du Grand Conseil appenzellois.

Décisions citées par Salis, No 962.

14) Il ne paraît pas dans l'esprit de la loi sur la matière que la concession d'un café puisse être accordée à une demoiselle, vu que le tenancier doit maintenir l'ordre dans son établissement et qu'une personne du sexe, célibataire, paraît peu qualifiée pour le faire.

CE. D. c. Savièse, 19 juin 1923 ; décision plus catégorique : D. et H. c. Savièse, 29 janvier 1924.

Même avis quant au principe chez Fritz Meyer, diss. 82/83.

15) L'exploitation d'une concession ou d'une patente dans une maison mal famée est contraire au bien public. Il n'est pas contraire à la Constitution fédérale de baser un refus sur des motifs de cet ordre, même si la loi cantonale ne le prévoit pas expressément.

F. f. 1899/I, 414.

16) On doit considérer comme constituant un fait blâmable et anormal au point de vue de la police des auberges, l'exploitation simultanée d'un commerce d'étoffes et d'épicerie et d'une auberge dans

Art. 10

la même maison, avec le but avoué d'ouvrir le second pour rendre le premier plus fructueux.

F. f. 1890/II, 928 ; cf. annotations à l'art. 1er, No 2 et s.

17) L'octroi d'une concession d'auberge ou d'hôtel peut être subordonné à la question de savoir si les locaux et bâtiments dont dispose le requérant sont appropriés à leur destination.

F. f. 1904/IV, 710.

18) Dans sa jurisprudence constante, le CE. attache une grande importance à ce que les locaux d'un débit de boissons répondent aux exigences de l'hygiène et de la propreté.

V. à titre d'ex. : D. c. Brigue, 12 juin 1923 ; L. c. Termen, 28 août 1925 ; S. A. Café de l'Avenue c. Chalais, 17 janvier 1919.

19) Constitue une violation de la liberté de commerce et d'industrie, le refus d'une patente sous prétexte que le local où se débiteront les boissons et les mets ne satisfait pas aux exigences de la loi, alors qu'il appert que les acheteurs consommeront ces victuailles en plein air.

TF. F. C. Wohlen c. Argovie, J. d. T. 1926/316.

20) Pour des raisons de police et d'autres encore, les autorités doivent éviter d'accorder des concessions de débit de vin demandées pour des maisons complètement isolées.

CE. M. c. Département des Finances, 8 juillet 1919.

21) Le risque d'abus ou l'éloignement d'une auberge et les difficultés de surveillance de l'exploitation ne suffisent pas à justifier le refus de la patente.

CF. Charrière c. Fribourg, F. f. 1904/IV, 1072 ;

TF. Gschwend c. Schwyz, J. d. T. 1923/408.

22) Dans sa jurisprudence le CF. a constamment reconnu que l'allégation du recourant portant qu'il était pécuniairement lésé par le refus d'une patente

d'auberge, ne pouvait avoir d'influence sur la solution d'un recours de droit public, car dans un refus de patente il s'agit uniquement de la question de savoir si, par leur décision, les autorités cantonales ont ou non outrepassé les droits que leur confère l'article 31 de la Constitution fédérale.

F. f. 1906/I, 428, Hayoz c. Fribourg.

23) L'intérêt privé doit céder le pas à l'intérêt général.

CE. B. c. Fiesch, 30 mai 1923 ; J. c. Département des Finances, 7 mai 1920 ; cf. annotation à l'art. 16, spécialement No 15.

24) Cf. annotations à l'article 37.

Art. 11.

La concession peut être refusée :

- a) **si le requérant a été condamné à plusieurs reprises pour contravention à la présente loi et à ses dispositions d'exécution ou aux prescriptions légales sur la police des denrées alimentaires ;**
- b) **s'il n'est pas au bénéfice d'un permis de séjour ou d'établissement ;**
- c) **si la construction projetée porte atteinte à l'aspect d'un site intéressant.**

Art. 1er, 3, 10, 24, 25, 36, 37, 73, 83, 87.

1) N'est pas contraire à la Constitution fédérale la disposition d'une loi portant qu'une patente d'auberge peut être refusée si le demandeur a commis plusieurs infractions aux prescriptions concernant la police des auberges.

CF. 17 nov. 1903 F. f. 1904/I, 483.

2) Tout en usant de la plus grande sévérité quant aux garanties à exiger de la personne du requérant d'une patente, il y a des limites qu'il ne faut pas dé-

passer. En particulier, une condamnation pénale encourue ne doit pas avoir pour effet de ternir la réputation d'une personne pour le restant de ses jours. Au contraire, pour faire valoir une condamnation pénale il faut s'autoriser de faits qui existent dans le présent ou dont les conséquences se font encore sentir.

F. f. 1895/I, 59 ; 1896/II, 312 ; 1900/III, 705 et s.

3) Serait contraire au principe de la liberté de commerce et d'industrie, garantie par la Constitution fédérale, une disposition légale exigeant l'établissement d'un an du requérant dans le canton.

F. f. 1902/I, 535 ; 1903/I, 596.

4) Refus par l'autorité cantonale d'une concession d'auberge pour un pavillon à construire sur le glacier de Fée, cette construction portant atteinte à la beauté du site.

Requête Bumann, 11 déc. 1925.

Art. 12.

A titre exceptionnel une concession peut être accordée pour un bâtiment à construire.

Dans ce cas, la concession n'est accordée que sur la présentation des plans, et à condition que la construction soit achevée dans un délai maximum de trois ans.

Art. 4, 7, 10, 11, 24, 25.

1) Le principe de l'égalité de tous devant la loi ne permet pas qu'un gouvernement, statuant sur les demandes de concessions d'auberges, accepte la requête de l'un des postulants sur simple présentation des plans et pour le moment où la construction de l'auberge sera terminée et qu'il refuse d'entrer en matière sur la demande d'un autre postulant sur la base des plans et avant l'achèvement de la construction.

CF. recours Hogg-Mons, F. f. 1898/IV, 627 et s., Baumann c. Argovie, 1897/III, 233-234 ; v. aussi Salis, No 939, demande de

concession pour un bâtiment à construire en concurrence avec une autre demande de concession pour un bâtiment déjà installé.

Art. 13.

Les concessions accordées doivent être rendues publiques.

Art. 26, 27, 28, 31, 51.

Art. 14.

Les hôtels et auberges qui exploitent également un café ou un débit de boissons ouverts au public de la localité, sont soumis pour ces derniers aux prescriptions suivantes, relatives aux concessions accordées par le Conseil communal.

Art. 16, al. 5.

III. Concessions accordées par le Conseil communal.

Art. 15.

1 Ne peuvent être exploités, sans une concession du Conseil communal du lieu où l'industrie s'exerce :

- a) les restaurants, les pensions alimentaires (ouvertes au public) et tous les établissements analogues ;**
- b) les cafés, les débits de boissons et les cercles privés dans lesquels il est servi des boissons ;**
- c) les cafés sans alcool, les pâtisseries-crémeries, les cafés-chocolat et autres établissements du même genre.**

2 Art. 14. — Les concessions sont accordées aux établissements dans lesquels la consommation s'effectue sur place et qui ne fournissent pas de logement.

Art. 16. — Sont applicables aux concessions accordées par le Conseil communal les dispositions des articles 7, 10, 11 et 12 de la loi. 3

Au président de la commune incombe la direction de l'enquête et les actes attribués dans les susdits articles au Département. 4

Le Conseil communal, par la même analogie, accomplit les actes attribués au Conseil d'Etat. 5

Les plans produits seront déposés aux archives communales. 6

Art. 17. — Les concessions accordées par les conseils communaux ne deviennent définitives et n'entrent en force, sous réserve du paiement du droit par l'intéressé, qu'après l'expiration du délai de recours prévu à l'article 27 de la loi. 7

Sont réservées les dispositions de l'article 16, al. 4, de la loi. 8

Art. 1er, 2, al. 2, 9, al. 4, 18, 20, 21, 23, 24, 27, 49, 84.

1) Il est permis au législateur cantonal de ranger les exploitations d'auberges, hôtels, etc., en différentes catégories suivant leur genre particulier ; mais le refus d'une patente pour la simple raison que l'exploitation projetée ne correspond à aucune de ces catégories est inadmissible.

TF. Kohler et Thierstein c. Berne, 1914/I, 22 et s. ; Salis 940.

2) L'autorité communale compétente pour l'octroi de concessions de cafés est le *Conseil communal*. Celui-ci ne peut pas céder cette compétence à l'assemblée primaire.

CE. P. c. Baltschieder, 3 oct. 1924.

3) Sans être limités dans leur nombre les *Cafés sans alcool* sont soumis aux dispositions de la loi en ce qui concerne la concession, les locaux et les garanties à fournir par le concessionnaire.

CE. Dame Cath. C. c. Evolène, 1er juillet 1921.

4) *Les cercles privés* dans lesquels est servi à manger et à boire (boissons alcooliques) sont astreints comme les auberges ordinaires à prendre une patente.

La demande d'une patente de ce genre peut-elle être soumise à la clause du besoin ? La question est laissée ouverte. L'application des dispositions concernant l'heure de police ne devra pas porter atteinte au droit d'association en ce sens qu'à l'heure où le débit de boisson doit être fermé, les membres du club seraient entravés dans la vie de société. L'exploitation de l'auberge seul peut être soumise à la loi sur la matière.

TF. Merchants-Club c. St-Gall. RO. 1918/I, 138 et s.

5) Voir, en outre, en ce qui concerne les cercles privés, la décision du CF. du 6 janvier 1903.

F. f. Cercle de la Combe de Monterban c. Neuchâtel, 1903/I, 331 et s.

Art. 16.

- 1 **Le nombre des débits de boissons alcooliques est déterminé par l'autorité communale par voie de règlement soumis à l'homologation du Conseil d'Etat.**
- 2 **Dans la règle, ce nombre ne peut excéder la proportion d'un débit pour 200 habitants, calculée sur la base de la population de résidence du dernier recensement.**
- 3 **Des concessions peuvent être accordées en dérogation à la règle fixée au deuxième alinéa, lorsque des circonstances spéciales, telles que la multiplicité et l'éloignement respectif des villages d'une même commune, une station importante d'étrangers, ou un grand mouvement de voyageurs, le voisinage d'établissements industriels occupant de nombreux ouvriers, l'extension des localités et la création de nouveaux quartiers en démontrent le besoin.**

Ces concessions accordées à titre exceptionnel, doivent être approuvées par le Conseil d'Etat. 4

Il ne peut être accordé plus d'une concession à la même personne, sauf celles dont il est parlé à l'art. 14. 5

Art. 68. — Dans le terme de deux ans, dès la mise en vigueur du présent règlement, les communes devront soumettre à l'homologation du Conseil d'Etat, le règlement prévu à l'article 16 de la loi. 6

Art. 3, 17, 86 a, 87.

N.-B. — Le Règlement du CE. date du 15 oct. 1924. Il a été approuvé par le GC., le 23 janvier 1925 et promulgué par le CE., le 12 avril 1925.

1) Le nombre prévu à l'article 16 de la loi est un maximum que l'on ne peut dépasser mais que la loi ne force pas d'atteindre. Dans les limites de la loi, le Conseil communal est compétent pour fixer le nombre des concessions.

CE D. c. Savièse, 19 juin 1923.

2) Il n'est pas inconstitutionnel de fixer à une auberge par 200 âmes de population la limite maximum au delà de laquelle aucune nouvelle concession ne peut être accordée.

F. f. 1900/II, 32 ; 1903/I, 596 ; 1908/II, 205 et s. (250 habitants).

3) La validité d'une disposition légale cantonale refusant deux ou plusieurs concessions d'auberges, à une même personne, est incontestable du point de vue de l'article 31 de la Constitution fédérale.

F. f. 1892/IV, 358 ; 1893/II, 47.

Cf. Burkardt, commentaire 261.

4) La règle, que les débits de boissons doivent rester dans la proportion de un pour deux cents âmes de population, ne s'applique strictement qu'aux débits de boissons alcooliques. Les communes ne sont pas liées par cette prescription lorsqu'il s'agit de res-

Art. 16

taurants (Speisewirtschaften), où il n'est pas servi de boissons alcooliques en dehors des repas.

CE. Bitsch c. Département des Finances, 24 avril 1920 ; Société des Cafetiers c. Vernayaz (cas Rey-Bellet) 3 juin 1919 ; R. c. Martigny-Bourg, 11 nov. 1919 ; L. frères c. Nendaz, 11 février 1920 ; J. c. Département des Finances, 7 mai 1920.

5) Si, d'une part, le nombre de cafés est fixé sur la base du chiffre global de la population d'une commune, il va sans dire que, d'autre part, les cafés doivent être répartis sur les différents villages de cette commune suivant l'importance et le nombre d'habitants de chacun d'eux.

CE. D. c. Savièse, 19 juin 1923 ; P. c. Dépt. des Finances, 3 mars 1922 ; G. c. Fully, 26 janvier 1927.

6) La décision d'une autorité communale de ne plus limiter le nombre des débits de boissons est illégale. Le fait que la restriction du nombre de ces débits fait naître des débits clandestins ne saurait justifier l'inobservation de la loi, article 16.

CE. F. et consorts c. Bagnes, 26 juin 1925.

7) Le CE. est fermement résolu d'exiger une application stricte de la loi et de soutenir les administrations communales dans leurs efforts pour restreindre le nombre des débits de boissons alcooliques, à condition d'observer dans les décisions à prendre le principe de l'égalité et de ne s'inspirer que par le souci du bien public.

CE. C.-G. c. Vernayaz, 11 février 1920 ; Vve C. c. Chamoson, 29 mai 1920 ; Café de l'Avenue S. A. c. Chalais, 17 janvier 1919.

8) La loi, tout en ayant pour but de réprimer l'alcoolisme, par la réduction des débits de boissons, ne veut pas supprimer brutalement les anciennes concessions. Au contraire, toute ancienne concession peut être renouvelée alors même que le maximum légal serait dépassé (art. 87, al. 3), pour autant qu'elle

Art. 16

réponde aux exigences de la loi. L'élimination des concessions surnuméraires doit être obtenue peu à peu par voie d'extinction (art. 36 et 37).

Le transfert d'une concession à une autre personne est la continuation d'une concession non expirée. L'article 87 concernant la suppression des établissements surnuméraires n'y entre pas en considération.

Le transfert d'une concession n'est donc point une cause d'extinction.

CE. P.-C. et L. c. St-Maurice, 20 oct. 1925 et arrêts du TF. cités. v. aussi R. c. Brigue, 26 mai 1925.

9) Il ne peut être question d'accorder des concessions dans le sens de l'article 16, al. 3, sans motifs spéciaux.

CE. Sté des cafetiers c. Vernayaz, 3 juin 1919 ; D. et V., Savièse, 11 février 1920 ; D., Conthey, 24 août 1921 ; N. c. Bagnes, 25 oct. 1921 ; D. c. Troistorrents, 26 juin 1925 ; F. et consorts c. Bagnes, 26 juin 1925 ; Vve J. c. Vouvry, 10 juillet 1925.

10) Le 17 avril 1925, le CE. a ratifié l'octroi d'une concession de débit de boissons à Daillon, Conthey, bien que cette commune eût déjà 21 établissements de ce genre pour une population de 3178 âmes.

Pour motiver cette décision, il a été constaté que le nouvel établissement était déjà au bénéfice d'une autorisation pour auberge, qu'il était destiné « spécialement à répondre aux besoins des voyageurs et touristes de passage à Daillon, surtout ensuite de l'ouverture de la nouvelle route, que les deux débits existant à Daillon n'étaient pas ouverts toute la journée et qu'enfin les locaux affectés au nouveau café étaient mieux installés que ceux des deux anciens.

Le CE. a également homologué, le 24 août 1921, une concession supplémentaire pour cette même commune, village de Sensine, « à condition qu'elle soit exploitée dans un local répondant aux exigences de la loi ».

Art. 16

Le village de Sensine, avec une population de 400 âmes environs, ne possédait antérieurement qu'un seul débit établi dans des locaux défectueux, et il paraissait anormal d'empêcher l'ouverture d'un établissement plus confortable.

11) Peut être considéré comme circonstance spéciale le fait que les débits de boissons existants sont, pour la plupart, destinés à la clientèle étrangère et que le nouveau débit desservira surtout la population indigène et les employés.

CE. Montana-Rey, 22 juillet 1926.

12) L'ouverture d'un débit supplémentaire doit répondre à un besoin. Il appartient à l'autorité communale, en première ligne, de juger si ce besoin existe ou non. Le fait qu'une commune est une importante station d'étrangers ne justifie pas sans autre l'ouverture de nouveaux cafés.

CE. Z. c. Zermatt, 19 août 1921.

13) S'agissant d'un débit de boissons, le CE. ne saurait se déclarer compétent pour apprécier si des «circonstances spéciales» existent avant que l'autorité communale ait elle-même statué.

CE. T. c. Arbaz, 3 février 1925.

14) Le fait qu'une maison est située entre deux villages à 15 minutes de chacun d'eux et entourée de prés, jardins et vignes, n'est pas une circonstance spéciale dans le sens de l'article 16, al. 3, de la loi sur les auberges.

CE. M. c. Département des Finances, 8 juillet 1919.

15) N'est pas non plus une circonstance spéciale dans le sens de la loi le fait que le refus de la concession porterait atteinte aux intérêts pécuniaires du demandeur.

Art. 16

L'octroi d'une concession supplémentaire ne peut pas non plus être justifié par l'allégation que le café est le complément utile du restaurant.

CE. Sté des cafetiers c. Vernayaz (cas Rey-Bellet), 3 juin 1919 ; R. c. Martigny-Bourg, 11 nov. 1919 ; R. c. Brigue, 26 mai 1925.

16) N'est pas non plus une circonstance spéciale la supposition que l'auberge projetée deviendra *peut-être* le centre d'une station d'étrangers.

CE. T. c. Arbaz, 21 août 1925.

17) Deux auberges suffisent amplement aux besoins bien compris de la commune de Fiesch avec 399 âmes de population, même en tenant compte que la paroisse de Fiesch comprend également la commune de Fiescherthal.

CE. B. c. Fiesch, 30 mai 1923 ; P. c. Baltschieder : 2 auberges pour 275 âmes de population.

18) Il n'est nullement arbitraire, s'agissant d'une nouvelle concession d'auberge à Zinal pendant l'été, de comparer cette localité à celles de Zermatt et Loèche-les-Bains et d'en tirer les conclusions pour justifier l'application de l'article 16, al. 3.

Le TF. ne peut connaître d'un recours pour une «simple violation de la loi cantonale».

CE. C. et R. c. Ayer, 17 janvier 1922 ; TF. 5 mai 1922.

19) Le Conseil communal ayant à choisir entre plusieurs demandes de concessions ou de renouvellement de concessions, il est naturel de donner la préférence à des personnes physiques domiciliées dans la commune.

CE. Sté Immobilière Sierre-Chippis c. Sierre, 30 mai 1923.

Art. 17.

Dans les communes où le nombre d'habitants est inférieur à 200, l'ouverture de un ou deux débits de

boissons peut être autorisée par le Conseil communal avec l'approbation du Conseil d'Etat.

Le 20 avril 1923, le CE. a homologué une seconde concession de café pour la commune de Veyras, bien que celle-ci n'ait que 138 âmes de population.

Motifs : Le seul café existant précédemment « dessert plus spécialement Muraz sur Sierre » et se trouve à l'écart de l'agglomération principale de Veyras. Or, celle-ci paraît avoir droit à un café.

Art. 18.

Les concessions communales ne peuvent excéder le terme de cinq ans ; elles peuvent être renouvelées.

Art. 6, 15, 86, al. 2.

Art. 19.

- 1 **Le prix des différentes concessions est déterminé, lors de l'octroi de celles-ci, d'après leur importance et leur durée, par le Conseil communal sur les bases suivantes :**
- 2 **Pour les établissements publics, tels que restaurants, pensions, débits de boissons où se vendent des boissons alcooliques, Fr. 50.— à 300.—.**
- 3 **Pour les cafés sans alcool, Fr. 2.— à 10.—.**
- 4 **Pour les cercles et autres établissements Fr. 10.— à 100.—.**

Art. 5, 28.

1) Pour fixer la finance de concession, le Conseil communal doit établir une échelle en tenant compte de l'importance des différents établissements les uns par rapport aux autres. Ce serait contraire à la loi que de prévoir un chiffre unique, le même pour tous les établissements.

CE. P. c. Savièse, 20 février 1925.

2) Si la commune a fixé pour les établissements de la banlieue la finance de concession à fr. 50.—, minimum légal, il est juste et équitable de l'augmenter pour ceux établis dans le centre de la ville où leur importance est sans doute plus grande. Une intervention du C.E. dans la fixation de cette finance n'est possible qu'en cas d'arbitraire et d'inégalité de traitement des différents établissements. Le Conseil communal doit se mouvoir dans les limites fixées par la loi.

CE. P. c. Monthey, 8 juillet 1919.

Art. 20.

Il peut être délivré des concessions temporaires de courte durée à l'occasion de circonstances extraordinaires, telles que cantines de fête, expositions, travaux passagers. Le prix de ces concessions se paie proportionnellement à leur durée, à raison de 2 à 20 francs par jour. 1

Art. 15. — Des concessions temporaires de courte durée pourront aussi être accordées dans les cas prévus à l'article 20 de la loi et autres semblables. Ces concessions seront portées sans délai par la commune à la connaissance du Conseil d'Etat qui pourra les soumettre à une taxe de police à percevoir par lui et dont le montant sera déterminé, dans chaque cas, eu égard à la durée et à l'importance de la concession. 2

Art. 15, 22, 74.

Sans violer le principe de l'égalité devant la loi, il peut être accordé des concessions temporaires (cantines ouvrières) là où une concession d'auberge ordinaire a été refusée pour défaut de besoin.

CF. 25 mars 1905. F. f. 1905/IV, 52 et s.

Art. 21.

Les prescriptions de l'article 7 sont applicables aux demandes de concessions adressées à l'autorité communale.

Art. 15, 24.

Art. 22.

- 1 Ces demandes sont portées, par l'autorité communale, à la connaissance du public par insertion au «Bulletin officiel» ou par publication dans la commune, avec invitation aux personnes qui auraient des observations à formuler à les présenter dans les quinze jours.
- 2 Cette disposition n'est pas applicable aux concessions prévues à l'article 20.

Art. 7, 21, 26, 51.

1) L'observation de l'article 22 est de rigueur.

CE. Pollinger c. Département des Finances, 3 mars 1922.

2) La non-observation des formalités prévues aux articles 22 et 26 autorise le CE. à annuler la concession accordée.

CE. D. c. Savièse, 19 juin 1923.

Art. 23.

L'octroi ou le refus des concessions doit faire l'objet d'une décision motivée du Conseil communal.

Art. 15, 26, 31.

Art. 24.

Les articles 10, 11 et 12 sont applicables à l'octroi des concessions communales.

Art. 15, 21.

Art. 25.

Cet octroi est subordonné, en outre, aux conditions suivantes :

- a) **les locaux à l'usage du public doivent être aérés, salubres, suffisamment spacieux, pourvus de dépendances nécessaires et à la portée de la surveillance de la police ;** 1
- b) **les débits de boissons alcooliques ne peuvent être situés à proximité immédiate des églises et des écoles.**

Art. 18. — Les bâtiments et les locaux affectés à l'exploitation d'une concession de débit de boissons doivent satisfaire aux conditions indispensables d'une bonne hygiène et aux prescriptions des lois, règlements et ordonnances sur la police du feu et des constructions et sur le contrôle des denrées alimentaires. 2

Art. 19. — Les prescriptions essentielles suivantes seront, en outre, observées pour les établissements soumis à une concession de débit de boissons : 3

- a) *le bâtiment et ses dépendances seront d'un abord facile, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, et pourvus d'installations destinées à prévenir tout danger ;*
- b) *les locaux destinés aux consommateurs doivent être propres, bien aérés et bien éclairés. Ils seront placés dans un endroit sain, approprié à leur destination, et à la portée de la surveillance de la police. Ils ne seront, dans la règle, établis ni au-dessus du 1er étage, ni en sous-sol ;*
- c) *en règle générale, la hauteur de ces locaux de consommation ne sera pas inférieure à 2 m. 60 et leur superficie à 20 mètres carrés ;*
- d) *les établissements concessionnés seront munis de W.C. aménagés autant que possible dans le corps*

Art. 25

même du bâtiment et sur le même palier que la salle principale, et prenant l'air et la lumière avec l'extérieur. Ils seront à effet d'eau partout où le permet la distribution de celle-ci, et tenus en bon état de propreté et de fonctionnement ;

- e) *les locaux de consommation doivent être munis d'appareils de ventilation, ou offrir un renouvellement d'air facile.*

4 Art. 20. — *Les locaux servant à l'exploitation des débits de boissons doivent être situés à une distance suffisante d'une église, d'une maison d'école, d'un hôpital ou d'une institution d'utilité publique, pour lesquels le voisinage de ces locaux constituerait des inconvénients sérieux.*

5 Art. 21. — *Il appartient aux conseils communaux d'édicter, dans leurs règlements, des prescriptions hygiéniques plus détaillées et plus rigoureuses que celles du présent chapitre, notamment pour les stations d'étrangers et les centres importants.*

6 *Ces règlements seront soumis à l'homologation du Conseil d'Etat.*

Art. 3, 7, 10, 11, 35, 37 c.

1) En ce qui concerne les conditions que doivent remplir les locaux, il est permis aux cantons de fixer une hauteur minimum.

F. f. 1906/I, 507 ; 1908/II, 205 et s. (3 m. Isler c. Thurgovie ; 2 m. 10 dans le cas Graf c. Appenzell Rh. Ext.).

2) Le refus d'une patente d'auberge par le motif que les locaux dont dispose le postulant ne sont pas prêts à l'exploitation n'a rien d'inconstitutionnel, pourvu que le principe de l'égalité de traitement soit sauvegardé.

CF. 18 IX 1906, F. féd. 1906/VI, 545 et s.

3) Le 11 octobre 1907 le CF. a maintenu la décision d'un gouvernement cantonal refusant de délivrer

Art. 25

une patente pour un hôtel parce que les locaux se prêtaient seulement à l'exploitation d'une pinte mais étaient insuffisants pour l'exploitation d'un hôtel en rapport avec l'importance de la localité.

F. f. 1908/I, 486.

4) Le fait qu'un gouvernement cantonal exige, fût-ce même par une simple mesure administrative, que les auberges soient à une certaine distance des églises ne sauraient être considéré comme contraire à la Constitution fédérale, article 31 révisé.

Salis, No 921 III. F. f. 1892/II, 337 ; 1900/II 32.

5) La distance de 70 à 80 mètres entre une église et un café n'est pas suffisante pour exclure d'avance tous les inconvénients que le législateur voulait atteindre par l'article 25.

CE. M. c. Montana, 18 juin 1926.

F. f. 1903/II, 902.

6) Le fait qu'un débit de boissons se trouve « à proximité » d'une maison d'école ne justifie pas en lui seul le refus d'une concession si la situation respective des locaux est telle que cette proximité n'offre pas d'inconvénients.

CE. C., C. et consorts c. Chamoson, 28 avril 1922 ; D. et H. c. Savièse, janvier 1924 ; Z. et consorts c. Veyras, 20 avril 1923.

7) La disposition suivant laquelle la distance entre une auberge et une maison d'école doit être d'au moins 30 mètres est inattaquable en droit fédéral.

CF. 8 sept. 1903, F. f. 1904/I, 483 ; F. f. 1903/II, 902.

8) Un gouvernement cantonal s'était opposé à l'ouverture d'une auberge à proximité immédiate de la place de tir — ceci en sa qualité de gardien de la place d'armes — le CF. a confirmé ce prononcé le 31 mars 1903.

F. f. 1903/II, 896.

Art. 26.

Les concessions accordées sont rendues publiques dans la forme prévue à l'article 22, alinéa 1, et communiquées au Département des Finances.

Art. 8, 13, 22, 31, 51.

1) Il paraît inutile d'obliger une commune d'ouvrir une procédure de publication, toute la population étant au courant de la concession accordée et les intéressés ayant formulé leurs observations devant l'instance de recours.

CE. Z. et consorts c. Veyras, 20 avril 1923.

2) Voir annotation No 2, à l'article 22 ci-devant.

Art. 27.

1 **Dans le cas où la concession aurait été octroyée en violation des prescriptions de la présente loi, le Conseil d'Etat doit, soit d'office, soit à la requête du Département des Finances, soit ensuite du recours d'un tiers, annuler la concession accordée.**

2 **La requête du Département ou le recours doivent parvenir au Conseil d'Etat dans les quinze jours qui suivent la communication ou la publication de la décision.**

3 **Tant le Conseil communal que le concessionnaire seront entendus sur les motifs invoqués à l'appui de la demande en annulation.**

Art. 2, 4, 5, 15, al. 7, 16, 18, 25, 31.

1) On ne saurait contester la validité d'un recours par le seul fait qu'il aurait été adressé au Département des Finances et non au CE., étant donné que le Département des Finances est l'organe du CE. chargé de l'instruction des recours.

CE. D. c. Savièse, 19 juin 1923.

2) Intervention du CE. conformément à l'alinéa premier, v. Pollinger c. Département des Finances, 3 mars 1922.

Art. 28.

Lorsque la demande de concession est écartée par l'autorité communale ou lorsque le prix réclamé pour l'octroi de la concession paraît exagéré en regard de l'article 19, le requérant peut recourir au Conseil d'Etat dans les quinze jours dès la communication de la décision. 1

La procédure est instruite dans les formes prescrites pour les procédures devant le contentieux du Conseil d'Etat. 2

Art. 19, 23, 31, 38, 84, 87.

1) Le CE., en sa qualité d'instance de recours, n'a à se prononcer que sur la question de savoir si la décision du Conseil communal ne viole pas la loi en présence de faits établis devant cette instance.

CE. L. c. Termen, 28 août 1925.

Cf. Burkardt, Commentaire 279 qui ne paraît pas tout-à-fait du même avis.

2) Le droit de recours appartient non seulement au requérant mais également à d'autres personnes intéressées. Celui qui possède une hypothèque sur un immeuble servant à l'exploitation d'une auberge a qualité pour recourir contre une décision de l'autorité qui interdit de tenir à l'avenir une auberge dans cet immeuble.

TF. 27 mai 1922, Aktienbrauerei Wald c. St-Gall.

Cf. annotation No 1, à l'art. 31 et les annotations à l'art. 38 ci-après.

IV. Renouvellement, modification, transfert et retrait des concessions.

Art. 29.

- 1 Le renouvellement d'une concession doit être demandé au moins trois mois avant son expiration à l'autorité qui l'a accordée.**
- 2 Les intéressés seront rendus attentifs à l'observation de cette formalité.**

Art. 6, 18, 30, 31, 86.

1) Le détenteur d'une concession de café n'a pas un droit absolu au renouvellement de cette concession.

CE. C., C. et consorts c. Chamoson, 28 avril 1922 ; R. c. Brigue, 26 mai 1925.

2) L'inobservation par le concessionnaire de l'article 29, al. 1er, donne à l'autorité le droit de refuser le renouvellement de la concession.

CE. Jurisprudence constante, confirmée par le TF.

V. spécialement Sté immobilière Sierre-Chippis c. Sierre, 30 mai 1923 et TF. en la même cause, 14 sept. 1923.

3) L'observation de l'alinéa 2 de l'article 29 est absolument de rigueur pour pouvoir valablement appliquer l'alinéa premier.

CE. Vve C. c. Chamoson, 29 mai 1920.

TF. P. c. Collonges et Etat du Valais, 27 oct. 1923.

4) L'avertissement de chaque intéressé en particulier n'étant pas prévu par la loi, l'avis donné par la voie des criées ordinaires et d'un journal doit être considéré comme suffisant.

CE. Société immobilière Sierre-Chippis c. Sierre, 30 mai 1923.

Art. 30.

Ces demandes peuvent être l'objet d'une nouvelle 1
enquête à teneur de l'article 24, et la concession re-
novelée, soumise à des conditions différentes.

Art. 23. — Les demandes de renouvellement et d'au- 2
torisation de modifier peuvent faire l'objet d'une en-
quête conformément à l'article 24 de la loi.

Art. 8, 22, 24, 31, 32.

Le détenteur d'une patente d'auberge a simplement la faculté d'exercer cette profession aux conditions prévues par la loi, mais la patente ne lui confère pas un droit privé dont il puisse se prévaloir comme d'un droit acquis. Il s'agit d'une simple licence de police. A chaque demande de renouvellement ou de transfert, l'autorité a le droit d'examiner à nouveau si les conditions posées par la loi sont remplies.

CF. 60 nov. 1910, F. f. 1911/III, 282/88.

Art. 31.

Les décisions du Conseil communal, accordant ou 1
refusant le renouvellement d'une concession, peuvent
être l'objet d'un recours au Conseil d'Etat, dans les
conditions prévues aux articles 27 et 28.

Art. 25. — Le renouvellement et le transfert des con- 2
cessions seront rendus publics de la même façon que
leur octroi.

Le recours prévu aux articles 27 et 28 de la loi est 3
également réservé contre les décisions du Conseil com-
munal relatives au transfert et au renouvellement des
concessions.

Art. 23, 26, 27, 28, 33, 84.

1) Le droit de recours contre le refus du renouvellement d'une patente d'auberge n'appartient pas au propriétaire de l'immeuble puisque la demande n'é-

mane pas de lui et que, par conséquent, son droit au libre exercice d'une industrie n'est pas lésé.

F. f. 1908/II, 201/205 ; 1909/I, 661 et 73. Cf. annotations aux art. 27, 28, 30 et 38.

2) Le CF. n'est pas entré en matière sur le recours contre le Conseil d'Etat des Grisons, qui avait annulé une décision de la commission de police de Coire refusant le renouvellement d'une concession d'auberge. «... Il ne s'agit pas ici d'une atteinte portée à la liberté de commerce et d'industrie... puisque, en opposition à la décision de l'autorité locale de Coire, le petit Conseil du canton des Grisons a fait droit à la demande du postulant... et tranché ainsi la question dans le sens du libre exercice de cette profession (aubergiste). ... Si l'autorité de police municipale refuse d'accepter cet arrêté du gouvernement, ce n'est en tout cas pas sur l'article 31 de la Constitution fédérale qu'elle peut s'appuyer...»

F. f. 1891/II, 446.

Cf. TF. R. O. 30, I/633, 34, I/465, contestant aux communes de Neudorf et de Baden le droit de recours contre la décision de l'autorité cantonale, attendu qu'en matière d'auberges les communes ne représentent pas des intérêts spéciaux ou particuliers mais, tout comme le canton, l'intérêt général. Les divergences ne proviennent que d'une appréciation différente de la question et la manière de voir de l'autorité cantonale doit primer celle de l'autorité communale.

Cf. annotation No 6, art. 1er.

Art. 32.

1 Si, pendant la durée d'une concession, des modifications importantes sont apportées aux bâtiments ou aux locaux utilisés pour l'exploitation de la concession, ces modifications doivent être portées à la connaissance de l'autorité qui a accordé la concession et les conditions de celle-ci peuvent être modifiées.

2 Art. 22. — Le transfert à une autre personne de la propriété de l'immeuble auquel est attaché une conces-

sion sera annoncé au Département ou au président de la commune par le nouveau propriétaire dans le terme d'un mois.

Sont réservées les dispositions de l'article 34 de la loi. 3

Les modifications importantes aux bâtiments et aux locaux seront annoncées aux mêmes autorités avant leur mise à exécution. 4

Exception est faite pour les réparations nécessaires à un entretien normal des locaux. 5

Art. 27, 31.

Art. 33.

Le transfert d'une concession à une autre personne ne peut avoir lieu sans décision de l'autorité compétente. Ce transfert ne sera accordé que si le successeur offre les garanties personnelles exigées pour l'octroi d'une concession nouvelle et contre le paiement d'une taxe fixée par le règlement. 1

Art. 23, al. 2. — La demande de transfert est soumise aux mêmes formalités que la demande de concession. 2

Art. 24. — Le transfert du droit de concession est soumis à une taxe du 50 % de celle versée pour l'octroi de la concession. 3

Toutefois, lorsque le transfert de la concession a lieu en vertu de l'article 34 en faveur des héritiers, la taxe sera du 5 %. 4

Art. 4, 27, 31, 35.

1) Il n'est pas contraire à la Constitution fédérale de subordonner le transfert d'une concession d'auberge à une autre personne à une autorisation de l'autorité compétente. Même l'interdiction du transfert d'une concession serait compatible avec le principe de la liberté du commerce.

F. f. 1893/IV, 441.

V. aussi la décision du CF. du 3 déc. 1897, Riba c. Soleure, F. f. 1897/IV, 1110 ; Salis, No 950.

Art. 34.

- 1 **En cas de décès du concessionnaire, ses héritiers demeurent au bénéfice du droit de concession durant les trois mois qui suivent le décès. Dans le cours du troisième mois, au plus tard, la demande éventuelle de transfert doit être soumise à la décision prescrite par l'article précédent.**
- 2 **Si, au nombre des héritiers du défunt, se trouvent des personnes privées de l'exercice de leurs droits civils (mineurs ou interdits), celles-ci peuvent exceptionnellement, par l'organe de leur représentant légal et avec le consentement des autorités de tutelle, être admises soit au bénéfice de l'exploitation provisoire de trois mois, soit à celui du transfert de la concession.**

Art. 27, 31, 33, 39, 75, 86, al. 9.

Le 14 juin 1919 le CE. n'est pas entré en matière sur le recours contre le refus de transfert d'une concession de café, ce transfert n'ayant pas été demandé dans le délai de 3 mois dès le décès du concessionnaire.

B. c. Sierre.

Art. 35.

- 1 **Dans la règle, le transfert de la concession, pour être exploitée dans un autre bâtiment ou dans d'autres locaux, exige une nouvelle demande de concession.**
- 2 **Toutefois, ce transfert peut être autorisé à titre temporaire pour des motifs spéciaux indépendants de la volonté du concessionnaire et dans le cas où les nouveaux locaux rempliraient toutes les conditions légales.**

Art. 4, 7, 15, 25, 49, al. 3 et 6.

Dès que le transfert d'un débit de boissons dans un autre local a lieu à titre définitif une nouvelle concession est nécessaire.

CE. Sté des cafetiers c. Vernayaz, 3 juin 1919.

Comme « motifs spéciaux » le message du CE. cite le cas d'un incendie. « Motifs spéciaux » paraît donc synonyme de « raisons majeures ».

Art. 36.

Les concessions s'éteignent :

1

- a) **par l'expiration de la durée prévue dans l'acte de concession ;**
- b) **par la renonciation du titulaire ;**
- c) **par l'interdiction totale du concessionnaire ou sa condamnation à la peine de la réclusion ;**
- d) **lorsque le droit d'exercer la profession pour laquelle la concession a été accordée est retirée par l'autorité judiciaire ;**
- e) **lorsque, par une décision de l'autorité compétente, le titulaire ne se trouve plus au bénéfice d'un permis d'établissement ou de séjour.**

En outre, la concession peut être considérée comme éteinte si, à défaut de justes motifs, le concessionnaire suspend l'exploitation pendant plus de deux mois pour les débits de boissons et autres établissements analogues, pendant plus d'une année pour les hôtels et pensions ouverts toute l'année et pendant plus de trois ans pour tout établissement de saison.

2

Art. 26. — Lorsqu'un des cas d'extinction des concessions prévus aux litt. c, d et e de l'article 36 de la loi se produit, l'autorité qui a prononcé l'interdiction, le jugement ou le retrait du permis de séjour ou d'établissement, est tenue d'en aviser le Département ou le président de la commune.

3

4 *Ceux-ci inviteront l'intéressé à faire valoir, dans un délai déterminé, ses objections éventuelles. Ils enquêteront sur les moyens invoqués s'il en existe et s'entoureront, d'office, de tous les renseignements nécessaires.*

5 *L'enquête terminée, ils transmettront leur rapport avec préavis au Conseil d'Etat ou au Conseil communal qui statuera, sous réserves des dispositions de l'article 39 et du droit de recours prévu à l'article 38 de la loi, s'il s'agit d'un prononcé communal.*

Art. 1, al. 10, 6, 18, 37, 39, 75, 86, 87.

1) Le transfert d'une concession en force n'est pas une cause d'extinction.

CE. W. c. Sion, 21 février 1925 ; TF. 30 mai 1925, en la même affaire.

2) La loi du canton de Zurich applique la clause du besoin à la réouverture d'une auberge fermée depuis un an. En pareil cas, le gouvernement zurichois appliquait le principe que la réouverture d'une auberge fermée durant un an ou plus ne répond pas à un besoin. Le 23 octobre 1903, le CF. a reconnu que l'application de la loi dans ce sens n'est ni arbitraire ni contraire au droit fédéral.

F. féd. 1904/I, 483.

3) S'agissant d'un café au bénéfice d'une concession de 5 ans dès le 1er janvier 1918, mais fermé dès l'automne 1919, faute de trouver un tenancier, le CE. n'a pas admis que l'autorité communale était tombée dans l'arbitraire en autorisant la réouverture de cet établissement au printemps 1921, bien qu'il s'agit d'un débit supplémentaire et qu'une nouvelle concession fût refusée à un autre requérant.

CE. Z. c. Zermatt, 19 août 1921.

4) En octobre 1920, le CE. a ratifié la réouverture d'un café à Gampel qui avait été fermé deux ans au-

paravant à la demande d'un groupe de communes, dans le but de fournir logement au médecin de la région. Aux yeux de l'autorité cantonale il s'agissait là de «justes motifs» dans le sens de la loi, les locaux répondant, au surplus, mieux que ceux d'un des cafés existants, aux exigences légales.

CE. Sté des cafetiers c. Gampel.

Art. 37.

Le droit de concession sera retiré :

1

- a) **lorsque la conduite du titulaire et de son entourage est notoirement mauvaise ;**
- b) **si le titulaire se rend coupable à plusieurs reprises d'infractions graves aux prescriptions de police déterminées dans la présente loi ou dans ses dispositions d'exécution, ainsi qu'aux dispositions légales sur la police des denrées alimentaires ;**
- c) **lorsque le bâtiment, les locaux ou les installations de l'établissement ne remplissent plus les conditions légales et que les mises en demeure adressées à ce sujet par l'autorité compétente sont restées sans effet.**

La concession peut être retirée lorsque le titulaire ne sera plus en possession de ses droits civiques.

2

Art. 10, 11, 25, 36, 75, 87.

1) Les causes de retrait d'une concession ne sont pas énumérées limitativement et il pourrait en exister d'autres absolument valables.

Le refus ou le retrait d'une concession paraît, par exemple, pouvoir se baser sur le fait que la maison où la concession ou la patente doit être exploitée est mal famée et cela sans égard à la personnalité du requérant.

Cf. TF. 27 mai 1922, Aktienbrauerei Wald c. St-Gall.

Cf. annotation à l'art. 10, spécialement No 15.

2) Même en l'absence d'une disposition expresse de la loi cantonale prévoyant cette cause de retrait de la patente, il n'est pas arbitraire de retirer une patente lorsque l'autorité qui l'avait accordée apprend après coup que les conditions légales pour l'octroi de la patente (ou de la concession) n'étaient pas réalisées.

TF. 10 mars 1922, Reuggli c. Nidwald.

Art. 38.

- 1 **L'extinction ou le retrait des droits de concession sont prononcés par l'autorité qui a accordé la concession. L'intéressé sera préalablement invité à faire valoir ses objections éventuelles.**
- 2 **Les décisions prises à ce sujet par l'autorité communale peuvent, dans les quinze jours dès leur communication, être l'objet d'un recours au Conseil d'Etat.**
- 3 **Dans ce cas, le Conseil d'Etat peut, après avoir entendu l'autorité communale, autoriser par mesure provisionnelle, le maintien de l'ouverture de l'établissement jusqu'à décision définitive.**

Art. 23, 28, 31, 87.

1) L'audition de l'intéressé avant de prononcer l'extinction ou le retrait d'une concession est obligatoire. L'inobservation de cette formalité entache une décision d'illégalité.

CE. Vve C. c. Chamoson, 29 mai 1920.

2) Le droit d'être entendu, bien que n'étant pas absolument garanti en matière administrative, est en l'espèce consacré par une disposition expresse de la loi cantonale et lorsque tel est le cas, le TF. admet que la violation de cette disposition constitue en même temps une violation de l'article 4 de la Constitution fédérale, c'est-à-dire un déni de justice.

TF. P. c. Collonges et Etat du Valais, 27 oct. 1923.

3) La disposition de l'article 38, alinéa 2, n'est pas une simple prescription d'ordre dépourvue de toute sanction. Le délai qui y est prévu doit être observé sous peine de déchéance de tout droit au recours (Cf. art. 84 de la loi).

CE. A. c. Chalais, 4 sept. 1923 ; G. c. Mollens, 15 février 1919 ; W. c. Sion, 16 sept. 1921, confirmé par TF. 20 janvier 1922.

4) Une demande à l'autorité qui a porté la décision de revenir sur celle-ci n'entraîne pas la suspension du délai de recours.

CE. D. c. Brigue, 4 nov. 1921 ; W. c. Sion 16 sept. 1921, confirmé par TF. 20 janvier 1922 ; Société immobilière Sierre-Chippis c. Sierre, (considérant al. 2) 30 mai 1923.

5) Cf. annotations à l'article 28 ci-devant.

Art. 39.

Dans le cas d'extinction prévu à l'article 36, lit. c), et lorsque l'interdiction a été prononcée à teneur de l'article 369 du Code civil suisse, il peut être fait application en faveur des membres de la famille de l'interdit des dispositions de l'article 34.

Art. 36, 37, 38, 86, al. 8 et 9.

V. Dispositions de police.

Art. 40.

La police des établissements et du commerce dési- 1
gnés à l'article premier est exercée par les organes
de la police cantonale et communale.

Les membres des Conseils communaux chargés spé- 2
cialement de la police ont les mêmes compétences
que ces organes.

La police des cantines militaires appartient à l'au- 3
torité militaire.

Art. 41, 49, 79.

Art. 41.

1 **Les organes de la police ont, en tout temps et à toute heure, accès dans les locaux ouverts au public, des établissements et du commerce soumis à leur surveillance.**

2 *Art. 35. — Il est interdit aux tenanciers des débits de boissons de débiter des boissons ailleurs que dans les locaux publics désignés dans la demande de concession.*

3 *Art. 37. — Dès que des faits sérieux et précis permettent de supposer que les tenanciers d'établissements soumis à la loi utilisent des locaux privés, en violation de l'article 35 et des autres dispositions de la loi ou du règlement, la police aura le droit d'inspecter ces locaux.*

Art. 40, 49, 52, 79.

Art. 42.

1 **Les tenanciers sont personnellement responsables de l'ordre dans leur établissement.**

2 **En particulier, ils ont le devoir de n'y tolérer ni des actes immoraux, ni la provocation à ces actes, ni des jeux défendus.**

3 **Ne peuvent, de même, être tolérées dans les locaux ouverts au public, des publications, gravures, peintures ou exhibitions quelconques présentant un caractère obscène ou manifestement offensant.**

Art. 44, 45, 47, 48, 49, 62, al. 24, 70, 79, 81.

Art. 43.

1 **Les jeux de hasard sont défendus dans les établissements soumis à la présente loi.**

2 **Toutefois, les lotos au bénéfice d'œuvres de bienfaisance ou d'intérêt public ou au bénéfice de socié-**

tés locales poursuivant un but artistique, religieux, social ou sportif, peuvent être autorisés par le Conseil communal.

Les conditions de ces autorisations seront déterminées par voie réglementaire. 3

Art. 27. — Il ne pourra être organisé de jeu de loto en dehors des lotos de famille, sans une autorisation du Conseil communal. 4

Cette autorisation ne peut être accordée qu'en faveur d'œuvres de bienfaisance ou d'intérêt public, ou au bénéfice de sociétés locales poursuivant un des buts mentionnés à l'article 43 de la loi. 5

En aucun cas il ne sera accordé d'autorisation en faveur des tenanciers d'établissements. 6

Les dispositions de l'article 46, al. 1, du règlement doivent servir d'interprétation pour le présent article. 7

Art. 62, al. 5.

Art. 28. — L'autorisation sera demandée au moins dix jours à l'avance par les personnes qui l'organisent. Celles-ci indiqueront l'établissement public dans lequel il sera tenu. 8

Exceptionnellement, des autorisations d'organiser un loto dans un local privé pourront être accordées, sous la surveillance de la police, lorsque dans une localité il n'y a pas d'établissement public assez vaste. 9

Il pourra être dérogé par des autorisations aux heures de fermeture fixées à l'article 49 de la loi. 10

Art. 29. — L'autorisation est accordée gratuitement pour les œuvres de bienfaisance et d'intérêt public, et contre paiement d'une finance de 5 à 30 francs pour les sociétés. 11

Les prix offerts seront en rapport avec le gain que les organisateurs veulent réaliser. 12

Les taxes générales sur les jeux et spectacles prévues par les règlements communaux sont réservées. 13

- 14 *Art. 30. — En règle générale, il ne pourra être accordé, par an, plus d'une autorisation au même demandeur.*
- 15 *Est réservé au Conseil d'Etat le droit d'intervenir lorsque des autorisations abusives pour l'ensemble d'une commune lui seront signalées.*
- 16 *Art. 31. — Le refus par une administration communale d'autoriser un loto est susceptible d'un recours en la forme écrite au préfet du district. Ce refus sera toujours donné par écrit 5 jours au moins avant celui fixé pour le loto.*

Art. 49, 79.

1) L'interdiction d'installer dans les auberges des automates basés sur le jeu du hasard («Electra», «Automates-cibles», etc.) et incitant à la consommation immodérée de l'alcool, par le fait que le gain n'est pas versé en espèces mais en nature, ne sort pas du cadre des mesures de police des auberges que les cantons ont le droit de prendre à teneur de l'article 31, litt. c) de la Constitution fédérale.

CF. 13 juin 1907, F. f. 1907/IV, 967 ; 1910/V, 172 et 221.

Cf. Art. 52, al. 3, de la loi cantonale du 13 novembre 1923 concernant l'exercice du commerce et de l'industrie.

Cf. également arrêté du CE. du 4 mai 1928 relatif aux distributeurs automatiques.

Art. 44.

Tout ce qui est de nature à troubler notablement le repos public ou l'exercice du culte est interdit.

Art. 25, 42, 62, al. 21, 79, 80.

Art. 45.

Lorsque le tenancier n'est pas en mesure de maintenir l'ordre et le calme dans son établissement, il

doit en informer immédiatement la police, spécialement lorsqu'il y survient une dispute grave ou une rixe.

Art. 42, 46, 79, 80.

Art. 46.

En cas de désordre dans un établissement public, la police peut faire évacuer immédiatement les locaux où le désordre s'est produit et même ordonner la fermeture momentanée de l'établissement. 1

Dans des circonstances exceptionnelles, lorsque l'ordre public est ou risque d'être gravement compromis, ou en cas de désastre public, le Conseil communal peut, avec l'approbation du préfet du district, ordonner la fermeture temporaire d'une partie ou de tous les établissements de la commune. 2

En cas d'urgence, le Conseil communal peut ordonner les mesures prévues à l'alinéa précédent. 3

Le recours au Conseil d'Etat est réservé. 4

Art. 44, 45, 79.

1) L'interdiction de débiter des boissons alcooliques pendant la grève générale n'est pas contraire à l'article 31 de la Constitution fédérale.

TF. 15 nov. 1919. Weber c. Bâle ; dans le même sens, Wirteverein Berne c. Berne, 17 déc. 1920 ; autorisation aux Communes contaminées par la fièvre aphteuse de fermer momentanément les auberges. 1920/I, 491.

Art. 47.

Il est interdit à tous débitants de boissons alcooliques d'en délivrer :

- a) **aux personnes auxquelles la fréquentation des débits de boissons est défendue ;**

- b) à celles qui sont interdites dans le sens des articles 369 et 370 du Code civil suisse, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées de personnes chargées de leur surveillance ;
- c) à ceux qui sont à la charge de l'assistance publique ;
- d) aux ivrognes notoires ainsi qu'aux personnes en état d'ivresse.

Art. 48, 60, 61, al. 11, 70, 79, 80, 81.

Art. 48.

1 La fréquentation des débits de boissons est interdite :

- a) aux personnes qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans révolus, à moins qu'elles ne soient accompagnées de leurs parents ;
- b) à tous les élèves fréquentant les cours complémentaires et les cours préparatoires au recrutement, pendant la durée de ces cours.

2 L'infraction à ces dispositions peut faire l'objet d'une contravention contre le tenancier de l'établissement.

3 *Art. 32. — Les membres des administrations communales, les autorités tutélaires, scolaires, de bienfaisance, le personnel enseignant et tout intéressé ont l'obligation de signaler à la police des contraventions commises par les débitants de boissons et les personnes désignées à l'article 47, litt. a, b et c, et à l'article 48 de la loi, lorsque ces contraventions auront été constatées par eux.*

4 *Art. 33. — Les amendes pour infraction aux articles 47 et 48 de la loi seront appliquées tout à la fois aux tenanciers et à leurs clients en défaut, soit à leurs représentants légaux.*

*Art. 34. — Les contraventions à l'article 48 seront 5
communiquées d'office par l'agent qui les aura consta-
tées, aux autorités scolaires respectives.*

Art. 47, 56, 62. al. 11, 70, 79, 80, 81.

Art. 49.

**Les établissements dont l'exploitation est concédée 1
par l'autorité communale (art. 15) doivent être fer-
més et la vente des boissons y est interdite :**

- a) **de 11 heures du soir à 6 heures du matin, du
1er mars au 1er novembre, de 11 heures du
soir à 8 heures du matin, du 1er novembre au
1er mars ;**
- b) **durant les offices paroissiaux du matin, les di-
manches et les jours de fête assimilés au di-
manche.**

**Les buffets de gare, situés sur les quais des gares 2
et propriété des compagnies de chemin de fer, peu-
vent, s'ils en justifient la nécessité par l'heure du dé-
part ou de l'arrivée des trains, déroger aux prescrip-
tions ci-dessus. L'étendue et les conditions de cette
dérogation seront déterminées par le règlement.**

*Art. 35. — Il est interdit aux tenanciers des débits 3
de boissons de débiter des boissons ailleurs que dans
les locaux publics désignés dans la demande de conces-
sion. Art. 7.*

*Art. 36. — Les boissons distillées ne peuvent être ser- 4
vies avant 8 heures du matin.*

*Il n'est pas permis de débiter ces boissons qu'en 5
petit verre d'une contenance maximale de 25 cm³.*

*Art. 37. — Dès que des faits sérieux et précis per- 6
mettent de supposer que les tenanciers d'établissements
soumis à la loi utilisent des locaux privés, en violation*

Art. 49

de l'article 35 et des autres dispositions de la loi ou du règlement, la police aura le droit d'inspecter ces locaux.

- 7 *Art. 38. — Dix minutes avant l'heure de police, le tenancier est tenu de prévenir ses clients et de les inviter à se retirer. A l'heure prescrite, tous les locaux de débit seront évacués par les consommateurs et fermés.*
- 8 *Les clients qui refusent de se retirer sont en contravention. Il en sera de même du tenancier, à moins qu'il ne fasse constater par la police que le défaut de fermeture est attribuable uniquement à l'attitude des clients, et qu'il a pris toutes les mesures pour faire procéder à l'évacuation.*
- 9 *Art. 39. — Les heures d'ouverture et de fermeture des buffets de gare, appartenant aux administrations de chemin de fer et exploités comme tels, au sens de la loi et des règlements sur la matière, sont fixées par l'administration du chemin de fer elle-même. Cette décision sera portée à la connaissance de l'autorité communale.*
- 10 *Art. 40. — Si des personnes autres que des voyageurs et des employés de chemin de fer fréquentent un buffet de gare en dehors des heures légales d'ouverture (article 49 de la loi), il sera dressé contravention contre elles et le tenancier, à moins que ce dernier ne fasse constater par la police qu'il n'y a aucune faute de sa part et qu'il a été impuissant à éconduire les contrevenants.*
- 11 *Art. 42. — Pendant le temps où un établissement public doit être fermé, nul ne peut s'y introduire et y être toléré. Le tenancier ne peut se décharger en alléguant l'opposition des personnes intéressées.*

Art. 41, 42, 55, 79, 80, 81.

Art. 49

1) La prescription d'après laquelle les auberges doivent se fermer à 11 heures du soir est une mesure justifiée dans l'intérêt de l'ordre et qui ne porte pas atteinte à l'article 31 de la Constitution fédérale.

Il en est de même de l'obligation de fermer les auberges pendant le service paroissial du matin et de l'après-midi.

Salis, Nos 983 et 984.

2) Les dispositions d'une loi cantonale ne sont pas applicables aux «Buffets de gare» en tant que ceux-ci constituent un élément nécessaire à l'exploitation du chemin de fer. Tous les buffets de gare ne se trouvent pas dans ce cas. La décision sur cette question appartient au CF.

La différence que fait une loi cantonale entre les voyageurs et les étrangers d'une part et les gens du pays de l'autre est amplement motivée par la dissemblance de la situation de fait.

CF. 14 mars 1899, Imfeld Michel c. une ordonnance du canton d'Obwald disant : «Pendant le service paroissial du matin et de l'après-midi, il est interdit de servir des boissons alcooliques dans les auberges à d'autres qu'aux voyageurs et aux étrangers en séjour.» F. f. 1900/II, 31 ; fermeture du Buffet de Gare de Berne, F. f. 1903/II, 547.

V. en outre : CF. 27 déc. 1907, Fuchsmann c. Zurich (ouverture d'un magasin les jours de repos public). F. f. 1908/I, 277 ; 2 déc. 1910, C. F. F. c. Bâle-Ville (salon de coiffeur) F. f. 1911/I, 165 ; 16 oct. 1917, Schmidt c. Frauenfeld (librairie de gare) F. f. 1917/IV, 383 et s. ; 14 sept. 1920, Zambra et consorts c. Hochdorf (interdiction de vente dans les kiosques) F. f. 1920.

Fleiner : Schweiz. Bundesstaatsrecht, pages 53 et 475.

Salis : Nos 942 et 943.

Waldkirch, diss. Zurich 1927, page 103 estime que la décision précitée du 14 mars 1899 du CF. est erronée.

3) Annotation à l'art. 1er, No 7.

Art. 50.

- 1 Les Conseils communaux peuvent, par décision rendue publique, reculer l'heure d'ouverture et avancer l'heure de fermeture fixées à l'article précédent.
- 2 L'heure de fermeture ne peut être reculée qu'à certains jours déterminés ou pour des circonstances spéciales que le règlement précisera.

3 *Art. 41. — Les Conseils communaux peuvent, par décision rendue publique, reculer l'heure de fermeture des établissements : la veille de Noël, le 31 décembre, le jour de l'an, le Jeudi gras et le 1er Août, le dimanche de Carnaval, le Mardi gras, ainsi qu'à l'occasion d'une manifestation extraordinaire quelconque.*

4 *En cas de sinistre, le président de la commune pourra autoriser tout ou partie des établissements d'une localité à rester ouverts toute la nuit, si cette mesure se justifie par les besoins du service de secours.*

5 *Art. 44. — Le Conseil d'Etat invitera les communes partout où les événements le justifient à s'entendre entr'elles pour arrêter des dispositions uniformes concernant la police des auberges.*

Art. 43, al. 10, 59, al. 4, 62, al. 10, 79.

Art. 51.

Les établissements publics au bénéfice d'une concession accordée par l'autorité communale sont tenus de recevoir le «Bulletin officiel» du canton.

Art. 8, 13, 22, 26, 30, al. 2, 80.

Les dispositions d'une loi qui ordonnent aux aubergistes de tenir des livres de contrôle et des registres des personnes logées et de recevoir la feuille officielle du canton, sont parfaitement admissibles en droit fédéral.

CF. 10 nov. 1905, F. f. 1906/I, 328 et s.

Art. 52.

**Les hôteliers et maîtres de pensions d'étrangers et 1
les aubergistes doivent tenir un registre nominatif
dans lequel sont inscrits, jour par jour, les noms, pré-
noms, profession et domicile de tous les voyageurs
ou pensionnaires qu'ils logent.**

**En tout temps, la police cantonale ou locale a le 2
droit d'inspecter ce registre et d'en demander des
extraits.**

**Les autorités cantonales et communales peuvent 3
exiger qu'une liste des étrangers logés la nuit précé-
dente soit remise chaque matin à la police. Cette dis-
position s'applique aussi aux pensions alimentaires
qui fournissent le logement, ainsi qu'aux personnes
qui, d'une manière générale, continue et régulière,
louent des chambres à des étrangers (logeurs).**

Art. 41.

V. annotation à l'article précédent.

Art. 53.

**Les hôteliers et les aubergistes ne peuvent se re-
fuser, sans motifs plausibles, à loger et à servir des
personnes en voyage.**

Art. 47.

Art. 54.

**Les contestations entre voyageurs en passage et te-
nanciers d'hôtels, relatives aux notes d'hôtel, sont
déférées au juge de la commune, lequel statue défini-
tivement, sans forme de procès, les parties entendues.**

Art. 55.

**Dans les pensions alimentaires ouvertes au public,
il ne peut être servi des boissons alcooliques que du-
rant les repas.**

Art. 49, 80.

Art. 56.

- 1 Les jeunes filles âgées de moins de 18 ans et les jeunes gens âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés au service des clients dans les locaux et emplacements utilisés comme débits de boissons.
- 2 Cette disposition ne s'applique pas aux membres de la famille.

Art. 48, 80.

Art. 57.

Il est interdit au personnel de service occupé au débit de boissons alcooliques de boire avec les clients.

Art. 80

Art. 58.

- 1 Les employés ne doivent pas être surmenés et leur nourriture doit être suffisante et saine.
- 2 Les dispositions de l'article 339 C. O., spécialement en ce qui concerne le coucher, leur sont applicables.

Art. 59.

Art. 59.

Il doit être accordé à chaque employé :

- 1
 - a) un repos ininterrompu de huit heures au moins par vingt-quatre heures ;
 - b) les dimanches et jours de fête, un temps libre suffisant pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux dans la localité ;
 - c) chaque semaine, un congé ininterrompu de 4 heures au moins le même jour, entre huit heures du matin et huit heures du soir ;
 - d) par mois, un jour de congé, de 8 heures du matin à 8 heures du soir.
- 2 Ces prescriptions ne peuvent être supprimées ni limitées par convention.

Il peut être dérogé toutefois à ces prescriptions 3
dans des circonstances ou des situations spéciales qui
seront déterminées par le règlement.

Art. 43. — Le repos prévu à l'article 59, litt. a, peut 4
être réduit à six heures :

- a) *les jours où le Conseil communal a reculé la fer-*
meture selon l'article 41 du règlement et les jours
de danse autorisée au-delà des heures de police ;
- b) *pendant la haute saison dans les hôtels et pen-*
sions des stations d'étrangers.

Les employés pourront recourir à l'autorité qui a 5
délivré la concession contre tout abus du patron dans
ce domaine.

Le recours au Conseil d'Etat est réservé. 6

Art. 6, 15, 50, 58.

Art. 60.

Les individus qui, par leur état d'ébriété, sont un 1
sujet de scandale, peuvent être mis aux arrêts pen-
dant la durée de leur ivresse. Ils seront punis d'une
amende.

S'ils récidivent dans le délai d'une année, dès le 2
prononcé de l'amende, l'interdiction temporaire de
la fréquentation des débits de boissons peut être
jointe à l'amende.

Art. 47, 61, 80.

Art. 61.

Les Conseils communaux peuvent interdire pour 1
une certaine période ou définitivement la fréquenta-
tion des débits de boissons alcooliques :

- a) **aux personnes d'une inconduite notoire ;**
- b) **à celles qui, par leur intempérance et leur fai-**
néantise, compromettent les moyens d'existence
de leur famille ;

- c) à celles qui se trouvent assistées par leurs parents ou par la commune en exécution de la loi sur l'assistance.
- 2 Les noms de ces personnes ainsi que de celles frappées de la mesure prévue à l'article précédent, al. 2, doivent être communiqués aux tenanciers des établissements intéressés sis dans la commune.
- 3 Dans les cas des litt. a) et b), l'affichage des noms de ces personnes dans les établissements publics peut, en outre, être ordonné.
- 4 A la requête du Conseil communal qui a prononcé l'interdiction, et, si les circonstances le justifient, le Conseil d'Etat peut étendre cette interdiction à d'autres communes et districts et même à tout le canton.
- Art. 47, 80.

Art. 62.

- 1 La danse publique est interdite sans une autorisation du président de la commune.
- 2 Les conditions de cette autorisation et les prescriptions relatives à la danse en général seront déterminées dans le règlement.
- 3 Il sera prévu un recours au préfet de district contre les décisions de l'autorité communale en cette matière.
- 4 *Art. 45. — On distingue la danse privée et la danse publique.*
- 5 *Art. 46. — Est réputée danse privée celle organisée par le chef de famille à son domicile ou en dehors à l'occasion d'une fête familiale pour les membres de sa parenté et de ses connaissances. Art. 43, al. 7.*
- 6 *Il en est de même de la danse organisée par des pensionnaires ou clients en séjour dans les hôtels de saison.*
- 7 *La danse privée est libre. Toutefois, en cas d'abus, l'autorité communale pourra intervenir pour la faire*

cesser, sous la sanction de l'article 80, al. 1, de la loi et sans préjudice de l'article 684 C. c. s.

Art. 47. — Sont considérées comme danses publiques : 8

- a) toute danse qui a lieu dans un des établissements soumis à une concession du Conseil d'Etat ou du Conseil communal ;
- b) tout divertissement dansant ayant lieu en plein air ou dans des édifices privés et auquel le public en général est admis ;
- c) les cours de danse publics.

Art. 48. — La danse publique est interdite sans une autorisation du président de la commune qui en fixe la durée. 9

Il pourra être dérogé par cette autorisation aux heures de fermeture prévues par la loi, mais non à celles fixées par les conseils communaux en vertu de l'article 41 du présent règlement. Art. 50. 10

Art. 49. — La fréquentation des danses publiques est interdite à toutes les personnes désignées aux articles 47 et 48 de la loi, à quelque titre qu'elles y figurent (spectateurs, danseurs, etc.). 11

Art. 50. — L'autorisation de danser doit être demandée verbalement ou par écrit, au moins trois jours à l'avance, s'il s'agit d'un bal organisé par une société pour plus d'une journée. 12

Elle doit être donnée par écrit afin que son porteur puisse la produire à la réquisition de la police. 13

Art. 51. — Les permis de danse seront délivrés contre paiement, à la caisse communale, d'une finance de fr. 5.— à 30.— et de fr. 50.— à 100.—, pour fêtes costumées, bals masqués et autres manifestations analogues qui exigent un contrôle plus étendu. 14

- 15 *Il ne sera perçu qu'une finance unique ne dépassant pas fr. 20.— pour les cours de danse.*
- 16 *Art. 52. — S'il le juge opportun, le président pourra faire surveiller la danse par la police locale aux frais des danseurs.*
- 17 *Il devra, en tous cas, la faire cesser pour des motifs d'ordre et de moralité publique.*
- 18 *Art. 53. — Le refus de l'autorisation de danser doit être donné par écrit et avec les motifs à l'appui au demandeur.*
- 19 *Toute décision du président de la commune en cette matière est susceptible d'un recours au préfet du district.*
- 20 *Ce recours n'est soumis à aucune forme spéciale.*
- 21 *Art. 54. — La danse ne peut être autorisée :*
a) *plus d'une fois pendant le temps de Carême ;*
b) *les dimanches et jours de fête assimilés au dimanche, depuis 4 heures du matin à midi ;*
c) *à proximité immédiate des églises et des maisons d'école pendant les exercices du culte ou les heures des cours.*
- 22 *Le Conseil communal peut apporter d'autres restrictions à l'exercice de la danse.*
- 23 *Est réservé pour le Conseil d'Etat le droit d'intervenir quand des autorisations abusives pour l'ensemble d'une commune lui auront été signalées.*
- 24 *Art. 55. — L'autorisation de danser peut être refusée aux établissements qui n'offrent pas des conditions d'hygiène suffisante ou dont le tenancier s'est rendu coupable, dans l'année qui précède, de contraventions à la loi et au règlement.*
- 25 *Art. 56. Toute contravention au sujet de la danse soumise à une autorisation atteint les organisateurs, le tenancier et les danseurs.*

*Toutes ces personnes sont solidaires pour qu'il ne 26
soit rien toléré de contraire aux bonnes mœurs.*

*Les contraventions aux prescriptions sur la danse 27
privée seront dressées contre le chef de famille ou le
tenancier de l'établissement.*

Art. 80, 81.

VI. Commerce en détail des boissons alcooliques.

Patentes.¹⁾

Art. 63.

Le commerce en détail des boissons alcooliques comprend la vente des boissons fermentées (vin, bière, cidre, etc...) en quantité inférieure à 2 litres et des boissons distillées (y compris les vins-liqueurs et les liqueurs spiritueuses) en quantité inférieure à 40 litres.

Art. 1er, 2, 64, 66, 69, al. 3, 71, 79.

V. annotations à l'art. 69 et 73 ci-après.

Art. 64.

**La vente en gros, c'est-à-dire en quantité respec- 1
tive de 2 litres et 40 litres au minimum, est libre.**

Sont libres, en outre :

- a) la vente à l'emporter des boissons obtenues par la fermentation d'un produit provenant des récoltes du vendeur ;
- b) la vente par quantité de 5 litres au moins, de spiritueux non soumis au monopole fédéral (produits distillés du vin, des marcs, des fruits à noyaux ou à pépins et de leurs déchets et

2

1) Cf. au sujet de ce chapitre la loi fédérale sur l'alcool, appendice No III.

d'autres matières analogues), quand cette vente est faite sur le produit de sa distillation, par un agriculteur qui ne distille que sa propre récolte et ne produit pas plus de 40 litres dans une année (loi fédérale du 29 juin 1900 et article 32 bis de la Constitution fédérale) ;

c) la vente, faite par les pharmaciens, de spiritueux en petite quantité à titre de médicament.

Art. 1er, al. 5.

1) Les quantités de 2, respectivement de 40 litres indiquées par les articles précédents sont fixées par la Constitution fédérale, article 32 bis, al. 2, et l'article 17 de la loi fédérale sur l'alcool du 29 juin 1900.

2) Il est indifférent que les deux litres qui forment la limite entre le commerce de gros et le commerce de détail, dans le sens de l'article 32 bis de la Constitution fédérale, soient livrés dans un ou plusieurs récipients. Le fait «que l'acheteur ait ensuite partagé la bière avec trois autres personnes ne change rien à la situation pas plus que le fait qu'il aurait été chargé par ces trois autres personnes à faire l'achat».

F. f. 1908/V, 827 et s.

3) L'autorité fédérale, consultée par le canton de Vaud, en 1927, sur la question de savoir si la vente de boissons différentes atteignant au total la quantité de 2 litres (p. ex. 1 litre de vin rouge et 1 litre de vin blanc) est autorisée, a donné un avis plutôt négatif.

Art. 65.

1 Le colportage de toutes boissons spiritueuses est interdit.

2 Il en est de même du débit et du commerce en détail de ces boissons dans les distilleries et dans les

magasins ou autres lieux de vente où ce commerce n'est pas autorisé.

Art. 68.

1) Cette disposition est la reproduction partielle de l'article 16 de la loi fédérale sur l'alcool du 29 juin 1900.

2) Le fait qu'un café se trouve par une porte qui reste ouverte en communication directe avec une épicerie est inadmissible.

CE. D. c. Brigue, 12 juin 1923.

Art. 66.

Sont soumises à des patentes spéciales à délivrer par le Département des Finances :

- a) **la vente à l'emporter des boissons alcooliques, c'est-à-dire des boissons fermentées et des boissons distillées ;**
- b) **la vente sur place des boissons distillées.**

Art. 1er, 2, al. 3, 63, 67, 69, 72, 79.

Art. 67.

Ces patentes sont au nombre de trois :

- a) **la patente pour la vente sur place des boissons distillées ;**
- b) **la patente pour la vente à l'emporter des boissons fermentées ;**
- c) **la patente pour la vente à l'emporter des boissons distillées.**

Art. 1er, 2, 3, 63, 69, 70, 71, 72, 79.

Art. 68.

Peuvent seuls obtenir la patente pour la vente sur place des boissons distillées :

- a) les établissements (hôtels, pensions, débits de vin, cercles, etc.), qui sont au bénéfice d'une concession de l'autorité communale ou cantonale compétente ;
 - b) les pâtisseries qui ne font pas le commerce de l'épicerie.
- 2 **La vente des boissons distillées pour la consommation sur place est interdite à tous les autres établissements ou commerçants.**
- 3 *Art. 36. — Les boissons distillées ne peuvent être servies avant 8 heures du matin.*
- 4 *Il n'est permis de débiter ces boissons qu'en petit verre d'une contenance maximale de 25 cm³.*
Art. 3, 49, 65, 69, 73.

Il a souvent été prétendu que l'article 36 ci-dessus du règlement d'exécution serait illégal, les restrictions qu'il renferme n'étant pas prévues par la loi.

C'est une erreur.

La vente sur place comme aussi la vente à l'emporté des boissons distillées ne peut être pratiquée que moyennant une patente à requérir annuellement du CE. (art. 74 de la loi). Or le CE. n'a point l'obligation de faire droit à toutes les demandes de patente (Cf. message du CE. page 35). Il peut, au contraire, les refuser toutes ou en partie en application des articles 3 et 73 de la loi « dans l'intérêt du bien-être public ou si elles ne répondent pas à un besoin ». Or, il paraît pour le moins naturel qu'une autorité qui a le droit de refuser une patente peut aussi l'accorder sous certaines conditions ou moyennant certaines restrictions. L'autorité fédérale a admis, il est vrai, dans sa jurisprudence, que les restrictions en matière de commerce en détail de boissons spiritueuses doivent être stipulées par voie législative. (V. annotation à l'art. 73).

Notre loi sur les auberges remplit parfaitement cette condition par les articles 3 et 73 précités. En réalité, le CE. pourrait donc, même en l'absence de l'article 36 du règlement, imposer aux bénéficiaires de patentes les restrictions dont il s'agit ou d'autres restrictions commandées par « l'intérêt du bien-être public. » L'article 36 en question donne simplement au CE. quelques directives dans l'application de la loi. Il ne renferme absolument rien d'illégal. Les dispositions ne sont pas non plus arbitraires, elles n'ont, du reste, jamais encouru ce reproche.

Emanant de notre autorité législative, l'article 36 du règlement serait très probablement valable même en l'absence des articles 3 et 73 de la loi dont il concrétise l'application.

Art. 69.

La patente pour la vente à l'emporter des boissons alcooliques ne peut être délivrée qu'aux établissements au bénéfice d'une concession (art. 68, litt. a) ainsi qu'à ceux où cette vente se trouve en connexité naturelle avec celle d'autres marchandises.

Sont considérés comme tels :

- a) les distilleries et les brasseries ;
- b) les commerces de vins et liqueurs.

Le commerçant qui n'a pas de domicile dans le canton est tenu de se procurer une patente pour pouvoir exercer le commerce en détail des boissons alcooliques.

Art. 2, 63 et s., 67, 70, 71, 79.

Article 17 de la L. F. sur l'alcool du 29 juin 1900, alinéa 2 :

« Le commerce en détail ne peut être exercé qu'avec l'autorisation des autorités cantonales et contre paiement d'un droit cantonal de vente correspondant à l'importance et à la valeur du trafic. »

Il est satisfait à cette disposition lorsque le commerçant est tenu de se pourvoir d'une patente au lieu de son établissement et est soumis à une taxe de patente.

A la différence des marchands ambulants les commerçants établis ne peuvent plus être soumis à des impôts industriels par tous les cantons auxquels s'étendent leurs relations d'affaires, mais seulement par le canton dans lequel se trouve le siège de leur entreprise et pour le montant total de leur chiffre d'affaires.

Le contraire serait une entrave inadmissible à la liberté de commerce et d'industrie.

Le commerce des spiritueux ne peut être soumis à d'autres restrictions qu'à celles prévues par la législation fédérale elle-même, restrictions découlant uniquement de l'article 31, litt. c) de la Constitution fédérale et de la LF. sur l'alcool de 1900.

Le commerce à distance ne tombe pas sous le coup de la clause permettant de restreindre la vente des spiritueux selon les besoins.

F. f. 1907/IV, 1058, Beretta à Locarno c. Grisons, rapport du CF. à l'AF. s. ce même cas. F. f. 1907/VI, 285. 1909/I, 661 CF. au canton d'Argovie F. f. 1910/I, 461 et décisions citées dans ce document, spécialement Muraour & Cie c. Valais, F. f. 1909/III, 333, 1911/III, 290/298.

Art. 70.

Les personnes au bénéfice d'une patente pour vente à l'emporter seulement doivent, sous leur responsabilité, veiller à ce que les boissons vendues le soient dans le local ouvert au public, qu'elles ne soient pas consommées sur place, ni dans un autre local dépendant de l'établissement où elles se vendent.

Art. 48, 69, 79, 80.

Les articles 47 et 48 sont applicables à la vente de boissons alcooliques à l'emporter. Par conséquent, il

est interdit aux personnes pratiquant ce genre de commerce de délivrer des boissons aux individus mentionnés aux dits articles. (V. message du CE., p. 37).

Art. 71.

La vente à l'emporter, des boissons distillées, 1
quelles qu'elles soient, ne peut avoir lieu que par fla-
cons ou litres cachetés ou fermés au prix minimum
de 1 franc le flacon. La limitation de prix ne s'ap-
plique pas aux vins-liqueurs (madère, malaga, etc.).

La vente de ces boissons, à l'emporter, à pot ren- 2
versé, est interdite.

Le règlement déterminera les cas dans lesquels 3
une dérogation à cette règle peut être admise.

Art. 57. — La vente à l'emporter, à pot renversé, 4
des boissons distillées est interdite.

Elle pourra exceptionnellement avoir lieu : 5

a) dans les localités éloignées où il n'y a pas de dé-
bit à l'emporter de boissons par des particuliers
remplissant les conditions prévues à l'article 67,
litt. b, à des cafetiers qui sont au bénéfice de la
patente pour vente de liqueurs sur place et qui
seraient momentanément dépourvus de liqueurs.

Cette exception n'est admise que pour autant
que le cafetier ne peut pas se procurer, dans la
localité, des boissons distillées par quantité de
5 litres au moins ;

b) dans les mêmes localités, par des particuliers à
d'autres particuliers, pour des besoins médicaux
urgents.

Art. 63, 69, 70, 79.

Art. 72.

La demande de patente est adressée au Départe- 1
ment des Finances, qui la transmet pour préavis à
l'autorité communale.

- 2 **La demande indique s'il s'agit d'un établissement concédé par le canton ou par la commune. Dans les cas, où il s'agit d'autres établissements, les dispositions de l'article 7, alinéas 2 et 3, sont applicables.**
- 3 **Les commerçants qui n'ont pas leur domicile dans le canton n'ont qu'à produire, à l'appui de leur demande, la patente qui leur a été délivrée par le canton de leur domicile.**
- 4 *Art. 58. — La demande de patente indique s'il s'agit ou non d'un établissement concédé par le canton ou par la commune.*
- 5 *S'ils s'agit d'autres établissements, les dispositions de l'article 6 ci-devant sont applicables.*
- 6 *Art. 59. — Le Département tient un registre des patentes qu'il délivre. Celles-ci sont rappelées, cas échéant, dans le registre des concessions.*

Art. 7, 63, 66, 67, 85, al. 2.

Art. 73.

- 1 **La délivrance de la patente pour la vente à l'emporter, peut être refusée ou subordonnée à certaines conditions, ainsi qu'à la clause du besoin.**
- 2 **Les articles 10 et 11 s'appliquent aux patentes comme aux concessions.**

Art. 3, 79.

1) La compétence des cantons de soumettre aux restrictions, exigées par le bien-être public, le commerce au détail des boissons spiritueuses, découle de l'article 31, litt. c, de la Constitution fédérale, lequel exige que ces restrictions soient statuées par voie législative.

F. féd. 1908/IV, 499 et s.

2) Voir annotation à l'article 69 ci-devant.

3) La délivrance d'une patente pour le commerce au détail de boissons spiritueuses peut être subordonnée à l'existence d'un besoin.

CF. Sté de consommation c. Berne, F. f. 1905/IV, 764 qui met sur ce point les patentes pour commerce en détail (à l'emporter) sur le même pied que les patentes ou concessions d'auberges.

4) Le besoin d'un débit de vin à l'emporter n'existe certainement pas dans une commune de 693 âmes de population, qui possède déjà 5 débits de boissons.

CE. M. c. Département des Finances, 8 juillet 1919.

Art. 74.

La patente est accordée par le Département des Finances pour le terme d'une année. Elle court du premier janvier au 31 décembre et peut être délivrée en tout temps sur la base du prix déterminé. Le prix sera de 10 à 200 fr. pour chacune des patentes prévues à l'article 67. 1

Les dispositions de l'article 20 sont applicables aux patentes temporaires délivrées dans les circonstances spéciales signalées. 2

Art. 1er, 2, 63, 73, 76.

Lorsque, d'après le droit cantonal, une patente est accordée pour le cours d'une année civile, le demandeur auquel une patente a été refusée a le droit de formuler une nouvelle demande pour l'année suivante.

F. f. 1904/I, 484.

Art. 75.

La patente n'est pas transmissible. Le transfert d'un débit de boissons distillées ou d'un commerce de vin à l'emporter dans un autre local doit être soumis à l'autorisation du Département des Finances. 1

En cas de décès ou de faillite du bénéficiaire de la patente, ses héritiers ou ses créanciers peuvent utiliser la patente, jusqu'à l'expiration de celle-ci s'ils 2

remplissent d'ailleurs les conditions exigées pour son obtention et si, lorsqu'il s'agit d'établissements publics, ils demeurent au bénéfice de la concession.

- 3 Les dispositions de l'article 34, al. 2, sont applicables aux héritiers mineurs ou interdits.

Art. 35, 36, 37.

Art. 76.

- 1 Le prix des patentes est arrêté chaque année par le Département des Finances.
- 2 Les communes peuvent adresser leur préavis au Département des Finances avant le premier mars de chaque année.

Art. 1er, 2, 63, 66, 67 et s.

Art. 77.

- 1 Le produit net des patentes délivrées aux établissements domiciliés dans le canton, revient par moitié à l'Etat et à la commune du domicile ; il revient entièrement à l'Etat pour les autres patentes.
- 2 La répartition s'en fait chaque année par le Département des Finances.

Art. 72, 74, 76.

Art. 78.

Les décisions du Département des Finances en matière de patente peuvent être l'objet d'un recours au Conseil d'Etat dans les quinze jours dès leur communication.

Art. 27, 28, 84.

Art. 79.

- 1 Les dispositions de police prévues aux articles 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47 et 48, s'appliquent aux locaux où se pratique la vente des boissons alcooliques à

l'emporter. Cette vente est toutefois interdite à partir de 9 heures du soir et les dimanches et fêtes avant midi.

Les Conseils communaux peuvent étendre cette interdiction à toute la journée du dimanche, en conformité de la loi sur le repos du dimanche. 2

Art. 49, 50, 69 et s. 80.

Une disposition de la loi bernoise, du 15 juillet 1894, interdisant à tous autres débits que les auberges, placées sous la surveillance de la police, de vendre à l'emporter des boissons alcooliques après 8 heures du soir ainsi que les dimanches et jours de fête, a été attaquée par un recours au CF., le 4 juin 1895, parce que contraire à la liberté de commerce et d'industrie.

Le recours a été écarté, la défense incriminée se justifiait, aux yeux de l'instance de recours, comme une mesure prise dans l'intérêt du bien-être public, du repos du dimanche et pour prévenir les orgies qui se produisent trop souvent le dimanche. Elle ne paraissait donc nullement être une mesure de police sans utilité et sans but, ni léser le principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

Salis, No 985.

VII. Pénalités et dispositions diverses.

Art. 80.

Les contraventions aux articles 44, 45, 47, 48, 49, 51, 55, 57, 60, 61, 70 et 79, sont punies d'une amende de 2 à 15 francs, à prononcer par le Tribunal de police au profit de la caisse communale. 1

Les contraventions aux autres articles de la loi sont punies d'une amende de 5 à 300 francs, à prononcer par le Département de Justice et Police au profit du 2

fisc. Le recours au Conseil d'Etat est réservé ; il doit être exercé dans les quinze jours dès la notification de la décision.

3 *Art. 63. — Le Conseil d'Etat, avec le concours des préfets et des administrations communales, surveille l'application et l'exécution des dispositions légales et réglementaires.*

4 *Si de besoin, et sous la sanction prévue à l'article 80, alinéa 2, de la loi, il met en demeure les communes de procéder aux mesures et aux décisions qu'elles tarderaient à prendre.*

Art. 81.

Ces amendes peuvent, selon les circonstances, être appliquées tout à la fois aux tenanciers des établissements et aux personnes en contravention avec les dispositions de la présente loi ou de ses règlements d'exécution.

Art. 47, 48, 49, 62, al. 23 et s.

Art. 82.

1 **Les créances ou crédits provenant de la vente en détail sur place ou à l'emporter de boissons alcooliques, ne peuvent être l'objet d'une action en justice.**

2 **Cette disposition ne s'applique ni aux notes dues par les pensionnaires ou voyageurs logés dans les hôtels, pensions ou auberges, ni au commerce en détail qui ne s'exerce pas sous les formes spéciales de vente sur place ou à l'emporter.**

Il appartient à la législation cantonale de restreindre ou même de supprimer le droit de poursuivre en justice le recouvrement de créances résultant de la vente au détail de boissons spiritueuses, y compris les dépenses d'auberge.

CO. Art. 186.

cf. art. 6, al. 2 C. c. s.

Art. 83.

Les conditions auxquelles les concessions et les pa- 1
tentes prévues par la présente loi peuvent être accor-
dées aux restaurants de bateaux et entreprises de
wagons-restaurants, et le mode de répartition de ces
patentes entre les différents cantons intéressés sont
déterminés par le Conseil d'Etat.

Les droits de concession et de patente à payer par 2
ces établissements et ces entreprises reviennent en-
tièrement à l'Etat.

Art. 60. — Le Conseil d'Etat déterminera par voie 3
de décision, les conditions auxquelles les concessions
et les patentes prévues par la loi peuvent être accor-
dées aux restaurants de bateaux et entreprises de wa-
gons-restaurants et le mode de répartition de ces pa-
tentes entre les différents cantons intéressés.

Art. 1er, 6, 77,

On ne peut contester aux cantons le droit de subor-
donner à une patente et au paiement d'une taxe l'ex-
ploitation de wagons-restaurants sur leur territoire.
Toutefois, les taxes doivent être calculées de telle
sorte que leur total ne dépasse pas le maximum prévu
par la législation des divers cantons intéressés.

F. f. 1899/I, 414 et décisions antérieures citées. V. aussi F. f.
1900/II, 33 et 1901/II, 30.

Décision identique pour l'exploitation de restau-
rants de bateaux par la compagnie de navigation sur
le lac des Quatre-Cantons.

F. f. 1887/I, 192.

Art. 84.

Les contestations relatives à l'application de la 1
présente loi et de ses dispositions d'exécution sont
du ressort du Conseil d'Etat.

- 2 **Ces contestations doivent, sous peine de déchéance, être soumises au Conseil d'Etat dans les quinze jours dès le moment où les décisions qui en sont l'objet ont été rendues publiques ou communiquées aux intéressés.**

- 3 *Art. 64. — La procédure à suivre au sujet des contestations prévues à l'article 84 de la loi est celle prescrite pour le contentieux devant le Conseil d'Etat.*

Art. 28, 38, 87.

V. annotations aux art. 27, 28, 31 et 38.

Art. 85.

- 1 **Le Conseil d'Etat est chargé d'élaborer le règlement d'exécution nécessaire à l'application de la présente loi.**

- 2 *Art. 62. — Les registres et formulaires sont établis par le Département, qui les remet au prix de revient aux communes et aux autres intéressés.*

Art. 7, 9, al. 5, 16, al. 7, 72, al. 6.

VIII. Dispositions transitoires et finales.

Art. 86.

- 1 **Les concessions en force au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à produire leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel elles ont été accordées, sauf en cas de décès, de faillite ou de renonciation du bénéficiaire.** Art. 34, 36, 37.
- 2 **Toutefois les concessions accordées sous l'empire de la loi ancienne qui, à teneur de la loi nouvelle, sont de la compétence de l'autorité communale, expirent de plein droit cinq ans après la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, et celles qui sont du ressort du Conseil d'Etat, dix ans après la même date.**

Art. 6, 15, 18.

Les communes peuvent renouveler les concessions 3
conformément aux dispositions du chapitre IV, pour
autant qu'elles répondent aux exigences de la pré-
sente loi. Art. 29 et s.

Ces dispositions sont immédiatement applicables 4
à toutes les concessions existantes.

Art. 65. — Les concessions accordées sous l'empire 5
de la loi ancienne, et qui, à teneur de la loi nouvelle,
sont du ressort du Conseil d'Etat, expirent de plein
droit le 31 décembre 1927. Art. 6.

Art. 66. — Les concessionnaires actuels dont les 6
bâtiments ou les locaux ne répondent pas aux exigences
de la loi et du règlement, demeurent au bénéfice de
leur concession aux termes de l'art. 86 de la loi.

Lors d'un renouvellement, il leur sera imposé l'obli- 7
gation de se conformer préalablement aux prescrip-
tions légales. Art. 37 c.

Art. 67. — Dans les communes où le nombre légal 8
des concessions est dépassé, les concessionnaires dont
les locaux ne répondent pas aux exigences légales, se-
ront mis en demeure, lors de la demande de renou-
vèlement, d'y apporter les modifications nécessaires
dans le délai d'une année. Si cette mise en demeure
reste sans effet, le droit de concession sera retiré.

Art. 37 c.

Dans ces mêmes communes, les concessions ne pour- 9
ront être renouvelées à des tiers par la vente de l'im-
meuble, la renonciation, le décès du titulaire, réserves
faites de l'article 16, al. 3, et article 87, al. 2, de la loi.

Art. 4, 16, 36.

La disposition de l'article 67 du règlement d'exé-
cution interprète dans un sens nettement restrictif
les articles 86 et 87 de la loi. En effet, l'alinéa 2 de
cet article 67 renferme une cause d'extinction qui ne

figure pas dans la loi : «la vente de l'immeuble». Il semble donc aller trop loin.

cf. annotation No 8 à l'art. 16.

Art. 87.

- 1 **Dans les communes où, lors de l'entrée en vigueur de la loi, le nombre des débits de boissons alcooliques sera supérieur au maximum fixé par l'article 16, il sera procédé à la suppression des établissements sur-numéraires par voie d'extinction, à teneur des articles 10, 11, 36, 37 et 38.**
- 2 **Les autorités communales sont cependant autorisées à ne pas appliquer l'alinéa précédent, lorsque l'extinction de la concession atteindrait dans les agglomérations importantes des établissements qui, par leur situation et leur installation, répondent mieux que d'autres aux exigences du public.**
- 3 **Les décisions des autorités communales relatives aux dispositions transitoires, peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat dans la forme prévue à l'article 28.**

1) Le renouvellement d'une vieille concession d'auberge peut parfaitement être accordé s'il n'y a pas de motifs légaux d'extinction, même si dans la commune en question le nombre des auberges excède les limites fixées par l'article 16 de la loi.

CE. C. c. Ernen, 24 mars 1925.

TF. P. c. Collonges et Etat du Valais, 27 oct. 1923.

2) L'article 87, al. 1er, ne s'applique pas au transfert d'une concession encore en force.

CE. W. c. Sion, 20 février 1925, décision confirmée par le TF., le 30 mai 1925.

3) Il n'y a pas violation de l'égalité des citoyens devant la loi dans le fait que la question du besoin est résolue différemment pour diverses parties d'une

ville, d'un district ou d'un canton, pourvu que les solutions différentes aient leur raison d'être dans des circonstances de fait différentes : Circulation plus active, industrie plus considérable, affluence des étrangers, importance de la localité comme chef-lieu, centre commercial, etc. Il appartient aux gouvernements cantonaux de peser tous ces facteurs.

F. f. 1900/II, 24 et décisions citées ; 1905/I, 505 ; 1908/II, 212 ; 1909/IV, 682, décision confirmée par AF.

4) D'un rapport du Département fédéral de Justice et Police, publié selon décision du CF. du 23 janvier 1891 :

F. féd. 1891/I, 141/152.

«... L'historique des dispositions de l'article 31, lettre c), de la Constitution fédérale nous enseigne ce qui suit :

Le législateur a admis, en théorie, la possibilité d'un recours aux autorités fédérales et cela à un double point de vue : 1. à cause du caractère purement arbitraire de la mesure attaquée et 2. pour les considérations touchant le bien-être public.

Quelle est maintenant la portée pratique de ce droit de recours affirmé en théorie par les auteurs de l'article 31 ?

Le Conseil fédéral a le droit d'examiner si la mesure incriminée peut être qualifiée de restriction introduite «par voie législative». Cela signifie, pour le moins qu'une concession ne peut être refusée qu'en vertu d'une disposition de la loi cantonale. Les cantons qui entendent user des pouvoirs plus larges que leur confère l'article 31 révisé sont tenus, au préalable, d'édicter une loi dans ce sens sans quoi le métier d'aubergiste demeure libre comme par le passé.

Mais de quelle manière cette loi doit-elle être conçue ? La constitution exige-t-elle une loi établissant des normes précises, ou se contenterait-elle d'un sim-

ple blanc-seing donné sous forme de loi, aux autorités cantonales et leur permettant d'octroyer ou de refuser les concessions suivant leur libre appréciation ? En interprétant l'article à la lettre on pencherait plutôt pour la seconde alternative ; mais, si l'on veut bien se rappeler que, dans la pensée de l'auteur du nouvel article 31 (M. le conseiller fédéral Deucher), le terme de « loi » était l'équivalent de « mesure d'une portée générale » et que la clause en question devait avoir pour but d'exclure les mesures purement arbitraires, on est forcé de convenir qu'une loi sanctionnant simplement le bon plaisir administratif ne constitue, en aucune façon, la garantie que l'on a voulu fournir aux citoyens contre l'arbitraire gouvernemental.

Nous n'entendons certes pas que la loi soit conçue comme une camisole de force, ne laissant aucune liberté d'allure et d'appréciation aux autorités chargées de l'appliquer ; mais nous demandons que, d'une manière ou d'une autre, elle garantisse le maintien du principe de l'égalité et mette les citoyens à l'abri de mesures purement arbitraires, qui ménagent les uns et frappent les autres sans critère précis...

Le Conseil fédéral cite ensuite l'exemple de la loi fribourgeoise, en vigueur depuis le 1er janvier 1889, qui charge simplement le gouvernement « de réduire autant que possible les auberges », et il ajoute : « Est-ce là ce qu'a entendu sanctionner l'article 31 révisé ? Nous ne le croyons pas. Une pareille loi qui proclame simplement la liberté absolue de l'administration n'offre pas assez de garanties aux citoyens pour que l'autorité fédérale puisse se désintéresser de son application ».

.
Ainsi, pour supposer un autre cas, nous admettons bien qu'une loi, tout en laissant subsister les concessions antérieures, stipule qu'il ne sera pas accordé

de nouvelle concession là où il n'existe aucun besoin d'augmenter le nombre d'auberges. Une disposition de ce genre est admissible parce qu'elle frappe tous les citoyens indistinctement. Mais si, dans la pratique, elle venait à être appliquée en ce sens qu'on refuserait à tel citoyen, sous prétexte d'absence de besoin, la concession qu'il requiert, pour accorder ensuite, peu de temps après dans la même localité, à un autre citoyen, ce qu'on vient de refuser au premier, l'application de la loi deviendrait telle qu'elle cesserait d'avoir le caractère de mesure générale que vise la constitution et qu'elle servirait de manteau pour cacher l'arbitraire le plus pur. La Constitution fédérale n'a certes pas entendu désarmer le pouvoir fédéral vis-à-vis de pareils abus ; les auteurs de la loi ont proclamé hautement le contraire . . . »

5) Cf. annotations aux articles 3 et 16 ci-devant.

Art. 88.

**La loi du 24 novembre 1886 sur les hôtels, hôtels-
pensions, auberges, restaurants, débits de boissons et
sur la danse, l'arrêté du 19 août 1890, concernant le
débit et la vente en détail, à pot renversé, des boissons
spiritueuses distillées, l'article 11 de la loi des finan-
ces du 10 novembre 1903, ainsi que l'article 36 de la
loi sur l'assistance du 3 décembre 1898, sont abrogés.**

**La disposition de l'article 27 de la loi des Finances
n'est pas applicable aux patentes prévues par la pré-
sente loi.**

**Donné en Grand Conseil à Sion, le 24 novembre
1916.**

Le Président du Grand Conseil :

L. REY.

Les Secrétaires :

Cyr. JORIS. — Ant. SALZMANN.

INDEX ALPHABETIQUE



A.

Actes immoraux dans un café, etc., responsabilité du tenancier, art. 42.

Affichage de la loi dans les cafés, etc., art. 1er, al. 11.
— du nom des personnes interdites, 61, al. 3.

Agriculteur, droit de vendre sa récolte, art. 64, litt. b.

Auberges, concessions, etc., art. 1er, 3, 68, v. «Concessions».

Aubergiste, son obligation de servir, art. 53, v. «Tenanciers».

Autorisation pour exploitation d'hôtels, cafés, etc., art. 1er, al. 1 et 4.

— de danse, art. 62.

— de lotos, art. 43.

B.

Bâtiments et locaux, porteurs de la concession, art. 4.

— porteurs de la patente, art. 75.

— exigences légales, art. 10 c, 25, 37, 86, al. 6.

— leur situation, art. 7, al. 3 et 5, 10, 11, 25, 37 c.

— leur entretien, art. 32, al. 5.

— peuvent motiver refus de la concession ou de la patente, art. 11 c.

— à construire, concession, art. 12, 24.

— doivent toujours être ouverts à la police, art. 41.

Bâtiments et locaux de vente à l'emporter, art. 79.

— transfert de commerce, art. 75.

— de bal, art. 62, al. 23.

Besoin, clause de... pour l'octroi d'une concession ou d'une patente, art. 3, 73.

Boissons alcooliques, commerce en détail, art. 1er, 2, 63, 64, 65, 66, 69, al. 3, 79, 82.

— défense d'en servir, art. 47, 55. V. «Vente».

Boissons distillées, restriction de la vente, art. 49, al. 4 et 5, 71.

— vente libre, art. 64, litt. b et c.

— commerce soumis à une patente spéciale, art. 66, 69, al. 3.

— patente, art. 67, 68, v. «Vente».

Brasseries, peuvent obtenir patente pour vente à l'emporter, art. 69, al. 2, 70.

Buffets de gare, police, art. 49, al. 2, 9 et 10.

Bulletin officiel, obligatoire pour les établissements publics, art. 51.

C.

Cafés, concessions, art. 1er, 15, 68.

— sans alcool, art. 15, litt. c.

— chocolat, art. 15, litt. c.

— prix de la concession, art. 19.

— leur situation, art. 25. V. «Bâtiments et locaux».

Cantines militaires, police, art. 40.

Cercles privés, concession, art. 15.

— prix de la concession, art. 19.

— patente pour commerce de boissons distillées, art. 68, litt. a, 71.

Clients, droit de se faire servir, art. 53.

— fautifs, leurs responsabilités, art. 48, al. 4, 49, al. 8 et 10, 62, al. 24 et s., 81.

Colportage de boissons alcooliques, art. 65.

Commerce en détail de boissons alcooliques, v. «Boissons alcooliques».

Commerce de vins et liqueurs, peuvent obtenir patente pour vente à l'emporter, art. 69, 70, 72, al. 3.

Commune de domicile, ses droits, art. 77.

Concessions, obligation d'en avoir, art. 1er.

- personnes qualifiées pour en obtenir, art. 1er, al. 8 et suivants.
- acte de, art. 4, al. 1.
- accordées par le Conseil d'Etat, art. 2, 6, 14, 83.
- accordées par le Conseil communal, art. 2, al. 2, 14, 15, 25.
- leur durée, art. 6, 9, 18, 86, al. 2.
- leur entrée en force, art. 9, al. 4, 15, al. 7.
- sont personnelles, art. 4, 16, al. 5, 33, exception, 34.
- sont attachées à un immeuble déterminé, art. 4, 12, 24, 25, 32, 35.
- demandes de . . . , forme, etc., art. 7, 21.
- une seule est accordée à la même personne, art. 16, al. 5 exception, 14.
- temporaires, art. 20, 22.
- finance de . . . , art. 9, 19.
- accordées en dérogation à la loi, art. 16, al. 3, et 4, 17, 27.
- annulation des . . . , art. 9, al. 3, 27.
- doivent être rendues publiques, art. 13, 26, 31.
- doivent être refusées, art. 10, 24.
- peuvent être refusées, art. 3, 11, 24.
- leur extinction, motifs, art. 36, 38.
- leur retrait, art. 37, 38.
- leur renouvellement, art. 6, al. 2, 18, 29 et s., 86, al. 3 et s., 87.
- leur modification, art. 32.

- Concessions**, leur transfert, art. 31, al. 2, 3 et s., 35.
— suspension de l'exploitation d'une ..., conséquence, art. 35.
— en force lors de l'entrée en vigueur de la loi, art. 86.
- Condamnation pénale** du requérant ou bénéficiaire d'une concession, art. 11, 36.
- Congé** du personnel de service, art. 59.
- Contestations** entre voyageurs et hôteliers, art. 54.
— relatives à l'application de la loi, art. 84.
- Contraventions**, v. «Répression des ...».
- Cours de danse**, art. 62, al. 8 et 15.
- Culte**, exercice du ..., art. 44, 49.

D.

- Danse**, autorisation, police, etc., art. 62, v. aussi 80.
- Débts de boissons**, concession, art. 1er, 2, al. 2, 15 b, 18, 21, v. «Concessions».
- prix de la concession, art. 19.
- nombre maxima de ..., art. 16, 17, 87.
- leur situation, art. 25.
- heure de police, art. 49, 50.
- vente de boissons distillées, art. 68 a.
- vente à l'emporter, art. 69, 71.
- Décès** d'un concessionnaire, conséquence, art. 34, 86, al. 9.
- du porteur d'une patente, art. 75.
- Décisions** du Conseil communal, forme, art. 23.
- leur notification, art. 3, al. 2.
- peuvent faire l'objet d'un recours, art. 31.
- Délais** pour faire les observations au sujet d'une demande de concession, art. 8.
- pour acquitter la finance de concession, art. 9, al. 3.
- de l'entrée en force d'une concession, art. 15, al. 7.

Délais, de recours contre l'octroi et le refus d'une concession, art. 27, al. 2, 28, 31.

— de recours contre la décision du Conseil communal, art. 28, 31.

— de recours en cas de retrait et d'extinction d'une concession, art. 36, al. 4, 38, al. 2.

— de recours contre le Département des Finances en matière de patente, art. 78.

— de recours contre le Département de Justice et Police, art. 80.

— de recours contre le refus d'un loto, art. 43, al. 16.

— pour soumettre les contestations au Conseil d'Etat, **art. 84, 87, al. 3.**

— pour demander le renouvellement d'une concession, art. 29.

— pour achever la construction, bénéficiaire d'une concession, art. 12, al. 2.

— pour annoncer le transfert de la propriété de l'immeuble, art. 32, al. 2.

— le dépôt du rapport du Département des Finances sur la demande de concession, art. 8, al. 7.

— pour soumettre au Conseil d'Etat les règlements communaux, art. 16, al. 6.

Demandes de concession, forme, art. 7, 21.

— doivent faire l'objet d'une enquête, art. 8.

— en annulation d'une concession, art. 27, al. 3.

— de patente, art. 72.

Dépôt de garantie exigé du requérant d'une concession, art. 7, al. 4.

Désordre dans un établissement public, art. 45, 46.

Dimanches et jours de fête, fermeture des cafés, art. 49 b, 50.

— danse, art. 62, al. 21.

Distilleries, interdiction de pratiquer commerce en détail, art. 65.

— patente pour vente à l'emporter, art. 69, al. 2.

Domicile du requérant d'une concession et d'une patente, v. «Etablissements».

Droit de concession, v. «Finance».

Droits civiques du concessionnaire, art. 10, 37 c.

E.

Eau-de-vie, v. «Boissons distillées».

Enquête devant précéder l'examen des demandes de concession, art. 8, 15, al. 3 et 4, 22.

— en vue du renouvellement des concessions, art. 30.

— en cas d'extinction, art. 36, al. 4 et 5.

Enseigne, obligation d'en avoir, droit d'... etc., art. 5.

Entrée en force d'une concession, art. 9, al. 4, 15, al. 7.

Entrée en vigueur de la loi, art. 88.

— du règlement cantonal, art. 16 i-f.

Etablissement, droit d'... du requérant d'une concession, art. 11 b, 36 e.

d'une patente, art. 69, al. 3.

Etablissements publics, v. «Auberges, Cafés, Débits de boissons, Hôtels, Pensions, Restaurants, Sanatoria».

Etablissements avec concession double, art. 14.

Extinction des concessions, art. 36, 86, 87.

F.

Faillite d'un concessionnaire, art. 10 d, 37, al. 2.

— du porteur d'une patente, art. 75, al. 2.

Femme mariée, peut obtenir une concession d'hôtel, etc., art. 1, al. 9 et 10, v. aussi 36 d.

Fermeture journalière des débits de boissons, art. 49, 50.

— momentanée, art. 46.

Finance de concession, art. 1er, al. 2 et 3, 9, 15, al. 7, 19, 83.

— de patente, art. 1er, al. 2 et 3, 74, 76, 83.

— de transfert d'une concession, art. 33, al. 3 et 4.

— ou droit d'enseigne, art. 5, al. 3.

— de loto, art. 43, al. 11.

— de jeux et spectacles, art. 43, al. 13, bal, art. 62, al. 14.

H.

Héritiers, leurs droits sur les concessions, art. 34.

— leurs droits sur les patentes, art. 75, v. aussi art. 86, al. 8.

Heure de police légale, art. 49, 50, 79.

— obligation pour le tenancier de l'annoncer, art. 49, al. 7.

— pour la vente à l'emporter, art. 79.

Heures d'ouverture et de fermeture, art. 43, al. 10, 49, 79.

— des Buffets de gare, art. 49, al. 2 et 9.

— compétence des autorités communales, art. 50, 79.

Hôtels, concession d'..., art. 1er, 68.

— autorité compétente pour l'accorder, art. 6.

— durée de cette concession, art. 6, al. 2.

— droit de concession, art. 9, al. 6.

— leur commerce de boissons distillées, art. 68 a, 71.

— suspension de l'exploitation, conséquences art. 36, al. 2.

— vente à l'emporter de boissons alcooliques, art. 69, v. aussi « Concessions ».

Hôtels garnis, art. 6.

Hôtelier, son obligation de servir, art. 53.

J.

Jeunes gens, interdiction de fréquenter les débits de boissons, art. 48.

— interdiction de fréquenter les bals, art. 62, al. 11.

— défense de leur servir à boire, art. 47.

— défense de servir dans un débit de boissons, art. 56.

Jeux de hasard, défense, art. 43, 79.

Jeux et spectacles, taxes sur les ..., art. 43, al. 13.

Interdiction du concessionnaire, art. 10 d, 36 c, 39.

— du porteur d'une patente, art. 75.

— de délivrer des boissons alcooliques, art. 47, 79.

— de fréquenter les débits de boissons aux jeunes gens, art. 48, 79.

— à d'autres personnes, art. 47, 60, 61, 62, al. 11.

Ivresse, sa répression, art. 60.

Ivrognes, défense de leur servir à boire, art. 47 d.

L.

Locaux, exigence légale, art. 10, 25, v. aussi «Bâtiments et locaux».

Logeurs, sont soumis à une concession, art. 6, al. 3.

— leurs obligations, art. 52, al. 3.

Lotos, autorisation et conditions, art. 43.

M.

Magasins, interdiction de vente en détail de spiritueux, art. 65, v. aussi 68 b.

Médicaments, liberté de vente de spiritueux, art. 64 c, 71, al. 5.

Mœurs, art. 37 a, 42, al. 3, 61 a, 62, al. 25.

N.

Nombre des débits de boissons, art. 16 et s., 86, al. 8 et 9, 87.

Notification des décisions du Conseil d'Etat, art. 9, al. 2 et s.

O.

Obligation de dénoncer certaines contraventions, art. 48, al. 3.

— du tenancier d'annoncer l'heure de police, art. 49, al. 7.

— du tenancier de requérir la police, art. 45.

— du tenancier de servir les clients, art. 53.

Ordre public, art. 44, 45, 46, 62, al. 17.

Ouverture des débits de boissons, v. «Heures d'ouverture».

P.

Patentes pour commerce en détail de boissons alcooliques, art. 1er, al. 2, 4, 5, art. 2, 63, 65, 66, 67, 68, 75.

— leur durée, art. 1er, al. 7, 74.

— personnes qualifiées pour en obtenir, art. 1er, al. 5 et 8, 68.

— sont personnelles, art. 4, 75, exception, art. 34, 75.

— sont attachées à un local déterminé, art. 75.

— prix des . . . , art. 1er, al. 2 et 3, 74, 76.

— produit des . . . , art. 77.

— demandes de patentes, art. 72.

Patentes, autorités compétentes pour en délivrer, art. 2, 66, 74.

— temporaires, art. 74, al. 2.

— pour vente à l'emporter, art. 66, 67 b, c, 69, 70, restrictions de la vente, art. 71, refus de la patente, art. 73, 79.

— pour vente sur place de boissons distillées, art. 66, 67 a, 68, 75.

Pâtisseries-Crémeries, concession, art. 15 c.

— commerce de boissons alcooliques, art. 68 b.

Pensions, concession et patente, art. 1, 2, al. 2, art. 6, 9, al. 6, 15, 68, 69, 71.

— prix de la concession, art. 19.

— restriction de la vente de boissons alcooliques, art. 55.

Pensions de famille, art. 6, al. 4.

Personnes ayant qualité pour obtenir concession, art. 1, al. 8 et s., 7, al. 7.

— ayant qualité pour faire des observations sur demandes de concessions, art. 8, al. 3.

Personnel de service, âge requis, art. 56.

— interdiction de boire avec les clients, art. 57.

— sa protection, congé, etc., art. 58, 59.

Plans des bâtiments et locaux, art. 7, al. 3, 5, 6, art. 12, al. 2, art. 15, al. 6.

v. aussi «Bâtiments et locaux».

Police des débits de boissons, etc., art. 40, 41, 42, 44 et s., 52, 80.

— heure de . . . , art. 49, 50, 79.

Préavis de l'autorité communale, art. 8, al. 2 et s., 72, 76, al. 2.

— du Département des Finances, art. 8, al. 7, art. 9.

Préfets, leurs attributions, art. 43, al. 16, 46, 62, 80, al. 3.

Procédure de recours, art. 28, 84, al. 3, v. aussi «Recours».

Publications des concessions, art. 13.

- des demandes de concession, art. 8, 22.
- du renouvellement et du transfert de concession, art. 31, al. 2.

R.

Recours en général, procédure, art. 28, 84, al. 3.

- contre l'octroi d'une concession, art. 27, al. 2, 28.
- contre renouvellement ou refus de renouvellement d'une concession, art. 31.
- en cas de transfert d'une concession, art. 31.
- en cas de retrait ou d'extinction d'une concession, art. 38, al. 2.
- en cas de contestation quant à l'application de la loi, art. 84.
- contre mesures provisoires, art. 46.
- contre Département des Finances, patentes, art. 78.
- contre Département de Justice et Police, art. 80.
- contre l'autorité communale, relative aux dispositions transitoires, art. 87, al. 3.
- en matière de danse, art. 62, al. 19.
- en matière de loto, art. 43, al. 16.

Refus de concessions ou de patentes, art. 3, 10, 11, 24, 73.

Registre des concessions, art. 9, al. 5.

- des patentes, art. 72, al. 6.
- des étrangers, art. 52.
- et formulaires, art. 85, al. 2.

Règlement communal, art. 16, al. 1, 25, al. 5 et 6.

- d'exécution, art. 16, al. 7, 85.

Renouvellement de concessions, art. 6, al. 2, 18, 29 et s., 86, al. 3 et s., 87.

Répartition du prix de la patente, art. 77, 83.

Repos public et débits de boissons, art. 44.

— à accorder au personnel de service, art. 58, 59.

Répression des contraventions, art. 48, al. 4, 49, al. 10, 60, 62, al. 23-26, 80, 81.

Restaurants, concessions, prix, etc., art. 1er, 2, al. 2, 3, 6, 9, al. 6, 15, 19, 83, v. aussi «Débits de boissons».

Retrait d'une concession, motifs, art. 37., v. aussi «Concessions et Recours».

Rixe dans un établissement public, art. 45, 46.

S.

Sanatoria, concession, art. 6, al. 3, 9, al. 6.

Suspension de l'exploitation d'une concession, conséquences, art. 36.

T.

Taxes, v. «Finance».

Tenancier d'un café, etc., sa responsabilité, art. 42, 45, 47, 48, al. 4, 49, al. 10 et 11.

— son obligation de servir, art. 53.

Transfert d'une concession, art. 31, al. 2 3, 33, 34, 75.

— d'un commerce de vins à l'emporter, art. 75.

V.

Vente sur place de boissons distillées, art. 1er, 2, 49, al. 4, 5, 63, 66, 67, 68, 72, 74 et s., 82, al. 2.

— à l'emporter de boissons fermentées, art. 1er, 2, 63, 64 a, 66, 67, 69, 70, 72, 73, 74 et s., 79, 82, al. 2.

Vente à l'emporter de boissons distillées, art. 1er, 2, 63, 64 b, c, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 74 et s., 79, 82, al. 2.

— en gros est libre, art. 64.

Voyageurs, contestations avec l'hôtelier, art. 54.

— leur droit de se faire servir, art. 53.

W.

Wagons-Restaurants, concessions et patentes, art. 85.



APPENDICE



I.

Arrêté du 12 octobre 1917

concernant

la mise en vigueur de la loi sur les auberges.

LE CONSEIL D'ETAT DU CANTON DU VALAIS,

Vu le résultat de la votation populaire du 29 avril 1917, duquel il ressort que la loi du 24 novembre 1916 sur les hôtels, auberges, débits de boissons et autres établissements similaires, ainsi que sur le commerce en détail des boissons alcooliques a été acceptée par 8477 oui contre 5728 non sur 14416 votants présents ;

Vu qu'aucune réclamation ne s'est produite contre la votation dans le terme prescrit ;

Vu l'article 53, chiffre 2, de la constitution cantonale,

arrête :

La loi ci-dessus, du 24 novembre 1916, sur les hôtels, auberges, débits de boissons et autres établissements similaires, ainsi que sur le commerce en détail des boissons alcooliques est déclarée exécutoire et entre en vigueur le 1er janvier 1918.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 12 octobre 1917, pour être inséré au «Bulletin officiel» et publié dans toutes les communes du canton, le dimanche 30 décembre 1917.

Le Président du Conseil d'Etat :

J. KUNTSCHEN.

Le Chancelier d'Etat :

Osw. ALLET.

II.

Loi fédérale

restreignant

la construction et l'agrandissement d'hôtels.

(Du 16 octobre 1924).¹⁾

L'Assemblée fédérale de la Confédération Suisse,

vu l'article 34ter de la Constitution ;

vu le message du Conseil fédéral du 24 mars 1924,

décète :

Article premier. — Celui qui se propose de construire un hôtel, d'agrandir sensiblement un hôtel en vue d'augmenter le nombre des lits ou d'affecter d'une façon durable au logement d'hôtes payants des bâtiments employés à d'autres buts, doit demander un permis.

Est réputé hôtel au sens de la présente loi tout bâtiment servant à loger des hôtes payants, y compris les pensions d'étrangers.

Art. 2. — Le permis est délivré si le requérant rend plausible le besoin de construire, d'ouvrir ou d'agrandir un hôtel.

Art. 3. — Le permis peut être accordé partiellement ou sous des conditions se rapportant au besoin.

Art. 4. — La demande de permis est soumise à l'autorité cantonale, qui statue après enquête, l'autorité communale entendue.

La décision accompagnée de l'exposé des motifs est communiquée au requérant et à l'autorité communale.

1) Pour ne pas donner trop d'extension à ce travail, j'ai dû renoncer à la reproduction du message du CF. relatif à cette loi (24 III. 1924). Il est très intéressant et on l'étudiera avec profit.

Art. 5. — La décision de l'autorité cantonale peut être déférée par voie de recours au Conseil fédéral, en conformité de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale.

Le délai de recours est de trente jours.

Le droit de recours appartient au requérant et à l'autorité communale.

Le Conseil fédéral statue en dernier ressort.

Art. 6. — Une demande de permis écartée ne peut être renouvelée que si le requérant démontre que les faits se sont modifiés.

Art. 7. — Celui qui, sans permis, construit un hôtel, agrandit sensiblement un hôtel en vue d'augmenter le nombre des lits ou affecte d'une façon durable au logement d'hôtes payants des bâtiments employés à d'autres buts, est passible de l'amende jusqu'à vingt mille francs.

Est passible de la même peine celui qui ne satisfait pas aux conditions mises au permis.

Si le défaut de permis est dû à la négligence ou à l'ignorance des dispositions en vigueur, la peine est l'amende jusqu'à dix mille francs.

Les dispositions générales du code pénal fédéral du 4 février 1853 sont applicables.

La poursuite et le jugement des contraventions sont du ressort des cantons.

Art. 8. — Les autorités cantonales sont tenues d'empêcher la construction et l'exploitation des hôtels qui ne sont pas au bénéfice d'un permis.

Les hôtels ouverts sans permis sont fermés dans un délai convenable, à moins que le permis ne soit délivré après l'ouverture.

Art. 9. — Tout hôtel mis au bénéfice d'un permis à teneur de la présente loi, demeure soumis à la législation cantonale.

Art. 10. — Le Conseil fédéral exerce la haute surveillance sur l'exécution de la présente loi. Il peut édicter des dispositions d'exécution.

Art. 11. — La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1926 et sortira ses effets jusqu'au 31 décembre 1930.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 15 octobre 1924.

Le président, SIMON.

Le secrétaire, KAESLIN.

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 16 octobre 1924.

Le président, R. EVEQUOZ.

Le secrétaire, G. BOVET.

LE CONSEIL FEDERAL ARRETE :

La loi fédérale ci-dessus, publiée le 22 octobre 1924, sera insérée au Recueil des lois de la Confédération et, conformément à l'article 11 de cette loi, entre en vigueur le 1er janvier 1926.

Berne, le 23 janvier 1925.

Par ordre du Conseil fédéral suisse :

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

III.

Loi fédérale sur l'alcool.

(Du 29 juin 1900).

L'Assemblée fédérale de la Confédération Suisse,
vu le message du Conseil fédéral du 6 juin 1898 ;

en exécution des articles 31 et 32bis de la constitution fédérale et de l'arrêté fédéral du 20 décembre 1887, concernant l'article 32bis de la constitution fédérale,

décrète :

Production indigène.

Art. 1er. — Le droit de fabriquer des spiritueux au moyen de la distillation appartient exclusivement à la Confédération.

Ce droit ne s'étend pas à la distillation des raisins, du vin, du marc de raisin, de la lie de vin, des baies, fruits à noyau ou à pépins et de leurs déchets, des racines de gentiane et d'autres matières analogues de provenance indigène.

Art. 2. — Le quart à peu près de la consommation du pays en trois-six et alcool est réservé à la production indigène, sur la base de contrats de livraison que la Confédération passe avec des distillateurs suisses. Ce contingent indigène ne doit toutefois pas excéder 30,000 hectolitres d'alcool absolu par année civile ; il peut bien être augmenté, pour une année déterminée, de 25 % au plus, mais à valoir sur le contingent de l'année suivante.

Les livraisons sont mises au concours en temps utile par le Conseil fédéral, aux conditions stipulées dans un cahier des charges, par lots de 150 hectolitres au moins et de 1000 hectolitres au plus d'alcool absolu par campagne de distillation ; elles sont adjudgées aux soumissionnaires qui, tout en présentant des garanties suffisantes, ont fait les offres les plus favorables dans une même catégorie de lots. En aucun cas il ne sera payé de prix plus élevés que ceux qui laisseront comme bénéfice aux distillateurs, moyennant des installations convenables et une exploitation rationnelle, les résidus francs de tous frais.

Une distillerie ne peut obtenir plus d'un lot, et un lot ne peut être partagé entre plusieurs distilleries. Nul ne peut être intéressé à plus d'un lot.

Art. 3. — Les adjudicataires de lots ne mettront en œuvre que des matières premières indigènes. Le Conseil fédéral peut autoriser des exceptions à cette règle, en général pour les matières nécessaires à la saccharification et à la fermentation, en particulier dans les années de mauvaises récoltes indigènes. Il attachera toutefois des conditions plus sévères à ces autorisations exceptionnelles.

Sont également réservées les conditions spéciales sous lesquelles le Conseil fédéral, tout en sauvegardant le principe de la distillation de matières indigènes, peut autoriser les fabriques

de levure pressée, qui emploient en partie des matières étrangères, à distiller les produits accessoires de leur fabrication.

Seront préférées, lors de l'adjudication des lots, les soumissions émanant de contrées où la récolte des pommes de terre excède ordinairement l'emploi de ce produit comme aliment ou comme fourrage.

Les associations agricoles seront aussi préférées lors de l'adjudication des lots. Le Conseil fédéral peut toutefois prendre des mesures pour protéger les intérêts de l'agriculture ou du fisc contre l'usage abusif de ce privilège.

Art. 4. — La fabrication indigène de spiritueux soumis au monopole, exercée sous une forme différente de celle prévue au 2^{me} alinéa de l'article 2, n'est permise qu'aux conditions fixées par le Conseil fédéral et contre paiement des droits de monopole.

Le Conseil fédéral fixera ces droits en raison du bénéfice du monopole (article 15).

Sont réservées les lois et ordonnances cantonales sur la fabrication et l'imposition des spiritueux.

Art. 5. — Il est permis de transformer en boissons les spiritueux livrés par la Confédération conformément à l'article 12 ou grevés des droits prévus aux articles 4, 7, 8 et 9, sans préjudice des droits de monopole des cantons.

Importation et transit.

Art. 6. — Le droit d'importer toute espèce de spiritueux distillés appartient exclusivement à la Confédération.

Art. 7. — L'importation de boissons distillées ne rentrant pas dans la catégorie du trois-six ou de l'alcool est aussi permise aux particuliers, aux conditions fixées par le Conseil fédéral, moyennant un droit fixe de monopole de 80 francs par quintal métrique poids brut, sans égard à la contenance en alcool.

Si ces spiritueux contiennent plus de 75 degrés d'alcool ils peuvent être soumis, pour l'excédent, à une taxe supplémentaire de 80 centimes par degré et par quintal métrique poids brut.

Sur les importations d'un poids brut de moins de 50 kilogrammes, le Conseil fédéral peut augmenter les droits d'un quart. Ces importations ne sont alors pas soumises aux dispositions de l'article 17 concernant l'imposition du commerce en détail des spiritueux.

Le Conseil fédéral peut abaisser jusqu'au quart les droits à percevoir sur les produits importés contenant moins de 25 degrés d'alcool.

Art. 8. — Les vins contenant plus de 12 degrés d'alcool peuvent être soumis pour l'excédent à un droit de monopole de 80 centimes par degré et par quintal métrique poids brut.

Art. 9. — L'importation des matières premières propres à la distillation peut être soumise à un droit de monopole proportionné à leur rendement présumé en alcool. Ce droit est fixé conformément aux dispositions de l'article 4. Le montant perçu sera remboursé s'il est prouvé que les matières premières imposées ont été employées de manière à en rendre toute distillation impossible.

Art. 10. — Les produits alcooliques ou fabriqués avec de l'alcool, mais impropres à la boisson, peuvent également être importés par les particuliers contre paiement des droits de monopole fixés dans le tarif des douanes. Sont réservées les dispositions de l'article 13.

Art. 11. — Le transit est soumis aux dispositions de la loi fédérale sur les douanes.

Vente en régie.

a. Alcool potable.

Art. 12. — La Confédération vend par quantités de 150 litres au moins et au comptant l'alcool qu'elle s'est procuré en vertu des articles 2 et 6 de la présente loi. Il n'est accepté de commande que pour livraison immédiate.

La répartition d'une livraison sur plusieurs fûts n'est admissible que si la contenance de chaque fût est de 150 litres au moins.

Le prix de vente est fixé par le Conseil fédéral et publié en temps utile dans la *Feuille fédérale*. Il ne doit être ni inférieur à 120 ni supérieur à 150 francs par hectolitre d'alcool absolu, fût non compris.

La Confédération doit veiller à ce que l'alcool potable qu'elle livre à la consommation soit suffisamment rectifié.

Le Conseil fédéral fixe les autres conditions de vente.

b. Alcool à l'usage industriel ou domestique.

Art. 13.¹⁾ — L'alcool destiné au nettoyage, au chauffage, à l'éclairage, à la cuisson ou à la production de force motrice (alcool à brûler) est vendu par la Confédération au comptant et par quantités de 150 litres au moins ; il est livré à l'état dénaturé, c'est-à-dire impropre à la boisson.

Le prix de vente est fixé à nouveau tous les cinq ans, pour la première fois en 1910, sur la base du prix moyen de revient calculé d'après les comptes des cinq dernières années. Pour établir ce calcul, on se basera, en ce qui concerne le prix de l'alcool, uniquement sur les qualités importées par la Confédération pour les usages énumérés ci-dessus. Les autres conditions de vente sont déterminées par le Conseil fédéral.

Art. 14.¹⁾ — Quiconque veut faire emploi d'alcool dénaturé pour des usages autres que ceux qui sont spécifiés à l'article 13 doit être muni d'une licence délivrée par la Régie fédérale des alcools pour l'emploi d'alcool industriel.

Le Conseil fédéral établit les prescriptions concernant l'obtention et le retrait de la licence ; celle-ci peut être accordée :

- a) pour les usages industriels, y compris la fabrication du vinaigre, mais à l'exclusion de la fabrication des parfumeries et cosmétiques liquides ;

1) Texte de la loi du 22 juin 1907, entrée en vigueur le 21 oct. 1907.

- b) pour les usages scientifiques et pour la fabrication des produits pharmaceutiques qui ne contiennent plus d'alcool après leur préparation et qui ne s'emploient pas non plus mélangés avec de l'alcool.

Les détenteurs de licence sont tenus d'importer eux-mêmes directement de l'étranger l'alcool dont ils ont besoin. Ces importations sont soumises, au bénéfice de la Régie fédérale des alcools et indépendamment du droit d'entrée, au paiement d'une finance administrative de 3 francs par quintal métrique, poids brut. Toutefois, les détenteurs de licence pour qui l'importation d'alcool par wagons complets serait hors de proportion avec la quantité qui leur est nécessaire sont autorisés à s'approvisionner auprès de la Régie fédérale des alcools aux conditions fixées par le Conseil fédéral.

L'Assemblée fédérale a le droit de supprimer l'importation par les particuliers dans le sens de la première phrase de l'alinéa 3 ci-dessus et de faire desservir tous les détenteurs de licence conformément à l'article 13 par la Régie fédérale des alcools. Cette suppression ne donne droit aux intéressés à aucun dédommagement.

Exportation.

Art. 15. — Celui qui exporte des produits fabriqués avec de l'alcool livré en conformité de l'article 12 a droit, pour la quantité d'alcool employée, à un remboursement payable à la fin de l'exercice et correspondant au bénéfice du monopole.

Au cours de l'exercice, le Conseil fédéral peut payer des acomptes sur ce remboursement.

La somme à rembourser est calculée d'après la différence entre le prix moyen de vente et le prix moyen d'achat de l'alcool importé par la Confédération et livré à l'entrepôt.

L'exportation de quantités inférieures à cinq kilogrammes, poids brut, ne donne droit à aucun remboursement.

Commerce privé.

Art. 16. — Sont interdits : le colportage de tous spiritueux distillés, le débit et le commerce en détail de ces spiritueux dans

les distilleries ainsi que dans les magasins et autres lieux de vente où ce commerce n'est pas en connexité naturelle avec celui des autres marchandises. Est réservé le commerce en détail de l'alcool dénaturé et le commerce en détail fait par les distillateurs visés à l'article 17, 4^{me} alinéa.

Art. 17. — Le commerce autorisé des spiritueux distillés de toute espèce comprend :

1. le commerce en gros ;
2. le commerce en détail.

Le commerce en gros est libre. Le commerce en détail ne peut être exercé qu'avec l'autorisation des autorités cantonales et contre paiement d'un droit cantonal de vente correspondant à l'importance et à la valeur du trafic.

Le commerce en gros comporte la livraison de 40 litres, au minimum, faisant l'objet d'un seul et même envoi, par quantités d'au moins 20 litres de chaque espèce. Toute autre livraison rentre dans le commerce en détail.

Toutefois les agriculteurs qui ne distillent que leur propre récolte et ne produisent dans une année pas plus de 40 litres de spiritueux non soumis au monopole, peuvent vendre librement leur produit par quantités de 5 litres au moins.

Toute autre définition relative au commerce en détail est du ressort des autorités cantonales.

Sont réservées les dispositions de l'article 7, 3^{me} alinéa, les prohibitions mentionnées dans l'article 16 et le commerce en détail de l'alcool dénaturé.

Surveillance et administration.

Art. 18. — Les cantons sont tenus de surveiller la fabrication des eaux-de-vie non soumises au monopole et le commerce privé des spiritueux distillés de toute espèce.

Art. 19. — L'exécution des autres dispositions de la loi est de la compétence du Conseil fédéral. La gestion des affaires est confiée à la Régie fédérale des alcools. Celle-ci jouit de la personnalité civile. Son organisation est d'ailleurs, jusqu'à la

promulgation d'une loi sur la matière, du ressort du Conseil fédéral. Les traitements de ses fonctionnaires et employés sont déterminés par la loi générale sur les traitements du 2 juillet 1897.

Le Conseil fédéral peut confier certains services de la Régie à son administration générale. Il peut également réclamer la coopération des cantons. Les frais spéciaux qui en résultent pour l'administration générale et pour les cantons sont supportés par la Régie.

Art. 20. — La Confédération avancera à la Régie les sommes nécessaires à l'exécution de la loi ; ces sommes porteront intérêt et devront être remboursées dans un délai convenable.

Art. 21. — La Confédération percevra, pour son propre compte, les droits d'entrée fixés par les tarifs sur l'importation des spiritueux distillés de toute espèce, sur les matières premières destinées à la distillation et sur les produits dans la fabrication desquels entre de l'alcool.

Art. 22. — Les recettes nettes de la Régie fédérale des alcools seront réparties entre les cantons, à la fin de chaque exercice, proportionnellement à leur population de fait telle qu'elle a été établie par le dernier recensement fédéral sanctionné par les Chambres.

Le Conseil fédéral peut faire aux cantons des avances sur leur part de l'année courante.

Dîme de l'alcool.

Art. 23. — Les gouvernements cantonaux présenteront chaque année un rapport au Conseil fédéral sur l'emploi du 10 % de leurs recettes qui doit être affecté, aux termes de la constitution, à la lutte contre l'alcoolisme. Ces rapports imprimés seront soumis à l'Assemblée fédérale avec les propositions du Conseil fédéral.

Pénalités.

Art. 24. — Est passible d'une amende pouvant s'élever à vingt fois la somme soustraite à l'Etat quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi :

- a) en fabriquant des spiritueux sans y être autorisé ;
- b) en ne livrant pas à la Régie fédérale des alcools la totalité des spiritueux fabriqués légalement en vertu de l'article 2 ;
- c) en important illicitement des produits alcooliques ou préparés avec de l'alcool ;
- d) en se procurant des spiritueux par des moyens frauduleux ;
- e) en donnant à des spiritueux dénaturés une destination autre que celle qui est autorisée ;
- f) en se faisant restituer indûment des droits.

Tout contrevenant est tenu de payer, indépendamment de l'amende, le montant du droit fraudé. Ce dernier est calculé, lorsqu'il n'est pas expressément fixé, sur la base du bénéfice du monopole (art. 15).

Si le montant de la somme fraudée ne peut pas être déterminé, l'amende peut s'élever jusqu'à 10,000 francs.

En cas de récidive ou de circonstances aggravantes, l'amende peut être doublée et le contrevenant condamné, en outre, à l'emprisonnement jusqu'à six mois. La récidive n'est plus prise en considération lorsque, depuis la dernière peine d'amende prononcée jusqu'au nouveau délit, il s'est écoulé un délai de 5 ans.

Les auteurs, les complices et les receleurs sont également soumis aux dispositions pénales de la présente loi.

La tentative des contraventions prévues par le présent article est punie comme la contravention consommée.

Art. 25. — La Régie fédérale des alcools a le droit de confisquer les spiritueux formant l'objet d'une contravention. Dans ce cas, il n'est pas fait application du 2^{me} alinéa, 1^{re} phrase, de l'article 24. La Régie conserve le droit de confiscation dans les cas où la somme soustraite à l'Etat ne peut être établie.

Art. 26. — Les contrevenants qui n'ont pas de domicile fixe en Suisse et qui ne sont pas en mesure de fournir soit un nantissement, soit un cautionnement suffisant en garantie du paie-

ment de l'amende encourue, peuvent être remis à l'autorité cantonale pour être détenus préventivement.

Art. 27. — Les patrons sont personnellement et solidairement responsables des amendes infligées à leurs employés, s'ils ne fournissent la preuve qu'ils ont pris toutes les précautions nécessaires aux fins d'empêcher toute contravention à la loi.

Art. 28. — Indépendamment des cas énumérés à l'article 24, toute contravention à la présente loi ou aux règlements qui en fixent l'application est punie d'une amende d'ordre pouvant s'élever jusqu'à 30 francs. Cette amende peut être doublée, si le contrevenant a tenté d'entraver le contrôle de l'autorité.

Sont réservées les dispositions de l'article 47 du code pénal fédéral.

Art. 29. — Un tiers des amendes perçues en application de l'article 24 est attribué au dénonciateur, un tiers au canton et un tiers à la commune sur le territoire desquels a été commise la contravention.

Lorsque le dénonciateur est inconnu, sa part est attribuée à la caisse cantonale.

Lorsque le dénonciateur renonce à sa part d'amende ou que la contravention a été découverte par des fonctionnaires ou des employés de la Régie fédérale des alcools ou de l'administration des douanes, le Conseil fédéral statue sur l'emploi de la part d'amende.

Les amendes d'ordre perçues en vertu de l'article 28 sont acquises à la caisse de la Régie fédérale des alcools.

Le Conseil fédéral tranche en dernier ressort les litiges relatifs à la répartition des amendes.

Art. 30. — Les infractions aux articles 16 et 17 sont jugées conformément aux lois et à la procédure pénales des cantons et sont du ressort des autorités administratives ou judiciaires cantonales.

Les amendes prévues aux articles 24 et 28 sont prononcées par voie administrative par le Département fédéral des Finances. Le Département est autorisé à déléguer à l'administration des

alcools sa compétence en matière d'amendes d'ordre, de même qu'en matière de répression des contraventions, dans les cas où le droit fraudé n'excède pas 20 francs.

Si le contrevenant ne se soumet pas au prononcé de l'autorité administrative, la contravention doit, à teneur de la loi du 30 juin 1849 sur le mode de procéder à la poursuite des contraventions aux lois fiscales ou de police de la Confédération et de la loi du 22 mars 1893 sur l'organisation judiciaire fédérale, être portée par le Département fédéral des Finances devant les tribunaux compétents.

Dispositions finales.

Art. 31. — La loi fédérale sur les spiritueux du 26 décembre 1886 sera abrogée dès que la présente loi sera exécutoire. Toutefois toutes les relations de droit découlant de l'application de l'article 18 de la loi de 1886 demeureront en vigueur.

Art. 32. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle deviendra exécutoire.

Ainsi décrété par le Conseil national,

Berne, le 28 juin 1900.

Le président : BÜHLMANN..

Le secrétaire : RINGIER.

Ainsi décrété par le Conseil des Etats,

Berne, le 29 juin 1900.

Le président : LEUMANN.

Le secrétaire : SCHATZMANN.

LE CONSEIL FEDERAL ARRETE :

La loi fédérale ci-dessus, publiée le 11 juillet 1900, sera insérée au *Recueil des lois* de la Confédération et entrera en vigueur le 16 janvier 1901.

Berne, le 24 décembre 1900.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération :

HAUSER.

Le chancelier de la Confédération :

RINGIER.

Nota. — La loi fédérale sur l'alcool a été suivie d'un *Règlement d'exécution* très complet, du 24 décembre 1900. Il est trop volumineux pour que je puisse songer à le reproduire ici.

